

SAINTES GRANDE RIVES, L'AGGLO

**PROCÈS-VERBAL
DE LA RÉUNION DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE
DU 10 AVRIL 2024**

Le Conseil Communautaire de SAINTES GRANDES RIVES, L'AGGLO s'est réuni à Saintes, le 10 avril 2024 sous la présidence de Monsieur Bruno DRAPRON.

Étaient présents :

Monsieur Bruno DRAPRON (sauf pour les délibérations n°2024-48 à 2024-55),
Monsieur Eric PANNAUD,
Monsieur Francis GRELLIER,
Monsieur Frédéric ROUAN,
Monsieur Alexandre GRENOT,
Monsieur Fabrice BARUSSEAU,
Madame Véronique CAMBON,
Monsieur Pierre-Henri JALLAIS,
Monsieur Jérôme GARDELLE,
Monsieur Jean-Luc MARCHAIS,
Monsieur Philippe CALLAUD,
Monsieur Pascal GILLARD,
Monsieur Philippe DELHOUME,
Madame Véronique ABELIN-DRAPRON,
Madame Caroline AUDOUIN,
Monsieur Alain MARGAT,

Monsieur Gérard PERRIN,
Monsieur Jean-Michel ROUGER,
Monsieur Eric BIGOT,
Monsieur Joseph de MINAC,
Monsieur Stéphane TAILLASSON,
Madame Agnès POTTIER,

Monsieur Pierre TUAL,
Madame Martine MIRANDE,
Monsieur David MUSSEAU,
Monsieur Michel ROUX,
Madame Françoise LIBOUREL.

Monsieur Jean-Luc FOURRE (jusqu'à la délibération n°2024-101),
Madame Annie GRELET,
Monsieur Daniel MANDIN,
Madame Marie-France DREY,
Monsieur Jean-Claude CHAUVET,
Monsieur Philippe ROUET,
Madame Sylvie BEGIN,
Madame Amanda LESPINASSE,
Monsieur Anthony TERRIERE,
Monsieur Ammar BERDAÏ,
Madame Charlotte TOUSSAINT,
Monsieur Thierry BARON,
Monsieur Joël TERRIEN,
Madame Renée BENCHIMOL-LAURIBE,
Monsieur Jean-Pierre ROUDIER,
Madame Joëlle DUJARDIN,
Madame Eliane TRAIN.

Monsieur Jean-Luc FOURRE donne pouvoir à Madame Annie GRELET (à partir de la délibération n°2024-102),
Monsieur Bernard CHAIGNEAU donne pouvoir à Monsieur Frédéric ROUAN,
Monsieur Bernard COMBEAU donne pouvoir à Monsieur Gérard PERRIN,
Mme Marie-Line CHEMINADE donne pouvoir à Madame Véronique CAMBON,
Monsieur Philippe CREACHCADEC donne pouvoir à Monsieur Joël TERRIEN,
Monsieur Laurent DAVIET donne pouvoir à Monsieur Ammar BERDAÏ,
Monsieur Jean-Philippe MACHON donne pouvoir à Monsieur Jean-Pierre ROUDIER,
Madame Evelynne PARISI donne pouvoir à Monsieur Bruno DRAPRON (sauf pour les délibérations n°2024-48 à 2024-55),
Madame Véronique TORCHUT donne pouvoir à Monsieur Thierry BARON,
Monsieur Jean-Marc AUDOUIN donne pouvoir à Monsieur Alexandre GRENOT

Mesdames et Messieurs Aurore DESCHAMPS, Gaby TOUZINAUD, Sylvie CHURLAUD, Bruno DRAPRON (pour les délibérations n°2024-48 à 2024-55), Florence BETIZEAU, Rémy CATROU, Charles DELCROIX, Dominique DEREN, Pierre DIETZ, François EHLINGER, Pierre MAUDOUX, Evelynne PARISI (pour les délibérations n°2024-48 à 2024-55) et Céline VIOLLET sont excusés.

Monsieur David MUSSEAU est désigné secrétaire de séance.

En préambule, Monsieur le Président revient sur l'épisode d'inondations et souligne l'engagement ferme de l'établissement aux côtés des sinistrés. Des aides exceptionnelles ont été votées en faveur des entreprises impactées. Une expertise des habitations concernées sera prise en charge à 100%. Ce diagnostic permettra de bénéficier d'améliorations, qui pourront être financées en totalité, et ce programme ferait du territoire un territoire expérimental. Le retour d'un grand groupe d'assureurs concernant un travail conjoint est également attendu, il s'agit d'un assureur important des collectivités et de leurs groupements.

Le Conseil sera l'occasion de présenter un certain nombre de délibérations financières et de subventions. Un point sera effectué sur les marchés publics, notamment en ce qui concerne les fournitures scolaires. Celles-ci sont gratuites pour les élèves de l'Agglomération, et il est important de communiquer sur ce point. Les RH et le tourisme seront également abordés, de même que le budget primitif, l'urbanisme, le développement durable et le contrat de ville.

Monsieur le Président procède à l'appel des membres et donne lecture des pouvoirs reçus.

Il s'enquiert d'éventuelles demandes de précisions concernant les délibérations prises par le bureau et les décisions prises par le Président.

Approbation du Procès-verbal du Conseil Communautaire du 15 février 2024

En l'absence de demandes de prises de parole, Monsieur le Président soumet le procès-verbal au vote.

Le Procès-verbal du Conseil Communautaire du 15 février 2024 est approuvé à la majorité.

UNE AGGLOMÉRATION DOTÉE DE SERVICES SUPPORTS ET RESSOURCES

FINANCES

2024-47.Approbation des comptes de gestion 2023 du Budget Principal et des budgets annexes (Régie des déchets, Transports Urbains et Mobilités, Hôtel d'Entreprises, ZAC Centre Atlantique, ZAC les Charriers Sud, ZA la Sauzaie, Zones d'Activités Communautaires)

Monsieur Philippe CALLAUD annonce que l'exercice budgétaire et comptable 2023 est clos. Les comptes de gestion sont conformes à tous les comptes administratifs et à la comptabilité de l'ordonnateur. Ils n'appellent aucune observation de la part du receveur, il est donc possible de les voter.

Le rapporteur rappelle que l'exercice budgétaire et comptable 2023 étant clos, le trésorier a procédé à l'arrêté des comptes des différents budgets. Le document qui reprend les éléments relatifs à l'exécution du budget 2023 ainsi que les données relatives au bilan est dressé par le trésorier et se nomme « le compte de gestion ». Il existe un compte de gestion par budget. Ces documents sont concordants avec les comptes administratifs de l'ordonnateur.

Après avoir entendu le rapporteur,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 5211-1 et L.2121-31 relatifs à l'adoption du compte administratif et du compte de gestion,

Considérant les budgets primitifs de l'exercice 2023 et les décisions modificatives qui s'y rattachent, les titres relatifs aux créances à recouvrer, les mandats relatifs aux dépenses réalisées, les bordereaux de titres de recettes, les bordereaux de mandats,

Considérant les comptes de gestion dressés par le receveur qui reprend : la situation patrimoniale de Saintes Grandes Rives, l'Agglo avec la présentation du bilan, le compte de résultat, les résultats budgétaires, l'état de consommation des crédits, la balance des comptes ainsi que celle des valeurs inactives, l'état de l'actif,

Considérant que le receveur a repris dans ses écritures tous les titres de recettes émis par l'ordonnateur de même que les mandats ordonnancés au titre de l'exercice 2023 y compris les opérations passées sur la journée complémentaire,

Considérant la conformité du compte de gestion avec la comptabilité de l'ordonnateur,

Considérant l'avis formulé par le Conseil d'Exploitation de la Régie des déchets en date du 10 avril 2024,

Considérant l'avis favorable formulé par la commission des finances en date du 29 mars 2024,

Il est proposé au Conseil Communautaire :

- **de déclarer** que les comptes de gestion du budget principal et des budgets annexes (Régie des déchets, Transports Urbains et Mobilités, Hôtel d'Entreprises, ZAC Centre Atlantique, ZAC les Charriers Sud, ZA la Sauzaie, Zones d'Activités Communautaires) de Saintes Grandes Rives l'Agglo, dressés pour l'exercice 2023 par le Receveur, visés et certifiés conformes par l'ordonnateur, n'appellent ni observation ni réserve de sa part.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

ADOpte à la majorité l'ensemble de cette proposition par :

- 52 Voix pour
- 1 Voix contre (Mme Renée BENCHIMOL-LAURIBE)
- 0 Abstention
- 0 Ne prend pas part au vote

Monsieur Éric PANNAUD assure la présidence de séance pour les délibérations 2024-48 à 2024-53. Les délibérations n°2024-48 à 2024-63 sont présentées de manière groupée.

2024-48. Approbation du Compte Administratif 2023 du Budget Principal

Monsieur Philippe CALLAUD indique que les recettes de fonctionnement s'élèvent à 35,765 millions d'euros, pour 33, 731 millions de dépenses. En ajoutant les résultats antérieurs reportés, le résultat de clôture s'élève à 13 480 534 euros en fonctionnement.

En investissement, les recettes de l'exercice s'élèvent à 11,455 millions, et les dépenses à 15,459 millions. L'exercice est donc en déficit en ce qui concerne les dépenses d'investissement. Le résultat antérieur reporté était déjà négatif, et le résultat de clôture est de moins 4,191 millions.

Les charges à caractère général sont en augmentation de 16% par rapport à 2022, du fait notamment du coût de l'alimentation et des fluides. Les dépenses de personnel sont également en augmentation de 4,63% du fait d'éléments exogènes, et non d'embauches. Les subventions aux associations sont quant à elles en diminution de 7,5% par rapport à 2022.

En ce qui concerne les recettes, les produits des services ont augmenté de 9,59% par rapport à 2022. Les recettes issues de la compétence éducation représentent plus de 77% du total. Le produit des impôts est en progression de 3,17% par rapport à 2022 du fait de l'augmentation des bases. Les dotations des subventions ont stagné.

Il convient ensuite d'approuver et d'affecter les résultats. Le besoin de financement de la section d'investissement s'élève à 11,367 millions d'euros, il est affecté au compte 1068. Le résultat de fonctionnement sera quant à lui utilisé pour couvrir le besoin de fonctionnement, ce qui fait que le résultat de fonctionnement sera reporté. Le solde d'investissement cumulé sera reporté au compte D1, pour moins 4,191 millions.

En ce qui concerne la régie des déchets, un résultat négatif de moins 35 084 euros est constaté en fonctionnement. En investissement, un résultat positif de 448 045 euros est observé pour l'exercice.

Pour ce qui est du budget annexe transports et mobilités, un résultat positif de 128 871 euros est observé en fonctionnement. Le résultat d'investissement s'élève quant à lui à 206 081 euros.

Au niveau du budget Hôtel d'entreprises, un résultat de fonctionnement de moins 2 082 euros est constaté. Il est de moins 102 euros en investissement. Actuellement, les six boxes sont occupés par des entreprises et tous les loyers sont encaissés, ce qui n'était pas le cas auparavant puisqu'une entreprise se trouvait en redressement judiciaire.

Concernant la ZAC Atlantique, le résultat de fonctionnement s'élève à 954 000 euros. En investissement, un résultat de 1 383 568 euros est constaté.

La ZAC des Charriers Sud présente un résultat de fonctionnement de zéro, et un résultat d'investissement de moins 98 000 euros.

La ZAC de la Sauzaie montre un résultat de zéro euro.

Enfin, un dernier budget annexe est appelé « zones d'activités », il concerne celles de Montils et de Chaniers, qui ont été regroupées. Le résultat de l'exercice s'élève à zéro euro en fonctionnement et moins 247 000 euros en investissement.

Monsieur Jean-Michel ROUGER constate que le compte administratif de la régie des déchets présente une somme importante disponible en investissement, même si elle va disparaître assez rapidement.

Monsieur Jérôme GARDELLE précise que malgré l'augmentation de 8% de la redevance sur les tarifs 2023, le résultat de fonctionnement est négatif. La déchèterie Sud va utiliser la totalité du budget d'investissement. Celui-ci correspond au résultat de l'historique du service. Il risque de disparaître rapidement, ce qui nécessiterait de réaliser des emprunts dans le cadre du budget annexe.

En l'absence d'autres observations, Monsieur Eric PANNAUD, soumet les délibérations au vote.

Le rapporteur expose que l'ordonnateur rend compte annuellement des opérations budgétaires qu'il a exécutées. À la clôture de l'exercice budgétaire, il établit le compte administratif du budget principal ainsi que les comptes administratifs correspondant aux différents budgets annexes.

Le compte administratif rapproche les prévisions ou autorisations inscrites au budget (au niveau du chapitre ou de l'article selon les dispositions arrêtées lors du vote du budget primitif) des réalisations effectives en dépenses (mandats) et en recettes (titres). Il présente les résultats comptables de l'exercice. Il est soumis par l'ordonnateur, pour approbation, à l'assemblée délibérante qui l'arrête définitivement par un vote avant le 30 juin de l'année qui suit la clôture de l'exercice.

Le Compte Administratif 2023 du Budget Principal se présente comme suit :

SECTION DE FONCTIONNEMENT

*Celle-ci s'établit à **33 731 329,53 €** en dépenses et **35 765 258,66 €** en recettes (non compris 002), ce qui représente un excédent de clôture de 2 033 929,13 € au 31-12-2023.*

Pour mémoire, le résultat antérieur reporté 2022 était de + 11 466 605,50 € (cpt 002), ce qui représente un résultat cumulé de clôture au 31-12-2023 de + 13 480 534,63 €, hors restes à réaliser.

Les dépenses réelles d'un montant de 32 213 782,12 € sont réalisées à 85,81 % par rapport au budget 2023 (budget total 2023 : 37 542 018,73 €).

- Les charges à caractère général présentent un taux de réalisation de 91,89 % (chap 011),
- Les dépenses de personnel sont réalisées à 99,86 % (chap 012),
- Les subventions versées aux associations font ressortir un taux de réalisation de 89,84 % (cpt 6574),

Les recettes réelles sont réalisées, quant à elles, à 101,10 % (compris 002).

Les agrégats financiers sont les suivants :

	CA 2023
Recettes réelles de fonctionnement	35,20 M€
Dépenses réelles de fonctionnement	32,21 M€
Epargne Brute	+ 2,99 M€
Remboursement du capital de la dette	0,30 M€
Epargne nette	+ 2,69 M€

Encours de dette au 31/12 de l'année	2,76 M€
---	----------------

Taux d'épargne brute : Epargne brute/ Recettes réelles de fonctionnement	8,49 %
Capacité de désendettement (exprimée en nombres d'années) : Encours de dette / Epargne brute	0,92 soit moins de 1 an

1. Les dépenses de fonctionnement s'élèvent à **33 731 329,53 €** en 2023

	Budget 2023	Réalisations 2023
Charges à caractère général (011)	6 362 408,91 €	5 846 577,65 €
Dépenses de personnel (012)	21 422 000,00 €	21 391 911,81 €
Atténuation de produits (014)	1 652 074,00 €	1 651 462,67 €
Autres charges de gestion courante (65)	3 482 680,40 €	3 250 439,34 €
Charges financières (66)	59 037,00 €	50 550,96 €
Charges exceptionnelles (67)	4 563 818,42 €	22 839,69 €
Opérations d'ordre	8 872 188,77 €	1 517 568,27 €
TOTAL	46 411 707,50 €	33 731 350,39 €

Les dépenses du chapitre 011 - Charges à caractère général - s'élèvent à **5 846 577,65 €** (total budgété 2023 : 6 362 408,91 €).

La réalisation budgétaire est la suivante pour les postes principaux :

- L'alimentation (cpte 60623) pour 1 252 422,32 € (1 146 197,43 € réalisés en 2022). Ce sont les structures de restauration scolaire et les centres de loisirs qui sont les plus consommatrices de denrées alimentaires.
- Les fluides sont constitués de l'eau pour 121 307,25 € (cpte 60611), l'électricité pour 595 182,75 € (300 507,27 € réalisés en 2022) (cpte 60612), le bois de chauffage pour 32 989,99 € (cpte 60621), et le gaz pour 141 431,53 € (266 961,17 € réalisés en 2022) (cpte 60613).
- Les contrats de prestations de services (cpte 611) pour 833 586,27 € dont 202 327,62 € pour l'entretien du réseau des eaux pluviales (fonction 811), 147 422,43 € pour le suivi de l'animation OPAH-RU (fonction 824) et 99 167,39 € pour la gestion des aires des gens du voyage (fonction 524).
- La maintenance (cpte 6156) pour 331 283,98 €, dont 209 583,55 € pour la maintenance informatique et des photocopieurs (service 15), 43 866,81 € pour les piscines (service 16) et 35 959,74 € pour les bâtiments et matériels de la CDA (service 05).
- Les fournitures de petit équipement (cpte 60632) pour 215 464,75 €,
- L'entretien des terrains (cpte 61521) pour 149 753,51 €,
- Les fournitures d'entretien (cpte 60631) pour 139 162,22 €,
- L'entretien des biens mobiliers (cpte 61558) pour 127 007,86 €
- Les frais de formation (cpte 6184) pour 124 893,75 €
- Les fournitures scolaires (cpte 6067) pour 122 712,50 €
- Les frais de télécommunications (cpte 6262) pour 105 438,60 €.

Les dépenses du chapitre 012 - Charges de personnel - s'élèvent à **21 391 911,81 €** (total budgété 2023 : 21 422 000,00 €).

Ces dépenses sont en hausse de 4,63 % par rapport à l'exercice précédent (20 445 289,75 € en 2022). Cette augmentation s'explique entre autres par une hausse de la valeur du point d'indice (+1,5 %), une revalorisation du SMIC de + 1,81 %, ainsi qu'une augmentation du versement mobilité.

Les dépenses du chapitre 014 - Atténuation de produits - s'élèvent à **1 651 462,67 €** (total budgété 2023 : 1 652 074,00 €).

- L'attribution de compensation versée aux communes pour 1 273 020,00 € (cpte 739211),
- Le reversement au titre du Fonds National de Garantie Individuelle des Ressources intercommunales et communales (FNGIR) pour 124 632 € (cpte 739221),
- Le reversement de la taxe de séjour à l'office de Tourisme pour la somme de 248 716,67 € (cpte 7398).
- La restitution auprès de l'État de dégrèvements sur contributions directes pour un montant de 5 094,00 € (cpte 7391178).

Les dépenses du chapitre 65 - Autres charges de gestion courante - s'élèvent à **3 250 439,34 €** (total budgété 2023 : 3 482 680,40 €).

- Les indemnités versées aux élus et les charges associées pour 407 494,81 € (cptes 6531, 6533 et 6534),
- Les cotisations versées aux organismes de regroupement dans lesquels la Communauté d'Agglomération de Saintes est partie prenante pour 480 200,63 € (cpte 65548), soit, pour l'essentiel :
 - le Pays de Saintonge Romane pour 353 129,39 € comprenant 345 812,50 € de cotisation annuelle et 7 316,89 € pour le projet UNESCO (gest 0289),
 - le syndicat Vallée de l'Antenne pour 43 325,95 € (gest 0678),
 - le SIPAR de Burie -service d'aide à domicile- pour 20 356,00 € (gest 0403),
 - le syndicat mixte du bassin de la Seugne pour 20 000 € (gest 0678),
 - le syndicat mixte de Charente aval pour 34 869,38 € (gest 0678),
 - SOLURIS pour 8 477,10 € (gest 0406),
 - le syndicat mixte du bassin de la Seudre pour 42,81 € (gest 0678),
- Les subventions versées aux associations (cpte 6574) pour 1 861 997,06 €,
- La subvention de fonctionnement de 390 000 € (cpte 65738) versée à l'Office de Tourisme,

Les dépenses du chapitre 66 - Charges financières pour **50 550,96 €** (total budgété 2023 : 59 037 €) au titre des intérêts d'emprunts.

Les autres charges de fonctionnement sont composées :

- **Du chapitre 67 - Charges exceptionnelles-** pour **22 839,69 €** constitué, principalement, de mandats annulant des titres sur exercices antérieurs
- **Du chapitre 042 - Opérations d'ordre entre sections-** pour **1 517 547,41 €** constitué, pour l'essentiel, de la constatation des amortissements.

2. Les recettes de fonctionnement s'élèvent à **35 765 258,66 €** en 2023 (hors 002)

	Budget 2023	Réalizations 2023
Produit des services (70)	3 681 275,00 €	4 056 420,72 €
Impôts et taxes (73)	22 375 258,00 €	22 757 475,17 €
Dotations et subventions (74)	7 814 301,00 €	7 906 938,09 €
Atténuation de charges (013)	100 000,00 €	209 297,82 €
Autres produits de gestion courante (75)	267 684,00 €	266 334,13 €
Produits financiers (76)	0 €	3 058,67 €
Produits exceptionnelles (77)	170 000,00 €	9 150,73 €

Opérations d'ordre entre sections (042)	556 584,00 €	556 583,33 €
s/total	34 965 102,00 €	35 765 258,66 €
Résultat reporté de fonctionnement (002)	11 446 605,50 €	11 446 605,50 €
TOTAL	46 411 707,50 €	47 211 864,16 €

Les recettes du chapitre 70 - Produits des services - s'élèvent à **4 056 420,72 €** (total budgété 2023 : 3 681 275,00 €).

Ce chapitre comprend principalement :

- Les recettes issues de la compétence Education-Enfance-Famille pour 2 910 718,70 € (service 10) dont principalement les recettes des cantines pour 1 763 172,28 € (fonction 251), les recettes CLSH-animations vacances pour 302 988,11 € (fonction 421) et les accueils périscolaires pour 508 487,23 € (fonction 64 21),
- Les recettes des piscines pour 488 755,40 € (service n°16),
- Les remboursements émanant des budgets annexes « transports urbains et mobilité » et « régie des déchets » pour le coût salarial porté par le budget principal au titre des fonctions supports s'élèvent à 210 253,00 € (cpte 70841).
- Elles sont complétées par des remboursements des communes, communautés de communes et CCAS pour des prestations mutualisées (service informatique, référent pour le Règlement Général sur la Protection des Données (RGPD), coordinateur Contrat Local de Santé (CLS), service conseiller 421 117,71 €.

Les recettes du chapitre 73 - Impôts et taxes - s'élèvent à **22 757 475,17 €** (total budgété 2023 : 22 375 258,00 €). Elles comprennent :

- 5 820 334,00 € au titre des impôts directs locaux (cpte 73111),
- 7 412 564,00 € pour la fraction de TVA, cette dernière venant compenser la suppression du produit de la taxe d'habitation sur les résidences principales (cpte 7382),
- 3 684 837,00 € pour la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises -CVAE- (cpte 7388),
- 1 397 967,00 € pour la taxe sur les surfaces commerciales -TASCOM- (cpte 73113),
- 851 831,00 € pour les impositions forfaitaires sur les entreprises de réseau -IFER- (cpte 73114),
- 1 939 266,00 € pour l'attribution de compensation perçue auprès des communes (cpte 73211),
- 708 822,00 € pour le fonds national de péréquation des recettes intercommunales et communales -FPIC- (cpte 73223),
- 248 716,67 € pour la taxe de séjour (cpte 7362),
- 322 690,50 € pour la taxe locale sur la publicité extérieure -TLPE- (cpte 7368),
- 275 489,00 € pour la taxe pour la gestion des milieux aquatiques et la prévention des inondations -GEMAPI- (cpte 7346),
- 94 958,00 € pour les autres impôts directs locaux ou assimilés (cpte 7318).

Les recettes du chapitre 74 - Dotations et subventions - s'élèvent à **7 906 938,09 €** (total budgété 2023 : 7 814 301,00 €). Elles comprennent principalement :

- De la dotation d'intercommunalité pour 1 730 384,00 € (cpte 74124),
- De la dotation de compensation pour 2 539 855,00 € (cpte 74126),
- Des subventions perçues par les financeurs (Région-Départements-Autres) pour 491 639,35 € (cptes 7472, 7473 et 74718) dont :
 - 219 712,00 € de l'ANAH pour le suivi et l'animation de l'OPAH-RU (gest 0031),
 - 58 000,00 € de l'État pour le programme « Réussite éducative » (gest 0905),
 - 43 230,49 € au titre de la participation à l'animation de site Natura 2000 (dont 38 205,16 € de régularisation)
 - 39 093 € de l'État pour les « Colos apprenantes » (gest 0966),
 - 30 000 € de l'ARS pour le poste de coordination Contrat Local de Santé
 - 20 000 € au titre du FNADT/FNFS pour la structure France Services,

- 18 360 € du Fonds Interministériel de Prévention de la Délinquance (FIPD) pour l'intervenant social en commissariat et gendarmerie (gest 0446),
- 15 000 € du Département d'aide forfaitaire annuelle pour les Relais Petite Enfance - ex RAM - (gest 0943),
- 15 000,00 € de l'État pour les postes de conseillers numériques (gest 0972),
- 12 418,33 € pour le PCAET (Plan Climat Air Energie Territorial)
- 6 000,00 € du Département pour « l'Escapade sur le fleuve Charente »,
- Des subventions perçues par d'autres organismes -dont CAF- pour 2 420 544,59 € (cpte 7478),
- Des dotations de compensation :
 - 38 423,00 € au titre de l'exonération de la taxe professionnelle (cpte 748313),
 - 664 799,00 € au titre de l'exonération de la contribution économique territoriale CET -CVAE et CFE- (cpte 74833),
 - Du FCTVA (part fonctionnement) pour 21 262,15 € (cpte 744).

Les autres recettes de fonctionnement sont composées :

- **Du chapitre 75 - Autres produits de gestion courante- pour 266 334,13 €** (Total budgété 2023 : 267 684,00 €) avec comme principale recette la redevance versée par la société d'économie mixte locale (SEML) des pompes funèbres intercommunales de la Saintonge pour 108 464,87 € (cpte 757), ainsi que les loyers perçus pour les terrains familiaux de la Grande Charbonnière pour 153 969,44 € (cpte 752)
- **Du chapitre 76 - Produits financiers pour 3 058,67 €** correspondant au revenu des parts sociales de la SEMPAT 17
- **Du chapitre 77 - Produits exceptionnels- pour 9 150,73 €** (Total budgété 2023 : 170 00,00 €). Il s'agit principalement du recouvrement de produits exceptionnels divers, tels la vente d'un véhicule pour 2 500,00 € (cpte 775), des remboursements d'assurances suite à divers sinistres pour 2 030,41 € (cpte 7788).
- **Du chapitre 013 - Atténuation de charges- pour 209 297,82 €** (Total budgété 2023 : 100 00,00 €). Ces recettes concernent les indemnités journalières et les décharges syndicales ainsi que des versements de l'assurance du personnel,
- **Du chapitre 042 - Opérations d'ordre entre sections- pour 556 583,33 €** (Total budgété 2023 : 556 584,00 €). Il s'agit essentiellement de l'amortissement des subventions et de l'étalement des charges liées à la crise sanitaire (cpte 777) et la neutralisation des amortissements des subventions d'investissement (500 000 €) (cpte 7768).

SECTION D'INVESTISSEMENT

Celle-ci s'établit à **15 459 264,30 €** en dépenses et **11 455 533,88 €** en recettes, ce qui représente un déficit de clôture de 4 003 730,42 € au 31-12-2023, hors restes à réaliser.
Pour mémoire, le résultat antérieur reporté 2022 était de - 187 712,87 € (cpte 001).

1. Les dépenses d'investissement s'élèvent à **15 459 264,30 €** (hors 001) en 2023

Les dépenses d'équipement représentent **7 136 197,09 €** (non compris chap 040 et chap16)
Elles comprennent :

- Des opérations en lien avec des **autorisations de programme (AP)** pour **683 383,16 €** soit :

Autorisations de programme	Numéro opérations	Budget 2023	Commentaires	Réalisé en 2023
PLH 2017-2022	488	533 000,00 €	Dont subventions aux communes de Fontcouverte et Saintes	66 000 ,00 €
	489	855 000,00 €	Aides logement : OPAH-RU : aides aux travaux	287 082,16 €

	490	40 000,00 €	Soutien accession propriété centres bourgs	16 000,00 €
PLUi	505	263 796,00 €	Etudes Frais de procédure Assistance juridique	113 801,00 €
Développement des énergies renouvelables	506	250 000,00 €	Investissements projets ENR	200 500,00 €

- Des **opérations hors autorisations de programme (AP)** pour **4 394 658,40 €** soit :

N°	Opérations	Budget 2023	Commentaires	Réalisé en 2023
371	Travaux et matériel/mobilier	5 000,00 €	Aménagement de postes de travail	446,23 €
385	Matériel et mobilier : écoles - restaurants scolaires- crèches	559 945,26 €	Dont crèche « 1,2,3 soleil » (remplacement réseau d'eau), équipement du restaurant scolaire de Préguillac	359 328,72 €
461	Aqueduc	1 670 795,85 €	Travaux au bâtiment d'accueil de Vénérand, relevés divers, frais d'études et de mission de coordination SPS (Sécurité et Protection de la Santé)	928 097,27 €
474	Matériel informatique	353 594,42 €	Renouvellement courant du matériel et copieurs. Ecoles numériques. Nouveaux logiciels métiers. Sécurité informatique.	293 692,43 €
475	Travaux et matériel pour les piscines	130 144,81 €	Autolaveuse, sonde chlore, tracteur tondeuse	38 920,49 €
476	Développement touristique	57 500,00 €	Solde subvention musicaventure 2019	17 500,00 €
477	Rivières (Gemapi et hors Gemapi)	480 000,00 €	Co financement des travaux portés par les syndicats (Basse Seugne-SYMBA-Charente Arnault)	120 104,10 €
483	Nouveau siège de la communauté d'agglomération	265 310,14 €	Dont notamment dépenses liées au parking	123 903,40 €
484	Sentier du Coran	125 000,00 €	Travaux aménagement du cheminement	123 171,94 €

493	OPAH RU 2023-2028	150 200,00 €	Aides logement : OPAH-RU : aides aux travaux	1 000,00 €
504	ZA Les Charriers - Bassin Versant (BV 7)	1 536 880,38 €	Etude et travaux	1 397 130,92 €
507	Nouvelle piscine	3 464 180,00 €	Études	107 731,60 €
566	Flow Vélo	1 165 000,00 €	Dont notamment les travaux quai de Verdun, place Goulbenèze	790 305,13 €
662	Réserve foncière	368 000,00 €	Dont acquisition d'une parcelle allée de la Guyarderie à Saintes	93 326,17 €

- Les investissements **hors opérations** pour **2 058 155,53 €** dont :

Fonction	Article	Service	Budget 2023	Commentaires	Réalisé en 2023
90	20421	02	1 638 254,92 €	Subvention dans le cadre du règlement d'intervention des aides à l'économie	667 061,08 €
020	2041411	07	606 032,50 €	Fonds de concours élargi aux communes	215 746,98 €
830	204132	17	309 000,00 €	Contrat fleuve pontons Charente (Les Gonds et Chaniers)	57 355,60 €
520	2181 et 2188	04	88 614,12 €	Politique de la Ville - Aménagement plaine de Bellevue	62 630,55 €
020	2182	05	77 613,64 €	Achat d'un véhicule de service électrique et d'un Partner fourgon	63 013,63 €
020	2183	15	26 400,00€	Pack Cybersécurité	26 400,00 €
020	2031	08	76 597,20 €	Etude Plan climat air énergie territorial PCAET	45 937,20 €
020	2184	05	67 000,00 €	Mobilier pour le siège	53 919,34 €
811	204172	17	232 284,00 €	Participation aux travaux assainissement pour l'eau pluvial - renouvellement du réseau unitaire	107 292,58 €
524	21318 et 2135	05	69 587,13 €	Création WC handicapé sur l'aire accueil GDV	75 158,41 €
020	2135	05		Réfection parking du personnel	31 214,87 €
020	202	24	138 406,46 €	Modification PLU, frais de procédures	34 510,17 €
824	2031	01	400 000,00 €	Etude pré-opérationnelle pour OPAH	46 740,00 €

811	21538	17	633 177,80 €	Travaux de réseaux en lien avec la gestion des eaux pluviales urbaines	352 123,70 €
020	2031	05	100 000 €	Frais étude Mission Locale	17 040,00 €
90	Divers	20	138 300 €	Aménagement des zones d'activités	18 616,84 €
020	2031	05	0	Réfection étanchéité toiture chaufferie du siège	12 250,49 €
811	2031	17	530 480,00 €	Frais d'études Eau Pluviales Urbaines (EPU)	53 880,00 €
01	261	07	54 000,00 €	Titres de participation : SPL Charente Maritime Développement (17 000 €) et SPL Agence d'attractivité (30 380 €)	47 380,00€

- Les dépenses du **chapitre 16 - Emprunts et dettes assimilés** pour **307 944,33 €** dont :
 - 303 344,33 € concernant le remboursement de la dette en capital
 - 4 600 € concernant les cautions
- **Les opérations d'ordre** pour **8 015 122,88 €** correspondent à l'intégration des travaux du siège pour 6 780 335,64 €, l'intégration des frais d'études pour 678 203,91 €, la neutralisation ce l'amortissement des subventions d'équipements versées pour 500 000 €, l'amortissement des subventions, soit 56 583,00 €,
- Des **restes à réaliser** sont constatés au 31/12/2023 pour **10 427 861,57 €**, dont :
 - 33 243,36 € pour les travaux de bâtiments et le mobilier scolaire (opération 385),
 - 568 591,63 € pour la réfection des aqueducs (opération 461),
 - 23 351,62 € pour du matériel informatique (opération 474),
 - 77 366,40 € pour des travaux et matériel pour les piscines (opération 475),
 - 350 000 € pour le versement de l'acompte au département dans le cadre du dévasement de la Charente (opération 477),
 - 24 442,44 € pour les itinéraires de randonnées (opération 482),
 - 131 550 € pour l'OPAH RU 2023-2028 (opération 493),
 - 113 082,73 € pour les travaux sur le bassin des Charriers (opération 504),
 - 2 864 624,10 € pour la démolition de l'ancienne de l'ancienne Trocante et la maîtrise d'œuvre de la nouvelle piscine (opération 507),
 - 221 702,30 € pour les travaux de la flow vélo (opération 566),
 - 3 000 000 € pour le fonds de concours bâtiment scolaire à Chaniers (opération 595),
 - 1 959,70 € pour les frais de notaire dans le cadre de l'acquisition d'une parcelle à la Guyarderie (opération 662)
 - 925 766,31 € d'aide à l'immobilier d'entreprises
 - 281 454 € pour les fonds de concours aux communes
 - 870 396,20 € de frais d'études (cpte 2031) dont :
 - 476 547 € pour les réseaux d'eaux pluviales (schéma directeur)
 - 332 757,20 € pour les inventaires de zones humides
 - 20 376 € pour le schéma de développement touristique
 - 30 636 € pour le PCAET
 - 10 080 € pour la mission locale
 - 251 644,40 € pour les pontons de Chaniers et Les Gonds (cpte 204132),
 - 26 277,38 € d'aides à la filière touristique et à l'hébergement touristique (cpte 20421),
 - 123 084 € pour le solde de la participation de l'agglomération au Poste de Relèvement Générale de la station d'épuration
 - 94 413,60 € pour la réfection de la couverture du stand de tir (cpte 21351)
 - 140 135,87 € pour des travaux sur le réseau pluvial (cpte 21538)

- 105 659,99 € dont l'achat de signalétique pour les ZAE, pour l'aménagement de la maison des jeunes et l'installation de borne de rechargement pour les véhicules électriques
- 99 336,31 € de travaux rue du champ de tir
- 58 140 € d'accompagnement dans le cadre de la cybersécurité

2. Les recettes d'investissement s'élèvent à **11 455 533,88 €**

Les principales recettes se répartissent comme suit :

- **Le Chapitre 10 -dotations et réserves - pour 928 533,76 €** dont 659 153,16 € d'affectation du résultat de 2022 (cpte 1068) et 269 380,60 € de FCTVA (cpte 10222).
- **Le Chapitre 13 - Subventions, pour 1 438 467,21 €** dont :
 - 523 046,54 € pour les travaux du bassin des Charriers (opération 504),
 - 200 000 € pour le nouveau siège de la CDA (opération 483),
 - 119 809,34 € pour les travaux de bâtiments et mobilier scolaire (opération 385)
 - 32 000,00 € au titre du FNADT dans le cadre de l'élaboration du schéma directeur de signalétique touristique
 - 98 020,70 € pour la participation des communes aux travaux des réseaux d'eaux pluviales
 - 333 818,00 € au titre des attributions de compensations versées par les communes pour les dépenses d'investissement (cpte 13246),
 - 51 000,00 € de l'État soit 50 000,00 € au titre du plan France Relance (cpte 1311) et 1 000,00 € pour l'acquisition de cycle à pédalage assis, (cpte 1311),
 - 35 491,63 € de subvention au titre de la DETR
 - 45 281,00 € de l'État au titre de la dotation de soutien à l'investissement local - DSIL (cpte 1337).
- **Le Chapitre 16 - Emprunts et dette assimilés 2 900 €** concernant les cautions
- **Le Chapitre 204 - Subventions d'équipement pour 1 533 €** concernant le remboursement partiel d'une aide à l'accession
- **Le Chapitre 27 - Autres immobilisations financières - pour 108 012,95 €,** soit 21 000,00 € de remboursement de frais divers par le budget annexe Hôtel d'Entreprises (cpte 27638), 22 482,20 € de remboursement par le budget annexe Transports urbains et mobilité (cpte 27638), 63 413,75 € du produit de la cession à échéance différée de locaux à la commune de Burie (cpte 276341), et 275,00 € de dépôts et cautionnements reçus (cpte 275).
- **Le Chapitre 040 - Opérations d'ordre entre sections - pour 1 517 547,41 €** dont les amortissements des dépenses d'équipement pour 1 482 141,67 €
- **Le Chapitre 041 - Opérations patrimoniales pour 7 458 539,55 €** correspondant à l'intégration des travaux du siège pour 6 780 335,64 €, l'intégration des frais d'études pour 678 203,91 €,
- Des **restes à réaliser** en recettes sont constatés au 31/12/2023 pour **3 251 557,56 €**, dont :
 - 1 213 534,23 € pour la réfection des aqueducs (opération 461),
 - 1 490 246,23 € de subventions et dotations pour les locaux du nouveau siège de la CDA (opération 483),
 - 436 793,46 € de subvention de l'Agence de l'Eau Adour-Garonne pour le bassin des Charriers (opération 504),
 - 9 859,04 € de subvention de la région pour l'étude de faisabilité de la flow vélo (opération 566)
 - 38 764,13 € pour la réalisation de sanitaires accessibles sur l'aire d'accueil GDV
 - 62 360,47 € de participation des communes aux travaux de réseaux d'eau pluviale

Après en avoir entendu le rapporteur,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 5211-1, L. 2121 -31 et L. 2121-14,

Vu les statuts de Saintes - Grandes Rives - L'Agglo annexés à l'arrêté préfectoral du 31 octobre 2023,

Après la présentation du budget primitif de l'exercice 2023 et les délibérations modificatives qui s'y rattachent, les titres définitifs des créances à recouvrer, le détail des dépenses effectuées et celui des mandats délivrés, les bordereaux de titres de recettes, les bordereaux de mandats, le compte administratif dressé par l'ordonnateur accompagné du compte de gestion du receveur,

Considérant que Monsieur Bruno DRAPRON, ordonnateur, a normalement administré, pendant le cours de l'exercice 2023, les finances de l'Agglomération de Saintes,

Considérant le rapport du compte administratif 2023 présenté ci-dessus,

Considérant l'avis favorable de la commission des finances du 29 mars 2024,

Il est proposé au Conseil Communautaire :

- **de procéder** au règlement définitif du Budget Principal de l'exercice 2023 en fixant comme suit les résultats des différentes sections budgétaires :

BALANCE GENERALE DU BUDGET PRINCIPAL
DU 1^{er} JANVIER 2023 AU 31 DECEMBRE 2023

	Réalisations		Restes à réaliser
	Section de Fonctionnement	Section d'Investissement	Section d'Investissement
Recettes de l'exercice	35 765 258,66 €	11 455 533,88 €	3 251 557,56 €
Dépenses de l'exercice	33 731 329,53 €	15 459 264,30 €	10 427 861,57€
Résultats de l'exercice	+ 2 033 929,13 €	- 4 003 730,42 €	
Solde des restes à réaliser			- 7 176 304,01 €
Résultats antérieurs reportés	+ 11 446 605,50 €	- 187 712,87 €	
Résultats de clôture	+ 13 480 534,63 €	- 4 191 443,29 €	

- **de déclarer** toutes les opérations de l'exercice 2023 définitivement closes et les crédits annulés.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

ADOpte à la majorité l'ensemble de ces propositions par :

- 50 Voix pour
- 1 Voix contre (Mme Renée BENCHIMOL- LAURIBE)
- 0 Abstention
- 0 Ne prend pas part au vote

2024-49. Approbation du Compte Administratif 2023 du Budget Annexe Régie des Déchets

Le rapporteur expose que l'ordonnateur rend compte annuellement des opérations budgétaires qu'il a exécutées. À la clôture de l'exercice budgétaire, il établit le compte administratif du budget principal ainsi que les comptes administratifs correspondant aux différents budgets annexes.

Le compte administratif rapproche les prévisions ou autorisations inscrites au budget (au niveau du chapitre ou de l'article selon les dispositions arrêtées lors du vote du budget primitif) des réalisations effectives en dépenses (mandats) et en recettes (titres). Il présente les résultats comptables de l'exercice. Il est soumis par l'ordonnateur, pour approbation, à l'assemblée délibérante qui l'arrête définitivement par un vote avant le 30 juin de l'année qui suit la clôture de l'exercice.

Le Compte Administratif 2023 du Budget Annexe « Régie des déchets » se présente comme suit :

SECTION D'EXPLOITATION

Pour l'exercice 2023, les **dépenses de fonctionnement** s'élèvent à **8 819 056,37 €** (total budgété 2023 : 9 058 747,52 €).

Les dépenses du chapitre 011 - Charges à caractère général - s'élèvent à **1 572 861,70 €** (total budgété 2023 : 1 664 441,75 €) et se déclinent pour les comptes les plus importants comme suit :

- Le carburant (cpte 6066) pour un montant de 466 184,11 €,
- L'entretien des véhicules du service (cpte 61551) pour 398 325,44 €,
- Les prestations de service (cpte 611) pour 179 725,81 € comprennent essentiellement la collecte du verre et du papier, et l'abonnement à la géolocalisation des véhicules,
- Les autres matières et fournitures (cpte 6068) pour 93 792,26 €, soit les équipements de protection individuelle pour 20 085,23 € et les sacs jaunes pour 73 707,03 €,
- La maintenance (cpte 6156) pour 65 348,99 €,
- Les primes d'assurance (cpte 6161) pour 45 755,56 €.

Les dépenses du chapitre 012 - Charges de personnel - s'élèvent à **3 408 042,09 €** (total budgété 2023 : 3 524 635,00 €) dont :

- 712 592,32 € pour le personnel intérimaire (cpte 6211),
- 216 040,42 € au titre des charges de personnel dites « à répartir » (cpte 6215). Ces dernières concernent le remboursement au budget principal de la quote-part des rémunérations portées par celui-ci pour les fonctions supports, politiques et techniques (Vice-Président, direction générale, ressources humaines, finances, juridique, travaux). Ce montant est l'addition du reliquat de 2022 pour 61 405,42 € et des charges de 2023 pour 154 635 €

Les dépenses du chapitre 65 - Autres charges de gestion courante - s'élèvent à **3 079 069,08 €** (total budgété 2023 : 3 079 410 €).

- Il s'agit principalement de la contribution versée au syndicat mixte CYCLAD pour 2 933 318,17 €, soit :
 - 2 263 500,00 € pour le traitement des déchets de la collecte en porte à porte et en points d'apport volontaire
 - 565 875,00 € pour le traitement en déchetterie,
 - 70 175,31 € pour le traitement des déchets de l'hôpital de Saintonge.
 - 33 767,86 € pour l'accès donné aux habitants du territoire de la Communauté d'agglomération de Saintes à la déchetterie de Bercloux.
- Par ailleurs, 130 521,15 € concernent les admissions en non-valeur (cpte 6541) et 11 564,14 € de créances éteintes (cpte 6542) suite au non recouvrement de factures.

Le chapitre 66 - Charges financières pour **1 565,43 €** (total budgété 2023 : 6 600 €) au titre des intérêts d'emprunts (cpte 66111).

Le chapitre 67 - Charges exceptionnelles pour **67 500,51 €** (total budgété 2023 : 93 150,77 €) concerne les titres annulés sur exercices antérieurs.

Enfin, **le chapitre 042 - Opérations d'ordre entre sections-** pour un montant de **690 017,56 €** (total budgété 2023 : 690 510 €) est constitué essentiellement de la dotation aux amortissements des biens.

Les **recettes de fonctionnement** s'élèvent à **8 783 971,97 €** (total budgété 2023 : 9 058 747,52 €)

Pour mémoire, le résultat antérieur reporté 2022 était de + 354 595,52 € (002).

Les recettes du **chapitre 70 - Ventes de produits et services rendus** - s'élèvent à **8 668 058,38 €** (total budgété 2023 : 8 587 568 €). Ce chapitre est constitué essentiellement des recettes suivantes :

- Redevance des ordures ménagères pour un montant de 8 443 880,29 €,
- Recettes d'accès aux déchetteries de Burie et Corme-Royal à certains usagers, pour un montant de 101 287,93 €

- Facturation au centre hospitalier de Saintonge de la collecte et du traitement des déchets assimilables aux ordures ménagères pour 105 967,44 €,
- Mise à disposition de bacs pour des manifestations pour 16 922,72 €.

Par ailleurs, les autres recettes sont constituées :

- Du **chapitre 013- Atténuation de charges**- pour **22 193,87 €** (total budgété 2023 : 20 000 €). Ce chapitre concerne essentiellement les remboursements d'indemnités journalières et de décharges syndicales.
- Du **chapitre 75 - Autres produits de gestion courante**- pour **35 443,34 €** (total budgété 2023 : 38 000 €). pour le remboursement de la taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques (TICPE).
- Du **chapitre 77 - Produits exceptionnels**- pour **47 692,38 €** (total budgété 2023 : 10 000 €) dont entre autres 4 997,33 € de recouvrements sur créances admises en non-valeur (cpte 7714) et 15 675,58 € de remboursements d'assurances suite à divers sinistres survenus, ainsi qu'un remboursement de cotisation IRCANTEC (cpte 778),
- Du **chapitre 042 - Opérations d'ordre entre sections**- pour **10 584 €** (total budgété 2023 : 10 584 €). au titre de l'amortissement des subventions d'investissement perçues.

SECTION D'INVESTISSEMENT

Les **dépenses d'investissement** s'établissent à **258 239,08 €** en 2023 (total budgété 2023 : 4 373 410,85 €)

- Les **dépenses d'équipement**, d'un montant de **218 988,40 €**, concernent principalement :
 - Etudes de faisabilité d'une nouvelle déchetterie : 81 883 € (opération 111),
 - Les travaux de mise aux normes des déchetteries pour 36 076,40 € (opération 107),
 - Achat d'un nouveau véhicule : 32 437,50 € (opération 33)
 - L'achat de bacs pour 27 370,80 € (opération 63),
 - Rénovation du logement du gardien de l'écosite : 12 257,32 (opération 69)
 - Colonnes d'apport volontaire : 12 052,80 € (opération 44)
 - Travaux sur la piste de lavage : 8 317,43 €
 - Achat d'équipement de téléphonie : 5 409,60 €
 - Achat de fontaines à eau : 3 183,55 €
- Les **charges de remboursement du capital de la dette (chap. 16)** sont de **28 666,68 €**. Le capital restant dû au 31/12/2023 était de 35 833,15 €.
- Les **dépenses du chapitre 040 - Opérations d'ordre entre sections** - d'un montant de **10 584 €** portent sur l'amortissement de subventions d'investissement perçues.

Des restes à réaliser sont constatés au 31/12/2023, en dépenses, pour 917 994,66 €, soit

- 508 579,52 € pour l'acquisition de matériel roulant pour la collecte (opération 86)
- 225 689,48 € pour l'achat de polybennes (opérations 103)
- 141 413,30 € de travaux de mise aux normes des déchetteries
- 18 806,76 € pour l'achat de bacs à puces (opération 63)
- 12 510 € pour les études de faisabilité de la déchetterie sud
- 10 995,60 € pour l'achat de bennes amovibles

Les **recettes d'investissement** s'élèvent à **706 284,45 €** (total budgété 2023 : 4 373 410,85 €).

Pour mémoire, le résultat antérieur reporté 2022 était de + 3 492 900,85 € (001).

Les principales recettes concernent :

Le **chapitre 040 - Opérations d'ordre entre sections** - pour un montant de **690 017,56 €**, est composé essentiellement de la dotation aux amortissements des biens,

Le **chapitre 10 - Dotations fonds divers et réserves** - pour un montant de **16 266,89 €**, comprend le reversement du FCTVA.

Après avoir entendu le rapporteur,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 5211-1, L. 2121 -31 et L.2121-14,

Vu les statuts de Saintes – Grandes Rives – L'Agglo annexés à l'arrêté préfectoral du 31 octobre 2023, et notamment l'article 6, I, 7°) « Collecte et traitement des déchets des ménages et déchets assimilés »,

Considérant qu'après la présentation du budget primitif du Budget Annexe -Régie des Déchets- de l'exercice 2023, et les délibérations modificatives qui s'y rattachent, les titres définitifs des créances à recouvrer, le détail des dépenses effectuées et celui des mandats délivrés, les bordereaux de titres de recettes, les bordereaux de mandats, le compte administratif dressé par l'ordonnateur accompagné du compte de gestion du receveur,

Considérant que Monsieur Bruno DRAPRON, ordonnateur, a normalement administré, pendant le cours de l'exercice 2023, les finances de Saintes Grandes Rives l'Agglo,

Considérant le rapport du compte administratif 2023 du Budget Annexe Régie des Déchets présenté ci-dessus,

Considérant l'avis formulé par le Conseil d'Exploitation de la Régie des Déchets en date du 10 avril 2024,

Considérant l'avis favorable de la commission des finances du 29 mars 2024,

Il est proposé au Conseil Communautaire :

- **de procéder** au règlement définitif du Budget Annexe Régie des Déchets de l'exercice 2023 en fixant comme suit les résultats des différentes sections budgétaires :

**BALANCE GENERALE DU BUDGET ANNEXE REGIE DES DECHETS
DU 1^{er} JANVIER 2023 AU 31 DECEMBRE 2023**

	Réalisations		Restes à réaliser
	Section d'exploitation	Section d'Investissement	Section d'Investissement
Recettes de l'exercice	8 783 971,97€	706 284,45 €	0,00 €
Dépenses de l'exercice	8 819 056,37 €	258 239,08 €	917 994,66 €
Résultats de l'exercice	- 35 084,40 €	+ 448 045,37 €	
Solde des restes à réaliser		- 917 994,66 €	
Résultats antérieurs reportés	+ 354 595,52 €	+ 3 492 900,85 €	
Résultats de clôture	+ 319 511,12 €	+ 3 022 951,56 €	

- **de déclarer** toutes les opérations de l'exercice 2023 définitivement closes et les crédits annulés.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

ADOpte à la majorité l'ensemble de ces propositions par :

- 50 Voix pour
- 1 Voix contre (Mme Renée BENCHIMOL- LAURIBE)
- 0 Abstention
- 0 Ne prend pas part au vote

2024-50. Approbation du Compte Administratif 2023 du Budget Annexe Transports Urbains et Mobilités

Le rapporteur rappelle que l'ordonnateur rend compte annuellement des opérations budgétaires qu'il a exécutées. À la clôture de l'exercice budgétaire, il établit le compte administratif du budget principal ainsi que les comptes administratifs correspondant aux différents budgets annexes.

Le compte administratif rapproche les prévisions ou autorisations inscrites au budget (au niveau du chapitre ou de l'article selon les dispositions arrêtées lors du vote du budget primitif) des réalisations effectives en dépenses (mandats) et en recettes (titres). Il présente les résultats comptables de l'exercice. Il est soumis par l'ordonnateur, pour approbation, à l'assemblée délibérante qui l'arrête définitivement par un vote avant le 30 juin de l'année qui suit la clôture de l'exercice.

Le Compte administratif 2023 pour le Budget Annexe « Transports Urbains et Mobilité » se présente comme suit :

SECTION D'EXPLOITATION

Pour l'exercice 2023, les **dépenses de fonctionnement** s'élèvent **5 695 026,30 €** (total budgété 2023 : 6 945 411,22 €)

Les dépenses du chapitre 011 - Charges à caractère général - s'élèvent à **102 123,12 €** (total budgété 2023 : 121 430,00 €) et se déclinent pour les comptes les plus importants comme suit :

- La maintenance des applications métiers pour un montant de 45 806,26 € (art 6156) dont 32 236,36 € pour le système de billettique,
- La location de l'espace commercial « Buss » pour 29 597,52 € (art 6132),
- Prestation de services pour 10 600 € (art 611) dont 5 600 € pour la cartographie de voies cyclables et 5 000 € d'animations
- Différentes adhésions pour 7 618,05 € (art 6281),
- Dépenses liées à l'organisation du challenge de la mobilité pour 3 871,31 € (art 6233)
- Taxe foncière pour 2 953 € (art 63512)

Les dépenses du chapitre 012 - Charges de personnel - s'élèvent à **229 028,55 €** (total budgété 2023 : 235 000,00 €) et se déclinent pour les comptes les plus importants comme suit :

Ce poste comprend les salaires et charges des agents affectés à ce service. Par ailleurs, se rajoutent les charges de personnel dites « à répartir ». Ces dernières concernent le remboursement au budget principal de la quote-part des rémunérations portées par celui-ci pour les fonctions supports, politiques et techniques (Vice-Président, direction générale, ressources humaines, finances, juridique, travaux) soit la somme de 55 618,00 € (art 6215).

Les dépenses du chapitre 65 - Autres charges de gestion courante - s'élèvent à **4 989 729,10 €** (total budgété 2023 : 5 071 000,00 €) et se déclinent pour les comptes les plus importants comme suit :

- Du forfait de charges d'un montant de 4 369 851,95 € versé à Keolis (gest 0493HT) -- en vertu de la concession de service public (art 6518),
- Des prestations de transport exécutées, pour le compte de la CDA, par la région Nouvelle Aquitaine (gest 0496HT) au titre de la mutualisation de l'organisation des transports, pour un montant de 500 273,52 € (art 6518),
- Des subventions aux particuliers d'un montant total de 55 000,00 (art 6572) pour l'achat de vélos à assistance électrique (soit 275 primes à 200 €).
- Une participation versée à la ville de Saintes pour la mise en accessibilité d'arrêts de bus avenue Gambetta pour 37 600,75 €
- De l'adhésion au syndicat Nouvelle Aquitaine Mobilités (NAM) pour 27 000 € (art 65735),

Les dépenses du chapitre 66 - Charges financières - s'élèvent à **1 896,99 €** (total budgété 2023 : 1 900,00 €).

Ces dépenses correspondent aux intérêts des emprunts en cours.

Les dépenses du chapitre 042 - Opérations d'ordre entre sections - s'élèvent à **372 248,54 €** (total budgété 2023 : 372 251,00 €).

Ces dépenses correspondent à la dotation aux amortissements des dépenses d'équipement.

Pour l'exercice 2023, les **recettes de fonctionnement** s'élèvent **5 823 898,06 €** (total budgété 2023 : 6 945 411,22 €)

Pour mémoire, le résultat antérieur reporté 2022 était de + 1 009 659,22 € (002).

Les recettes du **chapitre 70 - Ventes de produits et services rendus** - s'élèvent à **700 453,22 €** (total budgété 2023 : 627 900 €).

Ce chapitre enregistre les recettes usagers qui sont encaissées. Elles sont en hausses par rapport à l'exercice 2022 (657 487,49 € réalisés en 2022).

Les recettes du **chapitre 73 - Impôts et taxes** - s'élèvent à **3 125 320,75 €** (total budgété 2023 : 2 700 000 €).

Les recettes du versement mobilité sont enregistrés dans ce chapitre. Le taux du versement mobilité (participation des employeurs de 11 salariés et plus au financement des transports en commun) est passé de 0,55 % à 0,80 % au 1^{er} juillet 2023.

Les recettes du **chapitre 74 - Dotations et subventions** - s'élèvent à **1 696 119,90 €** (total budgété 2023 : 1 636 646 €). Cette somme intègre principalement :

- Le transfert financier de la région Nouvelle Aquitaine (convention du 17 juillet 2017) pour 1 611 645,68 € (cpté 7472),
- Soutien aux autorités organisatrices de la mobilité : 58 955 €
- Participation du CCAS de de Saintes dans le cadre du Pass' Buss : 25 519,22 €

Les recettes du **chapitre 75 - Autres produits de gestion courante** - s'élèvent à **287 998,19 €** (total budgété 2023 : 160 000 €).

Cette somme correspond essentiellement à la redevance d'occupation du dépôt et de la boutique Buss par Keolis pour 10 686,89 € et à la somme de 277 060,58 € versée par la Région au titre de la mutualisation de l'organisation des transports entre la Région Nouvelle Aquitaine et la CDA

Les recettes du **chapitre 77 - Produits exceptionnels** - s'élèvent à **2 800 €** (total budgété 2023 : 800 000 €). Il s'agit pour l'essentiel de pénalités perçues pour service effectué partiellement.

Les recettes du **chapitre 042 - Opérations d'ordre entre sections** - pour **11 206 €** (total budgété 2023 : 11 206 €) concernant l'amortissement des subventions d'investissement perçues.

SECTION D'INVESTISSEMENT

Les **dépenses d'investissement** s'établissent à **166 167,01 €** en 2023 (total budgété 2023 : 956 686,71 €)

Les dépenses d'équipements représentent **64 255,88 €** (total budgété 2023 : 853 997,71 €) et concernent principalement :

- Travaux, achat et installation de vélobox : 30 776,20 €
- Mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage juridique, technique et financière liée au renouvellement du contrat de mobilité sur le ressort territorial de l'agglomération : 25 710 €

Les dépenses du **chapitre 16 - Emprunts et dettes assimilés** sont de **90 705,13 €** (total budgété 2023 : 91 483 €) concerne le remboursement de la dette en capital et le remboursement au budget principal d'une avance.

Les dépenses du chapitre 040 - Opérations d'ordre entre sections - d'un montant de **11 206 €** portent sur l'amortissement de subventions d'investissement perçues.

Des restes à réaliser sont constatés au 31/12/2023, en dépenses, pour 313 365,13 €, soit

- 299 354,93 € pour l'acquisition de minibus et les frais qui y sont liés
- 12 160,20 € pour des travaux sur la base du tunnel de lavage
- 1 850 € concernant le marché d'assistance à maîtrise d'ouvrage liée au renouvellement du contrat de mobilité

Les **recettes d'investissement** s'élèvent à **372 248,54 €** (total budgété 2023 : 956 686,71 €).

Pour mémoire, le résultat antérieur reporté 2022 était de + 309 592,57 € (001).

Les principales recettes concernent :

Le **chapitre 040 - Opérations d'ordre entre sections** - pour un montant de **372 248,54 €**, est composé de la dotation aux amortissements des biens,

Après avoir entendu le rapporteur,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 5211-1, L. 2121 -31 et L.2121-14,

Vu les statuts de Saintes – Grandes Rives – L'Agglo annexés à l'arrêté préfectoral du 31 octobre 2023, et notamment l'article 6, I, 2°), c) « Organisation de la mobilité au sens du titre III du livre II de la 1ère partie du Code des Transports, sous réserve de l'article L. 3421-2 du même code »,

Considérant qu'après la présentation du budget primitif du Budget Annexe « Transports Urbains et Mobilité » de l'exercice 2023, et les délibérations modificatives qui s'y rattachent, les titres définitifs des créances à recouvrer, le détail des dépenses effectuées et celui des mandats délivrés, les bordereaux de titres de recettes, les bordereaux de mandats, le compte administratif dressé par l'ordonnateur accompagné du compte de gestion du receveur,

Considérant que Monsieur Bruno DRAPRON, ordonnateur, a normalement administré, pendant le cours de l'exercice 2023, les finances de l'Agglomération de Saintes,

Considérant le rapport du compte administratif 2023 présenté ci-dessus,

Considérant l'avis favorable formulé par la commission des finances en date du 29 mars 2023,

Il est proposé au Conseil Communautaire :

- **de procéder** au règlement définitif du Budget Annexe Transports Urbains et Mobilité de l'exercice 2023 en fixant comme suit les résultats des différentes sections budgétaires :

BALANCE GENERALE DU BUDGET ANNEXE TRANSPORTS URBAINS ET MOBILITE DU 1^{er} JANVIER 2023 AU 31 DECEMBRE 2023

	Réalisations		Restes à réaliser
	Section d'exploitation	Section d'Investissement	Section d'Investissement
Recettes de l'exercice	5 823 898,06 €	372 248,54 €	
Dépenses de l'exercice	5 695 026,30 €	166 167,01 €	313 365,13 €
Résultats de l'exercice	+ 128 871,76 €	+ 206 081,53	
Solde des restes à réaliser		- 313 365,13 €	
Résultats antérieurs reportés	+ 1 009 659,22 €	+ 309 592,57 €	
Résultats de clôture	+ 1 138 530,98 €	+ 202 308,97 €	

- **de déclarer** toutes les opérations de l'exercice 2023 définitivement closes et les crédits annulés.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

ADOpte à la majorité l'ensemble de ces propositions par :

- 50 Voix pour
- 1 Voix contre (Mme Renée BENCHIMOL- LAURIBE)
- 0 Abstention
- 0 Ne prend pas part au vote

2024-51. Approbation du Compte Administratif 2023 du Budget Annexe Hôtel d'Entreprises

Le rapporteur rappelle que l'ordonnateur rend compte annuellement des opérations budgétaires qu'il a exécutées. À la clôture de l'exercice budgétaire, il établit le compte administratif du budget principal ainsi que les comptes administratifs correspondant aux différents budgets annexes.

Le compte administratif rapproche les prévisions ou autorisations inscrites au budget (au niveau du chapitre ou de l'article selon les dispositions arrêtées lors du vote du budget primitif) des réalisations effectives en dépenses (mandats) et en recettes (titres). Il présente les résultats comptables de l'exercice. Il est soumis par l'ordonnateur, pour approbation, à l'assemblée délibérante qui l'arrête définitivement par un vote avant le 30 juin de l'année qui suit la clôture de l'exercice.

Le Compte Administratif 2023 pour le Budget Annexe « Hôtel d'Entreprises » se présente comme suit :

SECTION D'EXPLOITATION

Pour l'exercice 2023, les **dépenses de fonctionnement** s'élèvent **55 106,79 €** (total budgété 2023 : 91 227,61 €) et comprennent :

- **Les dépenses du chapitre 011 - Charges à caractère général** - s'élèvent à **11 853,79 €** (total budgété 2023 : 27 078,00 €). Ces dépenses sont composées des frais de fonctionnement du bâtiment (fluides, entretien, assurance, taxe foncière).
- **Les dépenses du chapitre 042 - Opérations d'ordre entre sections** - s'élèvent à **43 253 €** (total budgété 2023 : 43 253 €). Ces dépenses correspondent à la dotation aux amortissements des dépenses d'équipement.

Pour l'exercice 2023, les **recettes de fonctionnement** s'élèvent à **53 024,60 €** (total budgété 2023 : 91 227,61 €)

Pour mémoire, le résultat antérieur reporté 2022 était de + 35 896,61 € (002).

- Les recettes du **chapitre 75 - Autres produits de gestion courante** - s'élèvent à **40 087,50 €** (total budgété 2023 : 42 600 €). Cette somme correspond aux loyers perçus par les entreprises occupantes.
- La recette du **chapitre 77 - Produits exceptionnels** d'un montant de **206,10 €** concerne le remboursement d'une facture EDF et la régularisation d'un compte débiteur.
- Les recettes du **chapitre 042 - Opérations d'ordre entre sections**- pour **12 731 €** (total budgété 2023 : 12 731 €) concernant l'amortissement des subventions d'investissement perçues.

SECTION D'INVESTISSEMENT

Les **dépenses d'investissement** s'établissent à **44 930,83 €** en 2023 (total budgété 2023 : 147 293,73 €). Elles comprennent :

- Au **chapitre 16 - Emprunts et dettes assimilés** - **21 000 €**, au titre du remboursement de l'avance faite par le budget principal.
- Au **chapitre 21 - Immobilisations Corporelles** - **11 199,83 €** dont 8 361,01 € au titre de travaux électriques.

- **Les dépenses du chapitre 040 - Opérations d'ordre entre sections** - d'un montant de **12 731 €** portent sur l'amortissement de subventions d'investissement perçues.

Les **recettes d'investissement** s'élèvent à **44 828,00 €** en 2023 (total budgété 2023 : 147 293,73 €).

Pour mémoire, le résultat antérieur reporté 2022 était de + 104 040,73 € (001).

Ces recettes concernent :

- Au **chapitre 16 - Emprunts et dettes assimilés - 1 575 €**, au titre des cautions déposés lors de la mise en location des box.
- Le **chapitre 040 - Opérations d'ordre entre sections** - pour un montant de **43 253,00 €**, est composé de la dotation aux amortissements des biens.

Après avoir entendu le rapporteur,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 5211-1, L. 2121-31 et L.2121-14,

Après la présentation du budget primitif du Budget Annexe -Hôtel d'Entreprises- de l'exercice 2023, et les délibérations modificatives qui s'y rattachent, les titres définitifs des créances à recouvrer, le détail des dépenses effectuées et celui des mandats délivrés, les bordereaux de titres de recettes, les bordereaux de mandats, le compte administratif dressé par l'ordonnateur accompagné du compte de gestion du receveur,

Considérant que Monsieur Bruno DRAPRON, Président de la CDA de Saintes, ordonnateur, a normalement administré, pendant le cours de l'exercice 2023, les finances de l'Agglomération de Saintes,

Considérant le rapport du compte administratif 2023 présenté ci-dessus,

Considérant l'avis favorable de la commission des finances du 29 mars 2024,

Il est proposé au Conseil Communautaire :

- **de procéder** au règlement définitif du Budget Annexe Hôtel d'entreprises de l'exercice 2023 en fixant comme suit les résultats des différentes sections budgétaires :

BALANCE GENERALE DU BUDGET ANNEXE HOTEL D'ENTREPRISES DU 1^{er} JANVIER 2023 AU 31 DECEMBRE 2023

	Réalisations	
	Section d'exploitation	Section d'Investissement
Recettes de l'exercice	53 024,60 €	44 828,00 €
Dépenses de l'exercice	55 106,79 €	44 930,83 €
Résultats de l'exercice	- 2 082,19 €	- 102,83 €
Résultats antérieurs reportés	+ 35 896,61 €	+ 104 040,73 €
Résultats de clôture	33 814,42 €	+ 103 937,90 €

- **de déclarer** toutes les opérations de l'exercice 2023 définitivement closes et les crédits annulés.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

ADOpte à la majorité l'ensemble de ces propositions par :

- 50 Voix pour
- 1 Voix contre (Mme Renée BENCHIMOL- LAURIBE)
- 0 Abstention
- 0 Ne prend pas part au vote

2024-52. Approbation du Compte Administratif 2023 du Budget Annexe ZAC Centre Atlantique

Le rapporteur rappelle que l'ordonnateur rend compte annuellement des opérations budgétaires qu'il a exécutées. À la clôture de l'exercice budgétaire, il établit le compte administratif du budget principal ainsi que les comptes administratifs correspondant aux différents budgets annexes.

Le compte administratif rapproche les prévisions ou autorisations inscrites au budget (au niveau du chapitre ou de l'article selon les dispositions arrêtées lors du vote du budget primitif) des réalisations effectives en dépenses (mandats) et en recettes (titres). Il présente les résultats comptables de l'exercice. Il est soumis par l'ordonnateur, pour approbation, à l'assemblée délibérante qui l'arrête définitivement par un vote avant le 30 juin de l'année qui suit la clôture de l'exercice.

Le Compte Administratif 2023 du Budget Annexe « ZAC Centre Atlantique » se présente comme suit :

SECTION DE FONCTIONNEMENT

*Pour l'exercice 2023, les **dépenses de fonctionnement** s'élèvent à **1 595 361,15 €** (total budgété 2023 : 4 469 753 €) et concernent :*

- *La poursuite des travaux pour 28 629,15 € dont l'aménagement d'espace vert, de la voirie (art 605),*
- *Des frais accessoires sur terrains en cours d'aménagement (plus-values de cessions) pour 77 267,00 € (art 608),*
- *Les écritures d'ordre relatives à la valorisation du stock de terrains aménagés pour 1 489 465,00 € (art 71355).*

*Les **recettes de fonctionnement** s'élèvent à **1 596 315,50 €** (total budgété 2023 : 4 469 753 €). Elles concernent :*

- *Les ventes de terrains aménagés pour 1 489 465 € (art. 7015)*
- *L'annulation d'un mandat sur exercice antérieur pour 954,35 (art. 773)*
- *Les écritures de valorisation du stock de terrains en cours de production pour 105 896,15 € (art 71355).*

SECTION D'INVESTISSEMENT

- *Les **dépenses** s'élèvent à **105 896,15 €** (total budgété 2023 : 4 240 296,55 €) et correspondent aux écritures d'ordre de valorisation du stock de terrains aménagés. Pour mémoire le résultat antérieur de 2022 reporté était de - 2 351 652,55 €.*
- *Les **recettes** s'élèvent à **1 489 465 €** (total budgété 2023 : 4 240 296,55 €) et correspondent aux écritures d'ordre relatives à la mise à jour du stock de terrains aménagés (art 3555).*

Après avoir entendu le rapporteur,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 5211-1, L. 2121-31 et L. 2121-14,

Après la présentation du budget primitif du Budget Annexe -ZAC Centre Atlantique- de l'exercice 2023, et les délibérations modificatives qui s'y rattachent, les titres définitifs des créances à recouvrer, le détail des dépenses effectuées et celui des mandats délivrés, les bordereaux de titres de recettes, les bordereaux de mandats, le compte administratif dressé par l'ordonnateur accompagné du compte de gestion du receveur,

Considérant que Monsieur Bruno DRAPRON, Président de l'agglomération de Saintes, ordonnateur, a normalement administré, pendant le cours de l'exercice 2023, les finances de Saintes Grandes Rives l'Agglo,

Considérant le rapport du compte administratif 2023 présenté ci-dessus,

Considérant l'avis favorable de la commission des finances du 29 mars 2024,

Il est proposé au Conseil Communautaire :

- **de procéder** au règlement définitif du Budget Annexe -ZAC Centre Atlantique- de l'exercice 2023 en fixant comme suit les résultats des différentes sections budgétaires :

BALANCE GENERALE DU BUDGET ANNEXE ZAC CENTRE ATLANTIQUE
DU 1^{er} JANVIER 2023 AU 31 DECEMBRE 2023

	Réalizations	
	Section de Fonctionnement	Section d'Investissement
Recettes de l'exercice	1 596 315,50 €	1 489 465,00 €
Dépenses de l'exercice	1 595 361,15 €	105 896,15 €
Résultats de l'exercice	+ 954,35 €	+ 1 383 568,85 €
Résultats antérieurs reportés	0 €	- 2 351 652,55 €
Résultats de clôture	+ 954,35 €	- 968 083,70 €

- **de déclarer** toutes les opérations de l'exercice 2023 définitivement closes et les crédits annulés.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

ADOpte à la majorité l'ensemble de ces propositions par :

- 50 Voix pour
- 1 Voix contre (Mme Renée BENCHIMOL-LAURIBE)
- 0 Abstention
- 0 Ne prend pas part au vote

2024-53. Approbation du Compte Administratif 2023 du Budget Annexe ZAC Les Charriers Sud

Le rapporteur rappelle que l'ordonnateur rend compte annuellement des opérations budgétaires qu'il a exécutées. À la clôture de l'exercice budgétaire, il établit le compte administratif du budget principal ainsi que les comptes administratifs correspondant aux différents budgets annexes.

Le compte administratif rapproche les prévisions ou autorisations inscrites au budget (au niveau du chapitre ou de l'article selon les dispositions arrêtées lors du vote du budget primitif) des réalisations effectives en dépenses (mandats) et en recettes (titres). Il présente les résultats comptables de l'exercice. Il est soumis par l'ordonnateur, pour approbation, à l'assemblée délibérante qui l'arrête définitivement par un vote avant le 30 juin de l'année qui suit la clôture de l'exercice.

Le Compte Administratif 2023 du Budget Annexe « ZAC Les Charriers Sud » se présente comme suit :

SECTION DE FONCTIONNEMENT

Pour l'exercice 2023, les **dépenses de fonctionnement** s'élèvent à **98 157 €** :

- L'acquisition d'une parcelle pour 88 000 € (article 6015)
- Des frais d'études réalisés par le syndicat de voirie pour 8 970 € et une demande anticipée de raccordement pour 1 187 € (article 6045)

Les **recettes de fonctionnement** s'élèvent à **98 157 €** (total budgété 2023 : 1 266 508 €). Elles permettent de constater les écritures de valorisation du stock de terrains en cours de production (art 7133).

SECTION D'INVESTISSEMENT

Les **dépenses d'investissement** s'établissent à **98 157 €** en 2023 (total budgété 2023 : 1 475 618,82 €). Elles correspondent aux écritures de valorisation du stock de terrains en cours de production (art 3355).

Après avoir entendu le rapporteur,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 5211-1, L. 2121 -31 et L. 2121-14,

Vu les statuts de Saintes – Grandes Rives – L'Agglo annexés à l'arrêté préfectoral du 31 octobre 2023,

Considérant qu'après la présentation du budget primitif du Budget Annexe - ZAC Les Charriers Sud - de l'exercice 2023, et les délibérations modificatives qui s'y rattachent, les titres définitifs des créances à recouvrer, le détail des dépenses effectuées et celui des mandats délivrés, les bordereaux de titres de recettes, les bordereaux de mandats, le compte administratif dressé par l'ordonnateur accompagné du compte de gestion du receveur,

Considérant que Monsieur Bruno DRAPRON, ordonnateur, a normalement administré, pendant le cours de l'exercice 2023, les finances de Saintes Grandes Rives l'Agglo,

Considérant le rapport du compte administratif 2023 du Budget Annexe ZAC Les Charriers Sud présenté ci-dessus,

Considérant l'avis favorable de la commission des finances du 29 mars 2024,

Il est proposé au Conseil Communautaire :

- **de procéder** au règlement définitif du Budget Annexe ZAC Les Charriers Sud de l'exercice 2023 en fixant comme suit les résultats des différentes sections budgétaires :

**BALANCE GENERALE DU BUDGET ANNEXE ZA LES CHARRIERS SUD
DU 1^{er} JANVIER 2023 AU 31 DECEMBRE 2023**

	Réalizations	
	Section de Fonctionnement	Section d'Investissement
Recettes de l'exercice	98 157,00 €	0 €
Dépenses de l'exercice	98 157,00 €	98 157,00 €
Résultats de l'exercice	0 €	-98 157,00 €
Résultats antérieurs reportés	0 €	-209 110,82 €
Résultats de clôture	0 €	- 307 267,82 €

- **de déclarer** toutes les opérations de l'exercice 2023 définitivement closes et les crédits annulés.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

ADOpte à la majorité l'ensemble de ces propositions par :

- 50 Voix pour
- 1 Voix contre (Mme Renée BENCHIMOL-LAURIBE)
- 0 Abstention
- 0 Ne prend pas part au vote

2024-54. Approbation du Compte Administratif 2023 du Budget Annexe ZA La Sauzaie

Le rapporteur rappelle que l'ordonnateur rend compte annuellement des opérations budgétaires qu'il a exécutées. À la clôture de l'exercice budgétaire, il établit le compte administratif du budget principal ainsi que les comptes administratifs correspondant aux différents budgets annexes.

Le compte administratif rapproche les prévisions ou autorisations inscrites au budget (au niveau du chapitre ou de l'article selon les dispositions arrêtées lors du vote du budget primitif) des réalisations effectives en dépenses (mandats) et en recettes (titres). Il présente les résultats comptables de l'exercice. Il est soumis par l'ordonnateur, pour approbation, à l'assemblée délibérante qui l'arrête définitivement par un vote avant le 30 juin de l'année qui suit la clôture de l'exercice.

Le Compte Administratif 2023 pour le Budget Annexe « ZA La Sauzaie » se présente comme suit :

SECTION DE FONCTIONNEMENT

Pour l'exercice 2023, il n'y a pas eu de **dépenses de fonctionnement** (total budgété 2023 : 1 059 105,85 €).

Pour mémoire le résultat de fonctionnement antérieur reporté de 2022 était de + 191 862,06 € (002 en recette).

SECTION D'INVESTISSEMENT

Pour mémoire le résultat antérieur d'investissement reporté de 2022 était de - 520 103,79 € (001 en dépenses).

Il n'y a pas eu de recette d'investissement réalisée sur l'exercice 2023.

Après avoir entendu le rapporteur,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 5211-1, L. 2121 31 et L. 2121-14,

Vu les statuts de la Communauté d'Agglomération de Saintes annexés à l'arrêté préfectoral du 31 octobre 2023,

Après la présentation du budget primitif du Budget annexe -ZA La Sauzaie- de l'exercice 2023, et les délibérations modificatives qui s'y rattachent, les titres définitifs des créances à recouvrer, le détail des dépenses effectuées et celui des mandats délivrés, les bordereaux de titres de recettes, les bordereaux de mandats, le compte administratif dressé par l'ordonnateur accompagné du compte de gestion du receveur,

Considérant que Monsieur Bruno DRAPRON, ordonnateur, a normalement administré, pendant le cours de l'exercice 2023, les finances de l'Agglomération de Saintes,

Considérant le rapport du compte administratif 2023 présenté ci-dessus,

Considérant l'avis favorable de la commission des finances du 29 mars 2024,

Il est proposé au Conseil Communautaire :

- **de procéder** au règlement définitif du Budget Annexe « ZA La Sauzaie » de l'exercice 2023 en fixant comme suit les résultats des différentes sections budgétaires :

BALANCE GENERALE DU BUDGET ANNEXE ZA LA SAUZAIE DU 1^{er} JANVIER 2023 AU 31 DECEMBRE 2023

	REALISATIONS	
	Section de Fonctionnement	Section d'Investissement
Recettes de l'exercice	0 €	0 €
Dépenses de l'exercice	0 €	0 €
Résultats de l'exercice	0 €	0 €
Résultats antérieurs reportés	191 862,06 €	- 520 103,79 €
Résultats de clôture	191 862,06 €	- 520 103,79 €

- **de déclarer** toutes les opérations de l'exercice 2023 définitivement closes et les crédits annulés.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

ADOpte à la majorité l'ensemble de ces propositions par :

- 50 Voix pour
- 1 Voix contre (Mme Renée BENCHIMOL-LAURIBE)
- 0 Abstention
- 0 Ne prend pas part au vote

2024-55. Approbation du Compte Administratif 2023 du Budget Annexe Zones d'Activités Communautaires

Le rapporteur rappelle que l'ordonnateur rend compte annuellement des opérations budgétaires qu'il a exécutées. À la clôture de l'exercice budgétaire, il établit le compte administratif du budget principal ainsi que les comptes administratifs correspondant aux différents budgets annexes.

Le compte administratif rapproche les prévisions ou autorisations inscrites au budget (au niveau du chapitre ou de l'article selon les dispositions arrêtées lors du vote du budget primitif) des réalisations effectives en dépenses (mandats) et en recettes (titres). Il présente les résultats comptables de l'exercice. Il est soumis par l'ordonnateur, pour approbation, à l'assemblée délibérante qui l'arrête définitivement par un vote avant le 30 juin de l'année qui suit la clôture de l'exercice.

Le Compte Administratif 2023 pour le Budget Annexe « Zones d'Activités Communautaires » se présente comme suit :

SECTION DE FONCTIONNEMENT

Pour l'exercice 2023, les **dépenses de fonctionnement** s'élèvent à **247 452,06 €** (total budgété 2023 : 726 029,67 €) et concernent des travaux d'aménagement des zones. Les dépenses se répartissent comme suit sur chacune des zones :

- Fief Picaud à Montils : 234 762,06 €
- ZA Les Brandes à Chaniers : 12 690 €

Les **recettes de fonctionnement** s'élèvent à **247 452,06 €** (total budgété 2023 : 726 029,67 €). Elles permettent de constater les écritures de valorisation du stock de terrains en cours de production (art 7133).

SECTION D'INVESTISSEMENT

Les **dépenses d'investissement** s'établissent à **247 452,06 €** en 2023 (total budgété 2023 : 738 415,39 €).

Pour mémoire, le résultat antérieur reporté de 2022 était de - 16 736,37 €.

Les écritures de valorisation du stock de terrains en cours de production (art 3355) représentent 247 452,06 €.

Il n'y a pas eu de **recette d'investissement** réalisée sur l'exercice 2023.

Après avoir entendu le rapporteur,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 5211-1, L. 2121-31 et L. 2121-14,

Vu les statuts de la Communauté d'Agglomération de Saintes annexés à l'arrêté préfectoral du 31 octobre 2023,

Après la présentation du budget primitif du Budget annexe « Zones d'Activités Communautaires » de l'exercice 2023, et les délibérations modificatives qui s'y rattachent, les titres définitifs des créances à recouvrer, le détail des dépenses effectuées et celui des mandats délivrés, les bordereaux de titres de recettes, les bordereaux de mandats, le compte administratif dressé par l'ordonnateur accompagné du compte de gestion du receveur,

Considérant que Monsieur Bruno DRAPRON, ordonnateur, a normalement administré, pendant le cours de l'exercice 2023, les finances de Saintes Grandes Rives, l'Agglo,

Considérant le rapport du compte administratif 2023 présenté ci-dessus,

Considérant l'avis favorable de la commission des finances du 29 mars 2024,

Il est proposé au Conseil Communautaire :

- **de procéder** au règlement définitif du Budget annexe -Zones d'Activités Communautaires- de l'exercice 2023 en fixant comme suit les résultats des différentes sections budgétaires :

BALANCE GENERALE DU BUDGET ANNEXE ZONES D'ACTIVITES COMMUNAUTAIRES
DU 1^{er} JANVIER 2023 AU 31 DECEMBRE 2023

	REALISATIONS	
	Section de Fonctionnement	Section d'Investissement
Recettes de l'exercice	247 452,06 €	0 €
Dépenses de l'exercice	247 452,06 €	247 452,06 €
Résultats de l'exercice	0 €	- 247 452,06 €
Résultats antérieurs reportés	0 €	- 16 736,37 €
Résultats de clôture	0 €	- 264 188,43 €

- **de déclarer** toutes les opérations de l'exercice 2023 définitivement closes et les crédits annulés.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

ADOpte à la majorité l'ensemble de ces propositions par :

- 50 Voix pour
- 1 Voix contre (Mme Renée BENCHIMOL-LAURIBE)
- 0 Abstention
- 0 Ne prend pas part au vote

Monsieur le Président réintègre la séance et soumet au vote les délibérations portant sur les affectations de résultats.

2024-56. Affectation des résultats de 2023 - Budget Principal

Le rapporteur expose que l'exercice budgétaire et comptable 2023 étant clos, il convient d'arrêter les résultats de clôture pour l'ensemble des budgets. Les deux sections sont concernées, soit le fonctionnement et l'investissement. Il est ensuite procédé à l'affectation des résultats de fonctionnement.

Le Conseil Communautaire vient d'arrêter les comptes de l'exercice 2023, pour le Budget Principal, en adoptant le compte administratif dont les résultats de clôture sont déterminés comme suit :

SECTION DE FONCTIONNEMENT			
	Dépenses	Recettes	Solde (+ ou -)
Résultat de l'exercice 2023	33 731 329,53 €	35 765 258,66 €	+ 2 033 929,13 €
Résultat antérieur reporté (002)	-		+ 11 446 605,50 €
Résultat cumulé de clôture au 31/12/2023	-		+ 13 480 534,63 €
			=
			Résultat à affecter
SECTION D'INVESTISSEMENT			
Solde d'exécution de l'exercice 2023	15 459 264,30 €	11 455 533,88 €	- 4 003 730,42 €
Solde d'exécution reporté (001)	-		- 187 712,87 €
Solde d'exécution au 31/12/2023	-		- 4 191 443,29 €

Restes à réaliser			
Solde des restes à réaliser au 31/12/2023	10 427 861,57 €	3 251 557,56 €	- 7 176 304,01 €
Solde d'exécution au 31/12/2023 corrigé des restes à réaliser	-		- 11 367 747,30 €

- La section de fonctionnement laisse apparaître un résultat cumulé de clôture au 31 décembre 2023 de + 13 480 534,63 €. Cet excédent constitue le résultat à affecter.

La section d'investissement laisse apparaître au 31 décembre 2023, un solde d'exécution négatif de - 4 003 730,42 €. Celui-ci, corrigé des restes à réaliser, aussi bien en dépenses qu'en recettes, fait apparaître un solde d'exécution négatif de - 11 367 747,30 €.

L'instruction comptable M14 dispose qu'après constatation du résultat de fonctionnement, l'assemblée délibérante peut affecter ce résultat :

- En priorité à la couverture du besoin de financement dégagé par la section d'investissement.
- Puis au choix pour le solde à affecter :
 - o Soit au financement de la section d'investissement
 - o Soit au financement de la section de fonctionnement

Après en avoir entendu le rapporteur,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu les statuts de Saintes - Grandes Rives - L'Agglo annexés à l'arrêté préfectoral du 31 octobre 2023,

Considérant que la section d'investissement dégage un solde d'exécution corrigé des restes à réaliser, négatif,

Considérant l'avis favorable de la commission des finances du 29 mars 2024,

Il est proposé au Conseil Communautaire :

- **d'approuver** les résultats de clôture constatés au 31/12/2023,

- **d'approuver** l'affectation du résultat de la manière suivante :

- Couverture du besoin de financement de la section d'investissement, compte 1068 : 11 367 747,30 €
- Résultat cumulé de fonctionnement reporté au compte 002 : + 2 112 787,33 €,
- Solde d'exécution cumulé de la section d'investissement reporté au compte 001 : - 4 191 443,29 €

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

ADOpte à la majorité l'ensemble de ces propositions par :

- 52 Voix pour
- 1 Voix contre (Mme Renée BENCHIMOL-LAURIBE)
- 0 Abstention
- 0 Ne prend pas part au vote

2024-57. Affectation des résultats de 2023 - Budget Annexe Régie des Déchets

Le rapporteur rappelle que l'exercice budgétaire et comptable 2023 étant clos, il convient d'arrêter les résultats de clôture pour l'ensemble des budgets. Les deux sections sont concernées, soit le fonctionnement et l'investissement. Il est ensuite procédé à l'affectation des résultats.

Le Conseil Communautaire vient d'arrêter les comptes de l'exercice 2023 pour le Budget Annexe « Régie des déchets » en adoptant le compte administratif dont les résultats de clôture sont déterminés comme suit :

SECTION D'EXPLOITATION			
	Dépenses	Recettes	Solde (+ ou -)
Résultat de l'exercice 2023	8 819 056,37 €	8 783 971,97€	- 35 084,40 €
Résultat antérieur reporté			+ 354 595,52 €
Résultat cumulé de clôture au 31/12/2023			+ 319 511,12 € = Résultat à affecter
SECTION D'INVESTISSEMENT			
Solde d'exécution de l'exercice 2023	258 239,08 €	706 284,45 €	+ 448 045,37 €
Solde d'exécution reporté			+ 3 492 900,85 €
Solde d'exécution au 31/12/2023			+ 3 940 946,22 €
Restes à réaliser section d'investissement			
Solde des restes à réaliser au 31/12/2023	917 994,66 €	0 €	- 917 994,66 €
Solde d'exécution au 31/12/2023 corrigé des restes à réaliser			+ 3 022 951,56 €

- La section d'exploitation laisse apparaître un résultat cumulé de clôture au 31 décembre 2023 de **+ 319 511,12 €**. Cet excédent constitue le résultat à affecter.
- La section d'investissement laisse apparaître au 31 décembre 2023, un solde d'exécution de **+ 3 940 946,22 €**. Celui-ci, corrigé des restes à réaliser de dépenses, fait apparaître un solde d'exécution corrigé de **+ 3 022 951,56 €**.

L'instruction comptable M4 dispose qu'après constatation du résultat cumulé d'exploitation, l'assemblée délibérante peut affecter ce résultat, s'il est excédentaire, en tout ou partie au financement de la section d'investissement, au financement de la section d'exploitation ou au reversement de la collectivité de rattachement (articles R .2221-48 et R. 2221-90 du CGCT).

Le résultat cumulé excédentaire doit être affecté en priorité :

- pour le montant des plus-values nettes de cessions d'éléments d'actif au financement des dépenses d'investissement ;
- pour le surplus, à la couverture du besoin de financement de la section d'investissement apparu à la clôture de l'exercice précédent et diminué du montant des plus-values de cessions d'éléments d'actif visées ci-dessus ;
- pour le solde et selon la décision de l'assemblée délibérante, au financement des dépenses d'exploitation, en une dotation complémentaire en section d'investissement ou au reversement à la collectivité locale de rattachement. Dans cette dernière hypothèse, le reversement n'est possible que si l'excédent revêt un caractère exceptionnel et n'est pas nécessaire au financement des dépenses d'exploitation ou d'investissement à court terme du SPIC (Conseil d'État, 9 avril 1999, commune de Bandol).

Après avoir entendu le rapporteur,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu les statuts de Saintes – Grandes Rives – L'Agglo annexés à l'arrêté préfectoral du 31 octobre 2023, et notamment l'article 6, I, 7°) « collecte et traitement des déchets des ménages et déchets assimilés »,

Considérant que la section d'investissement dégage au 31/12/2023 un solde d'exécution corrigé des restes à réaliser positif,

Considérant l'avis du Conseil d'Exploitation de la Régie des déchets du 10 avril 2024,

Considérant l'avis favorable de la commission des finances du 29 mars 2024,

Il est proposé au Conseil Communautaire :

- **d'approuver** les résultats de clôture constatés au 31/12/2023,
- **d'approuver** l'affectation de résultat de la manière suivante :
 - Résultat cumulé d'exploitation reporté au compte 002 : 319 511,12 €
 - Solde d'exécution cumulé de la section d'investissement reporté au compte 001 : 3 940 946,22 €.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

ADOpte à la majorité l'ensemble de ces propositions par :

- 52 Voix pour
- 1 Voix contre (Mme Renée BENCHIMOL-LAURIBE)
- 0 Abstention
- 0 Ne prend pas part au vote

2024-58. Affectation des résultats de 2023 - Budget Annexe Transports Urbains et Mobilité

Le rapporteur rappelle que l'exercice budgétaire et comptable 2023 étant clos, il convient d'arrêter les résultats de clôture pour l'ensemble des budgets. Les deux sections sont concernées, soit le fonctionnement et l'investissement. Il est ensuite procédé à l'affectation des résultats.

Le Conseil Communautaire vient d'arrêter les comptes de l'exercice 2023 pour le Budget Annexe « Transports Urbains et Mobilités » en adoptant le compte administratif dont les résultats de clôture sont déterminés comme suit :

SECTION D'EXPLOITATION			
	Dépenses	Recettes	Solde (+ ou -)
Résultat de l'exercice 2023	5 695 026,30 €	5 823 898,06 €	+ 128 871,76 €
Résultat antérieur reporté			+ 1 009 659,22 €
Résultat cumulé de clôture au 31/12/2023			= + 1 138 530,98 € Résultat à affecter
SECTION D'INVESTISSEMENT			
Solde d'exécution de l'exercice 2023	166 167,01 €	372 248,54 €	+ 206 081,53 €
Solde d'exécution reporté			+ 309 592,57 €
Solde d'exécution au 31/12/2023			+ 515 674,10 €
Restes à réaliser section d'investissement			
Solde des restes à réaliser au 31/12/2023	313 365,13 €	0 €	- 313 365,13 €
Solde d'exécution au 31/12/2023 corrigé des restes à réaliser			+ 202 308,97 €

- La section d'exploitation laisse apparaître un résultat cumulé de clôture au 31 décembre 2023 de **+ 1 138 530,98 €**. Cet excédent constitue le résultat à affecter.
- La section d'investissement laisse apparaître au 31 décembre 2023, un solde d'exécution de **+ 515 674,10 €**. Celui-ci, corrigé des restes à réaliser de dépenses, fait apparaître un solde d'exécution corrigé de **+ 202 308,97 €**.

L'instruction comptable M4 dispose qu'après constatation du résultat cumulé d'exploitation, l'assemblée délibérante peut affecter ce résultat, s'il est excédentaire, en tout ou partie au financement

de la section d'investissement, au financement de la section d'exploitation ou au reversement de la collectivité de rattachement (articles R .2221-48 et R. 2221-90 du CGCT).

Le résultat cumulé excédentaire doit être affecté en priorité :

- pour le montant des plus-values nettes de cessions d'éléments d'actif au financement des dépenses d'investissement ;
- pour le surplus, à la couverture du besoin de financement de la section d'investissement apparu à la clôture de l'exercice précédent et diminué du montant des plus-values de cessions d'éléments d'actif visées ci-dessus ;
- pour le solde et selon la décision de l'assemblée délibérante, au financement des dépenses d'exploitation, en une dotation complémentaire en section d'investissement ou au reversement à la collectivité locale de rattachement. Dans cette dernière hypothèse, le reversement n'est possible que si l'excédent revêt un caractère exceptionnel et n'est pas nécessaire au financement des dépenses d'exploitation ou d'investissement à court terme du SPIC (Conseil d'État, 9 avril 1999, commune de Bandol).

Après avoir entendu le rapporteur,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu les statuts de Saintes – Grandes Rives – L'Agglo annexés à l'arrêté préfectoral du 31 octobre 2023, et notamment l'article 6, I, 2°), c) « Organisation de la mobilité au sens du titre III du livre II de la 1ère partie du Code des Transports, sous réserve de l'article L. 3421-2 du même code »,

Considérant que la section d'investissement dégage au 31/12/2023 un solde d'exécution corrigé des restes à réaliser positif,

Considérant l'avis favorable de la commission des finances du 29 mars 2024,

Il est proposé au Conseil Communautaire :

- **d'approuver** les résultats de clôture constatés au 31/12/2023,
- **d'approuver** l'affectation de résultat de la manière suivante :
 - Résultat cumulé d'exploitation reporté au compte 002 : 1 138 530,98 €
 - Solde d'exécution cumulé de la section d'investissement reporté au compte 001 : 515 674,10 €.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

ADOpte à la majorité l'ensemble de ces propositions par :

- 52 Voix pour
- 1 Voix contre (Mme Renée BENCHIMOL-LAURIBE)
- 0 Abstention
- 0 Ne prend pas part au vote

2024-59. Affectation des résultats de 2023 - Budget Annexe Hôtel d'Entreprises

Le rapporteur rappelle que l'exercice budgétaire et comptable 2023 étant clos, il convient d'arrêter les résultats de clôture pour l'ensemble des budgets. Les deux sections sont concernées, soit le fonctionnement et l'investissement. Il est ensuite procédé à l'affectation des résultats.

Le Conseil Communautaire vient d'arrêter les comptes de l'exercice 2023 pour le Budget Annexe « Hôtel d'Entreprises » en adoptant le compte administratif dont les résultats de clôture sont déterminés comme suit :

SECTION DE FONCTIONNEMENT			
	Dépenses	Recettes	Solde (+ ou -)

Résultat de l'exercice 2023	55 106,79 €	53 024,60 €	- 2 082,19 €
Résultat antérieur reporté	-		+ 35 896,61 €
Résultat cumulé de clôture au 31/12/2023	-		+ 33 814,42 € Résultat à affecter
SECTION D'INVESTISSEMENT			
Solde d'exécution de l'exercice 2023	44 930,83 €	44 828,00 €	- 102,83 €
Solde d'exécution reporté			+ 104 040,73 €
Solde d'exécution au 31/12/2023			+ 103 937,90 €

- La section de fonctionnement laisse apparaître un résultat cumulé de clôture au 31 décembre 2023 de + 33 814,42 €. Cet excédent constitue le résultat à affecter.
- La section d'investissement laisse apparaître au 31 décembre 2023, un solde d'exécution de + 103 937,90 €.

L'instruction comptable M14 dispose qu'après constatation du résultat de fonctionnement, l'assemblée délibérante peut affecter ce résultat en tout ou partie :

- En priorité :
 - o A la couverture d'un éventuel déficit de fonctionnement antérieur,
 - o A la couverture du besoin de financement dégagé par la section d'investissement,
- Puis pour le solde :
 - o Au financement de la section de fonctionnement
 - Et/ou
 - o Au financement de la section d'investissement

Après avoir entendu le rapporteur,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu les statuts de Saintes – Grandes Rives – L'Agglo annexés à l'arrêté préfectoral du 31 octobre 2023,

Considérant que la section d'investissement dégage au 31/12/2023 un solde d'exécution corrigé des restes à réaliser positif,

Considérant l'avis favorable de la commission des finances du 29 mars 2024,

Il est proposé au Conseil Communautaire :

- **d'approuver** les résultats de clôture constatés au 31/12/2023,
- **d'approuver** l'affectation de résultat de la manière suivante :
 - Résultat cumulé d'exploitation reporté au compte 002 : 33 814,42 €
 - Solde d'exécution cumulé de la section d'investissement reporté au compte 001 : 103 937,90 €.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

ADOpte à la majorité l'ensemble de ces propositions par :

- 52 Voix pour
- 1 Voix contre (Mme Renée BENCHIMOL-LAURIBE)
- 0 Abstention
- 0 Ne prend pas part au vote

2024-60. Affectation des résultats de 2023 - Budget Annexe ZAC Centre Atlantique

Le rapporteur rappelle que l'exercice budgétaire et comptable 2023 étant clos, il convient d'arrêter les résultats de clôture pour l'ensemble des budgets. Les deux sections sont concernées, soit le fonctionnement et l'investissement. Il est ensuite procédé à l'affectation des résultats.

Le Conseil Communautaire vient d'arrêter les comptes de l'exercice 2023 pour le Budget Annexe « ZAC Centre Atlantique » en adoptant le compte administratif dont les résultats de clôture sont déterminés comme suit :

SECTION DE FONCTIONNEMENT			
	Dépenses	Recettes	Solde (+ ou -)
Résultat de l'exercice 2023	1 595 361,15 €	1 596 315,50 €	+ 954,35 €
Résultat antérieur reporté			0.00 €
Résultat cumulé de clôture au 31/12/2023			+ 954,35 € Résultat à affecter
SECTION D'INVESTISSEMENT			
Solde d'exécution de l'exercice 2023	105 896,15 €	1 489 465,00 €	+ 1 383 568,85 €
Solde d'exécution reporté			- 2 351 652,55 €
Solde d'exécution au 31/12/2023			- 968 083,70 €

- La section de fonctionnement laisse apparaître un résultat cumulé de clôture au 31 décembre 2023 de + 954,35 €.
- La section d'investissement laisse apparaître au 31 décembre 2023, un solde d'exécution cumulé de - 968 083,70 €.

L'instruction comptable M14 dispose qu'après constatation du résultat de fonctionnement, l'assemblée délibérante peut affecter ce résultat en tout ou partie :

- En priorité :
 - A la couverture d'un éventuel déficit de fonctionnement antérieur,
 - A la couverture du besoin de financement dégagé par la section d'investissement,
- Puis pour le solde :
 - Au financement de la section de fonctionnement
 - Et/ou
 - Au financement de la section d'investissement

Après en avoir entendu le rapporteur,

Vu le Code des Collectivités Territoriales,

Vu les statuts de Saintes - Grandes Rives - L'Agglo annexés à l'arrêté préfectoral du 31 octobre 2023, et notamment l'article 6, I, 1°), « Développement économique »,

Considérant l'avis favorable de la commission des finances du 29 mars 2024,

Il est proposé au Conseil communautaire :

- **d'approuver** les résultats de clôture constatés au 31/12/2023,
- **d'approuver** l'affectation du résultat de la manière suivante :
 - Résultat cumulé de fonctionnement reporté au compte 002 : + 954,35 €
 - Solde d'exécution cumulé de la section d'investissement reporté au compte 001 : - 968 083,70 €

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

ADOpte à la majorité l'ensemble de ces propositions par :

- 52 Voix pour

- 1 Voix contre (Mme Renée BENCHIMOL-LAURIBE)
- 0 Abstention
- 0 Ne prend pas part au vote

2024-61. Affectation des résultats de 2023 - Budget Annexe ZAC Charriers Sud

Le rapporteur rappelle que l'exercice budgétaire et comptable 2023 étant clos, il convient d'arrêter les résultats de clôture pour l'ensemble des budgets. Les deux sections sont concernées, soit le fonctionnement et l'investissement. Il est ensuite procédé à l'affectation des résultats.

Le Conseil Communautaire vient d'arrêter les comptes de l'exercice 2023 pour le Budget Annexe « ZAC Les Charriers sud » en adoptant le compte administratif dont les résultats de clôture sont déterminés comme suit :

SECTION DE FONCTIONNEMENT			
	Dépenses	Recettes	Solde (+ ou -)
Résultat de l'exercice 2023	98 157,00 €	98 157,00 €	0,00 €
Résultat antérieur reporté	-		0,00 €
Résultat cumulé de clôture au 31/12/2023	-		0,00 € Résultat à affecter
SECTION D'INVESTISSEMENT			
Solde d'exécution de l'exercice 2023	98 157,00 €	0,00 €	- 98 157,00 €
Solde d'exécution reporté	-		- 209 110,82 €
Solde d'exécution au 31/12/2023	-		- 307 267,82 €

- La section de fonctionnement laisse apparaître un résultat cumulé de clôture au 31 décembre 2023 de **0 €**.
- La section d'investissement laisse apparaître au 31 décembre 2023, un solde d'exécution de **- 307 267,82 €**.

L'instruction comptable M14 dispose qu'après constatation du résultat de fonctionnement, l'assemblée délibérante peut affecter ce résultat en tout ou partie :

- En priorité :
 - o A la couverture d'un éventuel déficit de fonctionnement antérieur,
 - o A la couverture du besoin de financement dégagé par la section d'investissement,
- Puis pour le solde :
 - o Au financement de la section de fonctionnement
 - Et/ou
 - o Au financement de la section d'investissement

Après avoir entendu le rapporteur,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu les statuts de Saintes – Grandes Rives – L'Agglo annexés à l'arrêté préfectoral du 31 octobre 2023, et notamment l'article 6, I, 1°) « Développement Economique »,

Considérant l'avis favorable de la commission des finances du 29 mars 2024,

Il est proposé au Conseil Communautaire :

- **d'approuver** les résultats de clôture constatés au 31/12/2023.
- **d'approuver** l'affectation des résultats de la manière suivante :
 - Résultat cumulé de fonctionnement reporté au compte 002 : 0 €
 - Solde d'exécution cumulé de la section d'investissement reporté au compte 001 : - 307 267,82 €.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

ADOpte à la majorité l'ensemble de ces propositions par :

- 52 Voix pour
- 1 Voix contre (Mme Renée BENCHIMOL-LAURIBE)
- 0 Abstention
- 0 Ne prend pas part au vote

2024-62. Affectation des résultats de 2023 - Budget Annexe ZA La Sauzaie

Le rapporteur rappelle que l'exercice budgétaire et comptable 2023 étant clos, il convient d'arrêter les résultats de clôture pour l'ensemble des budgets. Les deux sections sont concernées, soit le fonctionnement et l'investissement. Il est ensuite procédé à l'affectation des résultats de fonctionnement.

Le Conseil Communautaire vient d'arrêter les comptes de l'exercice 2023, pour le Budget Annexe « ZA La Sauzaie » en adoptant le compte administratif dont les résultats de clôture sont déterminés comme suit :

SECTION DE FONCTIONNEMENT			
	Dépenses	Recettes	Solde (+ ou -)
Résultat de l'exercice 2023	0 €	0 €	0 €
Résultat antérieur reporté	-		191 862,06 €
Résultat cumulé de clôture au 31/12/2023	-		+ 191 862,06 € Résultat à affecter
SECTION D'INVESTISSEMENT			
Solde d'exécution de l'exercice 2023	0 €	0 €	0 €
Solde d'exécution reporté	-		- 520 103,79 €
Solde d'exécution au 31/12/2023	-		- 520 103,79 €

- La section de fonctionnement laisse apparaître un résultat cumulé de clôture au 31 décembre 2023 de 191 862,06 €.
- La section d'investissement laisse apparaître au 31 décembre 2023, un solde d'exécution de - 520 103,79 €.

L'instruction comptable M14 dispose qu'après constatation du résultat de fonctionnement, l'assemblée délibérante peut affecter ce résultat en tout ou partie :

- En priorité :
 - o A la couverture d'un éventuel déficit de fonctionnement antérieur,
 - o A la couverture du besoin de financement dégagé par la section d'investissement,
- Puis pour le solde :
 - o Au financement de la section de fonctionnement
 - Et/ou
 - o Au financement de la section d'investissement

Après en avoir entendu le rapporteur,

Vu le Code des Collectivités Territoriales,

Vu les statuts de Saintes - Grandes Rives - L'Agglo annexés à l'arrêté préfectoral du 31 octobre 2023, et notamment l'article 6, I, 1°), « Développement économique »,

Considérant l'avis favorable de la commission des finances du 29 mars 2024,

Il est proposé au Conseil communautaire :

- **d'approuver** les résultats de clôture constatés au 31/12/2023,
- **d'approuver** l'affectation du résultat de la manière suivante :
 - Résultat cumulé de fonctionnement reporté au compte 002 : 191 862,06 €
 - Solde d'exécution cumulé de la section d'investissement reporté au compte 001 : - 520 103,79 €.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

ADOpte à la majorité l'ensemble de ces propositions par :

- 52 Voix pour
- 1 Voix contre (Mme Renée BENCHIMOL-LAURIBE)
- 0 Abstention
- 0 Ne prend pas part au vote

2024-63. Affectation des résultats de 2023 - Budget Annexe Zones d'Activités Communautaires

Le rapporteur rappelle que l'exercice budgétaire et comptable 2023 étant clos, il convient d'arrêter les résultats de clôture pour l'ensemble des budgets. Les deux sections sont concernées, soit le fonctionnement et l'investissement. Il est ensuite procédé à l'affectation des résultats.

Le Conseil Communautaire vient d'arrêter les comptes de l'exercice 2023, pour le budget annexe « Zones d'Activités Communautaires » en adoptant le compte administratif dont les résultats de clôture sont déterminés comme suit :

SECTION DE FONCTIONNEMENT			
	Dépenses	Recettes	Solde (+ ou -)
Résultat de l'exercice 2023	247 452,06 €	247 452,06 €	0,00 €
Résultat antérieur reporté	-		0,00 €
Résultat cumulé de clôture au 31/12/2023	-		0,00 € Résultat à affecter
SECTION D'INVESTISSEMENT			
Solde d'exécution de l'exercice 2023	247 452,06 €	0 €	- 247 452,06 €
Solde d'exécution reporté			- 16 736,37 €
Solde d'exécution au 31/12/2023	-		- 264 188,43 €

- La section de fonctionnement laisse apparaître un résultat cumulé de clôture au 31 décembre 2023 de 0 €.
- La section d'investissement laisse apparaître au 31 décembre 2023, un solde d'exécution de - 247 452,06 €.

L'instruction comptable M14 dispose qu'après constatation du résultat de fonctionnement, l'assemblée délibérante peut affecter ce résultat en tout ou partie :

- En priorité :
 - o A la couverture d'un éventuel déficit de fonctionnement antérieur,
 - o A la couverture du besoin de financement dégagé par la section d'investissement,
- Puis pour le solde :
 - o Au financement de la section de fonctionnement
 - Et/ou
 - o Au financement de la section d'investissement

Après avoir entendu le rapporteur,

Vu le Code des Collectivités Territoriales,

Vu les statuts de Saintes – Grandes Rives – L’Agglo annexés à l’arrêté préfectoral du 31 octobre 2023, et notamment l’article 6, I, 1°), « Développement économique »,

Considérant l’avis favorable de la commission des finances du 29 mars 2024,

Il est proposé au Conseil Communautaire :

- d’approuver les résultats de clôture constatés au 31/12/2023,

- d’approuver l’affectation du résultat de la manière suivante :

Résultat cumulé de fonctionnement reporté au compte 002 : 0 €

Solde d’exécution cumulé de la section d’investissement reporté au compte 001 : - 264 188,43 €

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

ADOpte à la majorité l’ensemble de ces propositions par :

- 52 Voix pour*
- 1 Voix contre (Mme Renée BENCHIMOL-LAURIBE)*
- 0 Abstention*
- 0 Ne prend pas part au vote*

Les délibérations n°2024-64 à 2024-72 sont présentées de manière groupée.

Monsieur Philippe CALLAUD explique qu’une fois les résultats affectés, des budgets supplémentaires sont établis afin de reprendre ces résultats dans le budget 2024.

Il présente les principaux chiffres des délibérations.

Il indique que les AP/CP correspondent à la reprise de ce qui est effectué en fonction de ce qui a été payé en 2023.

Madame Renée BENCHIMOL-LAURIBE souhaite savoir à quoi correspond le montant de 200 500 euros en matière d’énergies renouvelables, et ce qui est prévu dans ce domaine pour les années suivantes.

Monsieur Fabrice BARUSSEAU explique qu’il s’agit du premier versement pour la réalisation des grappes photovoltaïques. Cette somme permet notamment de financer le premier parc, qui devrait commencer à être construit en fin d’année 2024 à Le Douhet.

En l’absence d’autres questions, le Président soumet au vote les délibérations portant sur les budgets supplémentaires et les AP/CP.

2024-64. Budget Supplémentaire - Budget Principal - Exercice 2024

Le rapporteur expose que le Compte Administratif 2023 du Budget Principal a fait apparaître respectivement le résultat de clôture, les restes à réaliser en investissement en dépenses et en recettes.

Ainsi, le budget supplémentaire proposé au vote, reprend :

- L’affectation des résultats constatée à la clôture de l’exercice 2023,*
- La prise en compte des restes à réaliser d’investissement.*

Outre ces deux aspects, le budget supplémentaire -comme les décisions modificatives- est un document budgétaire qui permet d’ajuster les crédits votés précédemment, à la hausse comme à la baisse, et ceci pour les deux sections concernées, soit le fonctionnement et l’investissement.

Après en avoir entendu le rapporteur,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l’article L. 1612-11,

Vu l'Instruction Budgétaire et Comptable M57,

Vu les statuts de Saintes - Grandes Rives - L'Agglo annexés à l'arrêté préfectoral du 31 octobre 2023,

Vu le budget primitif 2024 voté le 15 décembre 2023, par délibération n°2023-227 du Conseil Communautaire,

Vu le compte administratif 2023 du Budget Principal, voté le 10 avril 2024, par délibération du Conseil Communautaire,

Vu la délibération du Conseil Communautaire en date du 10 avril 2024 portant affectation des résultats de l'exercice 2023 du Budget Principal,

Considérant qu'il convient de prendre en compte l'affectation du résultat du Budget Principal,

Considérant la nécessité de procéder à un ajustement des crédits du Budget Principal,

Considérant l'avis favorable de la commission des finances du 29 mars 2024,

Compte tenu de la présentation du rapport ci-dessous exposé relatif au budget supplémentaire de l'exercice 2024,

I - SECTION DE FONCTIONNEMENT

*La section de fonctionnement s'équilibre à **2 112 787,33 €**.*

A. Les dépenses

Les inscriptions sont les suivantes :

- **Charges à caractère générale** (chap. 011) : 726 000 € pour les prestations de l'agence d'attractivité
- **Autres charges de gestion courante** (chap. 65) : - 275 000,00 €
 - - 375 000 € pour l'agence d'attractivité (Inscription prévue initialement en subvention au budget primitif)
 - + 100 000 € pour l'aide aux entreprises suite aux inondations
- **Charges exceptionnelles** (chap. 65) : + 1 661 787,33€, au titre de la mise en « réserve » du disponible d'excédent reporté N-1 suite à la prise en compte de l'affectation des résultats.

B. Les recettes

Elles sont constituées :

- **Du résultat reporté N-1** suite à la prise en compte de l'affectation des résultats (chap. 002) 2 112 787,33 €.

II - SECTION D'INVESTISSEMENT

*La section d'investissement s'équilibre à **15 244 164,51 €**.*

A. Les dépenses sont les suivantes :

- **Chapitre 20** : Etude PLH pour le Ferrocampus : 260 130 €
- Au transfert de crédit du chapitre 21(-10 000 €) vers l'opération « Bassin des Charriers » (+ 10 000 €) pour 10 000 €
- Une **réserve** de 364 729,65 € est constituée au **chapitre 21**
- **001** le déficit d'investissement pour 4 191 443,29 €.
- **Les restes à réaliser 2023** pour 10 427 861,57 €.

B. Les recettes sont constituées de :

- 11 367 747,30 € correspondant à la **couverture du besoin de financement** constaté à la clôture de l'exercice 2023 en lien avec la prise en compte de l'affectation des résultats (compte 1068).
- 97 662 € au titre de la subvention « fonds verts » pour l'étude Ferrocampus
- 527 197,65 € au chapitre 27 pour le remboursement de l'avance du budget de zone CA Centre Atlantique
- **Les restes à réaliser 2023** pour 3 251 557,56 €.

SECTION DE FONCTIONNEMENT

Chapitres	Dépenses		Chapitres	Recettes	
011	Charges à caractère générale	726 000,00 €			
65	Autres charges de gestion courante	- 275 000,00 €			
65	Charges exceptionnelles (pour équilibre)	1 661 787,33 €	002	Excédent de fonctionnement reporté	2 112 787,33 €
		TOTAL			TOTAL
		2 112 787,33 €			2 112 787,33 €

SECTION D'INVESTISSEMENT

Dépenses			Recettes		
20	Etudes FERROCAMPUS PLH	260 130,00 €	10	Dotation, fonds divers (1068)	11 367 747,30 €
21	Autres Immobilisations corporelles hors opération	- 10 000,00 €	13	Subvention d'investissement fonds verts ferrocampus	97 662,00 €
	Opération 504- BASSIN BV7 CHARRIERS	10 000,00 €			
21	Autres immobilisations corporelles RESERVE	364 729,65 €	27	Autres immobilisations financières	527 197,65 €
001	Déficit d'investissement reporté	4 191 443,29 €			
	Reports	10 427 861,57 €		Reports	3 251 557,56 €
		TOTAL			TOTAL
		15 244 164,51 €			15 244 164,51 €

Il est proposé au Conseil Communautaire :

- **d'approuver** le Budget Supplémentaire du Budget Principal pour l'exercice 2024, par nature, au niveau du chapitre pour la section de fonctionnement et au niveau du chapitre ou par opération pour la section d'investissement, conformément aux éléments ci-dessus mentionnés.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

ADOpte à la majorité l'ensemble de ces propositions par :

- 52 Voix pour
- 1 Voix contre (Mme Renée BENCHIMOL-LAURIBE)
- 0 Abstention
- 0 Ne prend pas part au vote

2024-65. Budget Supplémentaire - Budget Annexe Régie des Déchets - Exercice 2024

Le rapporteur expose que le Compte Administratif 2023 du Budget Annexe « Régie des déchets » a fait apparaître respectivement le résultat de clôture et les restes à réaliser en investissement.

Ainsi, le budget supplémentaire proposé au vote, reprend :

- L'affectation des résultats constatée à la clôture de l'exercice 2023,
- La prise en compte des restes à réaliser d'investissement.

Outre ces deux aspects, le budget supplémentaire, comme les décisions modificatives, est un document budgétaire qui permet d'ajuster les crédits votés précédemment, à la hausse comme à la baisse, et ceci pour les deux sections concernées, soit le fonctionnement et l'investissement.

Le réajustement des crédits concerne pour le **chapitre 011**, l'ajout de **20 000 €** pour des études de cessation d'activité de l'ancienne déchetterie de St Sauvant et de la déchetterie artisanale.

Afin de régulariser une échéance d'emprunt de 2023, **7 200 €** ont été ajoutés au **chapitre 16** (remboursement du capital de l'emprunt) et **500 € au chapitre 66** (remboursement des intérêts de l'emprunt).

Après avoir entendu le rapporteur,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment l'article L. 1612-11,

Vu l'Instruction Budgétaire et Comptable M4,

Vu les statuts de Saintes - Grandes Rives - L'Agglo annexés à l'arrêté préfectoral du 31 octobre 2023, et notamment l'article 6, I, 7°), « collecte et traitement des déchets des ménages et déchets assimilés »,

Vu le budget primitif 2024 voté le 15 décembre 2023, par délibération n°2023-228 du Conseil Communautaire,

Vu le compte administratif 2023 du Budget Annexe « Régie des déchets voté le 10 avril 2024, par délibération du Conseil Communautaire,

Vu la délibération du Conseil Communautaire en date du 10 avril 2024 portant affectation des résultats de l'exercice 2023 du Budget Annexe « Régie des déchets »,

Considérant la nécessité de procéder à un ajustement des crédits du Budget Annexe Régie des déchets,

Considérant l'avis du Conseil d'Exploitation de la Régie des déchets du 10 avril 2024,

Considérant l'avis favorable de la commission Finances du 29 mars 2024,

Compte tenu de la présentation du rapport ci-dessous exposé,

SECTION DE FONCTIONNEMENT

Chapitres	Dépenses		Chapitres	Recettes	
011	Charges à caractère général	20 000,00 €	002	Excédent de fonctionnement reporté	319 511,12 €
66	Charges financières	500,00 €			
67	Charges exceptionnelles (pour équilibre)	299 011,12 €			

TOTAL	319 511,12 €
--------------	---------------------

TOTAL	319 511,12 €
--------------	---------------------

SECTION D'INVESTISSEMENT

Dépenses

Recettes

16	Emprunts	7 200,00 €
21	Immobilisations corporelles (pour équilibre)	3 015 751,56 €
	Reports	917 994,66 €
	TOTAL	3 940 946,22€

001	Excédent d'investissement reporté	3 940 946,22 €
-----	-----------------------------------	----------------

TOTAL	3 940 946,22€
--------------	----------------------

Il est proposé au Conseil Communautaire :

- **d'approuver** le Budget Supplémentaire du Budget Annexe « Régie des déchets » pour l'exercice 2024, par chapitre pour la section de fonctionnement et au niveau du chapitre ou par opération pour la section d'investissement, conformément aux éléments ci-dessus mentionnés.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

ADOpte à la majorité l'ensemble de ces propositions par :

- 52 Voix pour
- 1 Voix contre (Mme Renée BENCHIMOL-LAURIBE)
- 0 Abstention
- 0 Ne prend pas part au vote

2024-66. Budget Supplémentaire - Budget Annexe Transports Urbains et Mobilités - Exercice 2024

Le rapporteur expose que le Compte Administratif 2023 du Budget Annexe « Transports Urbains et Mobilités » a fait apparaître respectivement le résultat de clôture, les restes à réaliser en investissement en dépenses.

Ainsi, le budget supplémentaire proposé au vote, reprend :

- L'affectation des résultats constatée à la clôture de l'exercice 2023,
- La prise en compte des restes à réaliser d'investissement.

Outre ces deux aspects, le budget supplémentaire -comme les décisions modificatives- est un document budgétaire qui permet d'ajuster les crédits votés précédemment, à la hausse comme à la baisse, et ceci pour les deux sections concernées, soit le fonctionnement et l'investissement.

Le réajustement des crédits en investissement concerne l'ajout 18 950,00 € concernant le paiement de l'assistance à maîtrise d'ouvrage au sujet du nouveau contrat de mobilité, la diminution de l'emprunt initialement budgété pour (- 99 150 € en recettes). L'équilibre est assuré par le résultat excédentaire.

Après avoir entendu le rapporteur,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment l'article L. 1612-11,

Vu l'Instruction Budgétaire et Comptable M4,

Vu les statuts de Saintes - Grandes Rives - L'Agglo annexés à l'arrêté préfectoral du 31 octobre 2023, et notamment l'article 6, I, 2°) « Aménagement de l'espace communautaire », et notamment l'organisation de la mobilité au sens du titre III du livre II de la 1^{ère} partie du Code des Transports, sous réserve de l'article L.3421-2 du même code,

Vu le budget primitif 2024 voté le 15 décembre 2023, par délibération n°2023-229 du Conseil Communautaire,

Vu le compte administratif 2023 du Budget Annexe Transports Urbains et Mobilités, voté le 10 avril 2024, par délibération du Conseil Communautaire,

Vu la délibération du Conseil Communautaire en date du 10 avril 2024 portant affectation des résultats de l'exercice 2023 du Budget Annexe Transports Urbains et Mobilités,

Considérant qu'il convient de prendre en compte l'affectation du résultat du Budget Annexe Transports Urbains et Mobilités,

Considérant la nécessité de procéder à un ajustement des crédits du Budget Annexe « Transports Urbains et Mobilités ».

Considérant l'avis favorable de la commission Finances du 29 mars 2024,

Compte tenu de la présentation du rapport ci-dessous exposé,

SECTION DE FONCTIONNEMENT					
Chapitres	Dépenses		Chapitres	Recettes	
67	Charges exceptionnelles (pour équilibre)	1 138 530,98 €	002	Excédent de fonctionnement reporté	1 138 530,98 €
TOTAL		1 138 530,98 €	TOTAL		1 138 530,98 €

SECTION D'INVESTISSEMENT					
	Dépenses			Recettes	
20	Logiciels études	18 950,00 €	16	Emprunts	- 99 150,00 €
21	Immobilisations corporelles (pour équilibre)	84 208,97 €	001	Excédent d'investissement reporté	515 674,10 €
	Reports	313 365,13 €			
TOTAL		416 524,10 €	TOTAL		416 524,10 €

Il est proposé au Conseil Communautaire :

- **d'approuver** le Budget Supplémentaire du Budget Annexe « Transports Urbains et Mobilités » pour l'exercice 2024, par chapitre pour la section de fonctionnement et au niveau du chapitre ou par opération pour la section d'investissement, conformément aux éléments ci-dessus mentionnés.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

ADOpte à la majorité l'ensemble de ces propositions par :

- 52 Voix pour
- 1 Voix contre (Mme Renée BENCHIMOL-LAURIBE)
- 0 Abstention
- 0 Ne prend pas part au vote

2024-67. Budget Supplémentaire - Budget Annexe Hôtel d'Entreprises - Exercice 2024

Le rapporteur expose que le Compte Administratif 2023 du Budget Annexe « Hôtel d'Entreprises » a fait apparaître le résultat de clôture.

Ainsi, le budget supplémentaire proposé au vote, reprend l'affectation des résultats constatée à la clôture de l'exercice 2023.

En outre, le budget supplémentaire -comme les décisions modificatives- est un document budgétaire qui permet d'ajuster les crédits votés précédemment, à la hausse comme à la baisse, et ceci pour les deux sections concernées, soit le fonctionnement et l'investissement.

Le réajustement de crédit, consiste en investissement à ajouter 1 500 € sur le chapitre 16 en prévision d'éventuel remboursement de caution qui pourrait être demandé par les locataires.

Après en avoir entendu le rapporteur,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 1612-11,

Vu l'Instruction Budgétaire et Comptable M57,

Vu les statuts de Saintes – Grandes Rives – L'Agglo annexés à l'arrêté préfectoral du 31 octobre 2023, et notamment l'article 6, I, 1°) « Développement Economique »,

Vu le budget primitif 2023 voté le 15 décembre 2023, par délibération n°2023-230 du Conseil Communautaire,

Vu le compte administratif 2023 du Budget Annexe Hôtel d'Entreprises, voté le 10 avril 2024, par délibération du Conseil Communautaire,

Vu la délibération du Conseil Communautaire en date du 10 avril 2024 portant affectation des résultats de l'exercice 2023 du Budget Annexe Hôtel d'Entreprises,

Considérant qu'il convient de prendre en compte l'affectation du résultat du Budget Annexe « Hôtel d'Entreprises »,

Considérant la nécessité de procéder à un ajustement des crédits du Budget Annexe « Hôtel d'entreprises »,

Considérant l'avis favorable de la commission Finances du 29 mars 2024,

Compte tenu de la présentation du rapport ci-dessous relatif au budget supplémentaire de l'exercice 2023,

SECTION DE FONCTIONNEMENT					
Chapitres	Dépenses		Chapitres	Recettes	
65	Charges exceptionnelles (pour équilibre)	33 814,42 €	002	Excédent de fonctionnement reporté	33 814,42 €
TOTAL		33 814,42 €	TOTAL		33 814,42 €

SECTION D'INVESTISSEMENT					
Dépenses			Recettes		
16	Remboursement d'emprunt	1 500,00 €	001	Excédent d'investissement reporté	103 937,90 €
21	Immobilisations corporelles (pour équilibre)	102 437,90 €			
TOTAL		103 937,90 €	TOTAL		103 937,90 €

Il est proposé au Conseil Communautaire :

- **d'approuver** le Budget Supplémentaire du Budget Annexe « Hôtel d'Entreprises » pour l'exercice 2024, par chapitre pour la section de fonctionnement et au niveau du chapitre ou par opération pour la section d'investissement, conformément aux éléments ci-dessus mentionnés.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

ADOpte à la majorité l'ensemble de ces propositions par :

- 52 Voix pour

- 1 Voix contre (Mme Renée BENCHIMOL-LAURIBE)
- 0 Abstention
- 0 Ne prend pas part au vote

2024-68. Budget Supplémentaire - Budget Annexe ZAC Centre Atlantique - Exercice 2024

Le rapporteur expose que le compte administratif 2023 du Budget Annexe « ZAC Centre Atlantique » a fait apparaître le résultat de clôture.

Ainsi, le budget supplémentaire proposé au vote, reprend l'affectation des résultats constatée à la clôture de l'exercice 2023.

En outre, le budget supplémentaire, comme les décisions modificatives, est un document budgétaire qui permet d'ajuster les crédits votés précédemment, à la hausse comme à la baisse, et ceci pour les deux sections concernées, soit le fonctionnement et l'investissement.

Après avoir entendu le rapporteur,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 1612-11,

Vu l'Instruction Budgétaire et Comptable M57,

Vu les statuts de Saintes – Grandes Rives – L'Agglo annexés à l'arrêté préfectoral du 31 octobre 2023, et notamment l'article 6, I, 1°) « Développement Economique »,

Vu le budget primitif 2024 voté le 15 décembre 2023, par délibération n°2023-231 du Conseil Communautaire,

Vu le compte administratif 2023 du Budget Annexe ZAC Centre Atlantique, voté le 10 avril 2024, par délibération du Conseil Communautaire,

Vu la délibération du Conseil Communautaire en date du 10 avril 2024 portant affectation des résultats de l'exercice 2023 du Budget Annexe ZAC Centre Atlantique,

Considérant qu'il convient de prendre en compte l'affectation du résultat du Budget Annexe ZAC Centre Atlantique,

Considérant la nécessité de procéder à un ajustement des crédits du Budget Annexe ZAC Centre Atlantique,

Considérant l'avis favorable de la commission Finances du 29 mars 2024,

Considérant la présentation du rapport ci-dessous exposé,

La section de fonctionnement s'équilibre à 4 178 299,11 €

- Les recettes intègrent la cession de terrains aménagés pour 1 548 094 € (Chap. 70), l'excédent de fonctionnement au 002 pour 954,35 €. Au chapitre 042, 2 629 250,76 € pour l'intégration du stock final
- Les dépenses correspondent aux flux d'actualisation de terrains aménagés

La section d'investissement s'équilibre : 4 124 532,11 €

- En recette :
 - La matérialisation du non recours à l'emprunt préalablement budgété : - 53 767 €
 - La valorisation du stock de terrain aménagés pour 4 178 299, 11 €
- Les dépenses :
 - Au chapitre 16 : 527 197,65 € de remboursement de l'avance accordée par le budget principal
 - Au chapitre 040 : 2 629 250,76 € pour l'intégration du stock final

- Au 001 le déficit d'investissement pour 968 083,70 €

SECTION DE FONCTIONNEMENT

Chapitres	Dépenses		Chapitres	Recettes	
042	Sortie terrains vendus 71355	4 178 299,11 €	71355-042	Intégration du stock final	2 629 250,76 €
			002	Excédent de fonctionnement reporté	954,35 €
			70	Ventes diverses	1 548 094,00 €
		TOTAL			4 178 299,11 €
		4 178 299,11 €			4 178 299,11 €

SECTION D'INVESTISSEMENT

	Dépenses			Recettes	
168758	Avance du budget principal	527 197,65 €	16	Emprunts	- 53 767,00 €
3555-040	Stock final	2 629 250,76 €	040	Sortie terrains vendus 3355	4 178 299,11 €
001	Déficit d'investissement reporté	968 083,70 €			
		TOTAL			4 124 532,11 €
		4 124 532,11 €			4 124 532,11 €

Il est proposé au Conseil Communautaire :

- **d'approuver** le Budget Supplémentaire du Budget Annexe « ZAC Centre Atlantique » pour l'exercice 2024, au niveau du chapitre ou par opération pour la section d'investissement, conformément aux éléments ci-dessus mentionnés.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

ADOpte à la majorité l'ensemble de ces propositions par :

- 52 Voix pour
- 1 Voix contre (Mme Renée BENCHIMOL-LAURIBE)
- 0 Abstention
- 0 Ne prend pas part au vote

2024-69. Budget Supplémentaire - Budget Annexe ZAC Charriers Sud - Exercice 2024

Le rapporteur expose que le compte administratif 2023 du Budget Annexe « ZAC Les Charriers sud » a fait apparaître le résultat de clôture.

Ainsi, le budget supplémentaire proposé au vote, reprend l'affectation des résultats constatée à la clôture de l'exercice 2023.

En outre, le budget supplémentaire -comme les décisions modificatives- est un document budgétaire qui permet d'ajuster les crédits votés précédemment, à la hausse comme à la baisse, et ceci pour les deux sections concernées, soit le fonctionnement et l'investissement.

Après avoir entendu le rapporteur,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 1612-11,

Vu l'Instruction Budgétaire et Comptable M57,

Vu les statuts de Saintes - Grandes Rives - L'Agglo annexés à l'arrêté préfectoral du 31 octobre 2023, et notamment l'article 6, I, 1°) « Développement Economique »,

Vu le budget primitif 2024 voté le 15 décembre 2023, par délibération n°2023-232 du Conseil Communautaire,

Vu le compte administratif 2023 du Budget Annexe ZAC Charriers Sud, voté le 10 avril 2024, par délibération du Conseil Communautaire,

Vu la délibération du Conseil Communautaire en date du 10 avril 2024 portant affectation des résultats de l'exercice 2023 du Budget Annexe ZAC Charriers Sud,
Considérant qu'il convient de prendre en compte l'affectation du résultat du Budget Annexe ZAC Charriers Sud,

Considérant l'avis favorable de la commission Finances du 29 mars 2024,

Compte tenu de la présentation du rapport ci-dessous exposé,

La section d'investissement s'équilibre à **307 267,82 €**. Le déficit d'investissement constaté s'équilibre par un emprunt.

SECTION D'INVESTISSEMENT					
Dépenses			Recettes		
001	Déficit d'investissement reporté	307 267,82 €	16	Emprunts	307 267,82 €
	TOTAL	307 267,82 €		TOTAL	307 267,82 €

Il est proposé au Conseil Communautaire :

- **d'approuver** le Budget Supplémentaire du Budget Annexe « ZAC Les Charriers sud » pour l'exercice 2024, au niveau du chapitre ou par opération pour la section d'investissement, conformément aux éléments ci-dessus mentionnés.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

ADOpte à la majorité l'ensemble de ces propositions par :

- 52 Voix pour
- 1 Voix contre (Mme Renée BENCHIMOL-LAURIBE)
- 0 Abstention
- 0 Ne prend pas part au vote

2024-70. Budget Supplémentaire - Budget Annexe ZA La Sauzaie - Exercice 2024

Le rapporteur expose que le compte administratif 2023 du Budget Annexe « ZA La Sauzaie » a fait apparaître le résultat de clôture.

Ainsi, le budget supplémentaire proposé au vote, reprend l'affectation des résultats constatée à la clôture de l'exercice 2023.

En outre, le budget supplémentaire -comme les décisions modificatives- est un document budgétaire qui permet d'ajuster les crédits votés précédemment, à la hausse comme à la baisse, et ceci pour les deux sections concernées, soit le fonctionnement et l'investissement.

Après en avoir entendu le rapporteur,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 1612-11,

Vu l'Instruction Budgétaire et Comptable M57,

Vu les statuts de Saintes - Grandes Rives - L'Agglo annexés à l'arrêté préfectoral du 31 octobre 2023, et notamment l'article 6, I, 1°) « Développement Economique »,

Vu le budget primitif 2024 voté le 15 décembre 2023, par délibération n°2023-233 du Conseil Communautaire,

Vu le compte administratif 2023 du Budget Annexe « ZA La Sauzaie », voté le 10 avril 2024, par délibération du Conseil Communautaire,

Vu la délibération du Conseil Communautaire en date du 10 avril 2024 portant affectation des résultats de l'exercice 2023 du Budget Annexe « ZA La Sauzaie »,

Considérant qu'il convient de prendre en compte l'affectation du résultat du Budget Annexe « ZA La Sauzaie »,

Considérant l'avis favorable de la commission des finances du 29 mars 2024,

Compte tenu de la présentation du rapport ci-dessous relatif au budget supplémentaire de l'exercice 2024,

La section de fonctionnement s'équilibre à 596 822,06 €.

Les recettes intègrent :

- la cession de terrains aménagés pour 404 960,00 € (chap. 70).
- Et l'excédent de fonctionnement (chap 002) pour 191 862,06 €

Les dépenses correspondent :

- l'affectation en réserve pour équilibre pour 191 862,06 € (chap. 011).
- à la variation des en-cours de production de biens pour 404 960 € (chap. 042)

La section d'investissement s'équilibre à 520 103,79 €

Le déficit d'investissement est inscrit en **dépenses** pour 520 103,79 €.

Les recettes correspondent :

- à la valorisation du stock de terrains aménagés pour 404 960,00 € (chap. 040).
- à un emprunt d'équilibre pour un montant de 115 143,79 € (chap. 16).

SECTION DE FONCTIONNEMENT

Chapitres	Dépenses		Chapitres	Recettes	
011	Charges à caractères générales (pour équilibre)	191 862,06 €	70	Ventes diverses	404 960,00 €
042	Sortie terrains vendus 71355	404 960,00 €	002	Excédent de fonctionnement reporté	191 862,06 €
TOTAL		596 822,06 €	TOTAL		596 822,06 €

SECTION D'INVESTISSEMENT

Dépenses			Recettes		
001	Déficit d'investissement reporté	520 103,79 €	16	Emprunts	115 143,79 €
			040	Sortie terrains vendus 3355	404 960,00 €
TOTAL		520 103,79 €	TOTAL		520 103,79 €

Il est proposé au Conseil Communautaire :

- **d'approuver** le Budget Supplémentaire du Budget Annexe « ZA La Sauzaie » pour l'exercice 2024, par nature, au niveau du chapitre pour la section de fonctionnement et d'investissement, conformément aux éléments ci-dessus mentionnés.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

ADOpte à la majorité l'ensemble de ces propositions par :

- 52 Voix pour
- 1 Voix contre (Mme Renée BENCHIMOL-LAURIBE)
- 0 Abstention
- 0 Ne prend pas part au vote

2024-71. Budget Supplémentaire - Budget Annexe Zones d'Activités Communautaires - Exercice 2024

Le rapporteur expose que le compte administratif 2023 du Budget Annexe « Zones d'Activités Communautaires » a fait apparaître le résultat de clôture.

Ainsi, le budget supplémentaire proposé au vote, reprend l'affectation des résultats constatée à la clôture de l'exercice 2023.

En outre, le budget supplémentaire -comme les décisions modificatives- est un document budgétaire qui permet d'ajuster les crédits votés précédemment, à la hausse comme à la baisse, et ceci pour les deux sections concernées, soit le fonctionnement et l'investissement.

Après en avoir entendu le rapporteur,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 1612-11,

Vu l'Instruction Budgétaire et Comptable M57,

Vu les statuts de Saintes - Grandes Rives - L'Agglo annexés à l'arrêté préfectoral du 31 octobre 2023, et notamment l'article 6, I, 1°) « Développement Economique »,

Vu le budget primitif 2024 voté le 15 décembre 2023, par délibération n°2023-234 du Conseil Communautaire,

Vu le compte administratif 2023 du Budget Annexe « Zones d'Activités Communautaires », voté le 10 avril 2024, par délibération du Conseil Communautaire,

Vu la délibération du Conseil Communautaire en date du 10 avril 2024 portant affectation des résultats de l'exercice 2023 du Budget Annexe « Zones d'Activités Communautaires »,

Considérant qu'il convient de prendre en compte l'affectation du résultat du Budget Annexe « Zones d'Activités Communautaires »,

Considérant l'avis favorable de la commission des finances du 29 mars 2024,

Compte tenu de la présentation du rapport ci-dessous relatif au budget supplémentaire de l'exercice 2024,

SECTION DE FONCTIONNEMENT

Chapitres	Dépenses		Chapitres	Recettes	
011	Charges à caractères générales (pour équilibre)		70	Ventes diverses	
TOTAL		- €	TOTAL		- €

SECTION D'INVESTISSEMENT

	Dépenses			Recettes	
001	Déficit d'investissement reporté	264 188,43 €	16	Emprunts	264 188,43 €
TOTAL		264 188,43 €	TOTAL		264 188,43 €

Il est proposé au Conseil Communautaire :

- **d'approuver** le Budget Supplémentaire du Budget Annexe « Zones d'Activités Communautaires » pour l'exercice 2024, par nature, au niveau du chapitre pour la section de fonctionnement et d'investissement, conformément aux éléments ci-dessus mentionnés.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

ADOpte à la majorité l'ensemble de ces propositions par :

- 52 Voix pour
- 1 Voix contre (Mme Renée BENCHIMOL-LAURIBE)
- 0 Abstention
- 0 Ne prend pas part au vote

2024-72. Bilan annuel des Autorisations de Programme / Crédits de Paiement (AP/CP)

Le rapporteur rappelle que les Autorisations de Programmes et Crédits de Paiement (AP/CP) sont régies par les articles L. 5211-36, L. 2311-3 et R. 2311-9 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) et sont destinées à faciliter la gestion des investissements pluriannuels.

Les Autorisations de Programme (AP) sont les limites supérieures des dépenses qui peuvent être engagées pour le financement des investissements. Elles sont sans limite de durée jusqu'à ce qu'il soit décidé de leur annulation. Elles peuvent être révisées chaque année.

Les Crédits de Paiement (CP) constituent la limite supérieure des dépenses pouvant être mandatées pour couvrir des engagements contractés dans le cadre des AP.

En tenant compte de l'avancement des opérations, il est nécessaire d'ajuster les AP/CP soit au niveau de l'échelonnement des crédits de paiement, soit au niveau de l'autorisation de programme et des crédits de paiement, s'il y a lieu.

Après avoir entendu le rapporteur,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 1612-1, L. 2311-3 et R. 2311-9,

Vu les statuts de Saintes - Grandes Rives - L'Agglo annexés à l'arrêté préfectoral du 31 octobre 2023,

Vu la délibération 2023_226 du 15 décembre 2023, portant ajustement des Autorisations de Programme / Crédits de paiement du Budget Principal et des budgets annexes,

Considérant l'avis favorable de la commission des finances du 29 mars 2024,

Considérant que, chaque année, obligation est faite de réaliser un bilan des autorisations de programme et de crédits de paiement (AP/CP) en cours et d'effectuer, éventuellement, les modifications qui s'imposent du fait des adaptations apportées ou subies par les différents programmes.

Considérant qu'il est proposé de constater la réalisation 2023 et d'apporter les modifications qui s'imposent, soit au niveau de l'échelonnement des crédits de paiement, soit au niveau de l'autorisation de programme et des crédits de paiement, s'il y a lieu.

Budget Principal

❖ AP/CP Programme Local de l'Habitat 2017-2022 :

Par délibération n°2023-226 du 15 décembre 2023, le Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération de Saintes a ajusté la répartition des crédits de paiement comme suit :

	CP réalisés					CP prévisionnels		
Autorisation de programme	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025
3 713 841 €	18 000 €	199 324,18€	258 840,19€	220 034,68€	586 354.35€	1 428 000 €	998 809 €	4 478,60 €

➤ Au vu des crédits réalisés en 2023 et des prévisions de réalisation pour les années suivantes, il convient d'augmenter l'autorisation de programme ainsi que sa durée et d'ajuster la ventilation des crédits de paiement de la façon suivante :

	CP réalisés			CP prévisionnels			
Autorisation de programme	2018 à 2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027
3 960 444.56 €	696 199,05€	586 354,35€	369 082,16€	998 809 €	500 000€	500 000€	310 000€

❖ **AP/CP Développement des énergies renouvelables :**

Par délibération n°2023-226 du 15 décembre 2023, le Conseil Communautaire de l'Agglomération de Saintes a ventilé la répartition des crédits de paiement comme suit :

	CP réalisés		CP prévisionnels			
Autorisation de programme	2021	2022	2023	2024	2025	2026
1 000 000 €	0 €	0 €	250 000 €	200 000 €	200 000 €	350 000 €

➤ Au vu des crédits réalisés en 2023 et des prévisions de réalisation pour les années suivantes, il convient d'ajuster la ventilation des crédits de paiement de la façon suivante :

	CP réalisés			CP prévisionnels		
Autorisation de programme	2021	2022	2023	2024	2025	2026
1 000 000 €	0 €	0 €	200 500€	200 000€	200 000€	399 500€

❖ **AP/CP « PLUi » :**

Par délibération n°2023-226 du 15 décembre 2023, le Conseil Communautaire de l'Agglomération de Saintes a décidé d'ajuster les crédits de paiement comme suit :

	CP réalisés		CP prévisionnels		
Autorisation de programme	2021	2022	2023	2024	2025
990 000 €	224,38 €	3 254,20 €	263 796 €	188 476 €	534 249,42 €

➤ Au vu des crédits réalisés en 2023 et des prévisions de réalisation pour les années suivantes, il convient d'ajuster la ventilation des crédits de paiement de la façon suivante :

	CP réalisés			CP prévisionnels	
Autorisation de programme	2021	2022	2023	2024	2025
990 000 €	224,38€	3 254,20€	113 801€	188 476€	684 244,42€

Budget Annexe ZAC Centre Atlantique

❖ AP/CP « ZAC Centre Atlantique » :

Par délibération n°2023-226 du 15 décembre 2023, le Conseil Communautaire de l'Agglomération de Saintes a ajusté la répartition des crédits de paiement comme suit :

Autorisation de programme	CP réalisés			CP prévisionnels		
	Réalisations cumulées au 31/12/2020	2021	2022	2023	2024	2025
12 646 292,40 €	7 969 588,10€	47 192,89 €	140 011,50 €	1 888 644 €	1 494 327 €	1 106 528,91 €

- L'inscription du crédit de paiement de 2024 pour un montant de 1 494 327 € étant erroné, il convient de le corriger et de le porter à 53 767 € tel qu'indiqué au Budget Primitif 2024. Par ailleurs, au vu des crédits réalisés en 2023 et des prévisions de réalisation pour les années suivantes, il convient d'ajuster la ventilation des crédits de paiement de la façon suivante :

Autorisation de programme	CP réalisés				CP prévisionnels	
	Réalisations cumulées au 31/12/2020	2021	2022	2023	2024	2025
12 646 292,40 €	7 969 588,10€	47 192,89€	140 011,50€	105 896,15€	53 767€	4 329 836,76€

Budget Annexe ZAC des Charriers Sud

❖ AP/CP « ZAC des Charriers Sud » :

Par délibération n°2023-226 du 15 décembre 2023, le Conseil Communautaire de l'Agglomération de Saintes a ajusté la répartition des crédits de paiement comme suit :

Autorisation de programme	CP réalisés			CP prévisionnels			
	Réalisations cumulées au 31/12/2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026
15 993 749,84 €	210 682,55€	703,27 €	4 200 €	1 266 508 €	1 358 100 €	9 372 443,45 €	3 781 112,57 €

- Au vu des crédits réalisés en 2023 et des prévisions de réalisation pour les années suivantes, il convient d'ajuster la ventilation des crédits de paiement de la façon suivante :

Autorisation de programme	CP réalisés				CP prévisionnels		
	Réalisations cumulées au 31/12/2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026
15 993 749,84 €	210 682,55€	703,27€	4 200€	98 157€	1 358 100€	9 372 443,45€	4 949 463,57€

Budget Annexe ZA La Sauzaie

❖ AP/CP « ZA La Sauzaie » :

Par délibération n°2023-226 du 15 décembre 2023, le Conseil Communautaire de l'Agglomération de Saintes a ajusté les crédits de paiement de la façon suivante :

Autorisation de programme	CP réalisés				CP prévisionnels	
	Réalisations cumulées au 31/12/2019	2020	2021	2022	2023	2024
738 689,38 €	218 137,91€	341 063,58 €	144 217,04 €	1 270,85 €	12 000 €	22 000 €

- Au vu des crédits non réalisés en 2023 et des prévisions de réalisation pour l'année 2024, il convient de réduire le montant de l'autorisation de programme et d'ajuster la ventilation des crédits de paiement de la façon suivante :

Autorisation de programme	CP réalisés					CP prévisionnels
	Réalisations cumulées au 31/12/2019	2020	2021	2022	2023	2024
726 689,38€	218 137,91€	341 063,58 €	144 217,04 €	1 270,85 €	0 €	22 000 €

Il est proposé au Conseil Communautaire :

- **d'approuver** l'ensemble des modifications d'autorisations de programme et des crédits de paiement tels que décrits ci-dessus.

- **d'autoriser** Monsieur le Président ou son représentant délégué en charge des Finances à liquider et mandater les dépenses à hauteur des crédits de paiement 2024 approuvés dans les autorisations de programme et d'engagement et crédits de paiement.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

ADOpte à la majorité l'ensemble de ces propositions par :

- 52 Voix pour
- 1 Voix contre (Mme Renée BENCHIMOL-LAURIBE)
- 0 Abstention
- 0 Ne prend pas part au vote

Les délibérations n°2024-73 à 2024-75 sont présentées de manière groupée.

Monsieur Philippe CALLAUD indique que la commune de Saint-Césaire souhaite faire l'acquisition d'un bâtiment dans le cadre de la revitalisation du centre-bourg. La commune de Préguiillac prévoit quant à elle des travaux dans la cour de l'école. Enfin, la commune de Saint-Georges-des-Coteaux envisage des travaux de réhabilitation d'un bâtiment, qui pourra recevoir le nouvel accueil périscolaire et les activités des associations.

En l'absence d'interrogations, le Président soumet les délibérations au vote.

2024-73. Attribution d'un fonds de concours élargi au bénéfice de la commune de Saint Césaire

Le rapporteur informe l'assemblée que la commune de Saint-Césaire souhaite dans le cadre de la revitalisation du centre bourg, faire l'acquisition d'un bâtiment. La commune souhaite réhabiliter ce bâtiment afin d'y créer diverses activités (espace citoyen, bar associatif, café connecté, petite restauration, vente de produits locaux, etc. ...). Le montant de cette acquisition est de 110 000 € H.T.

La commune sollicite, à cet égard, la participation financière de Saintes Grandes Rives, l'Agglo en vertu de son dispositif « fonds de concours élargi » issu de la délibération n°2022-17 du Conseil Communautaire en date du 10 février 2022 qui intervient sur le reste à charge de la commune.

Le plan de financement prévisionnel HT de cette opération s'établit, en recettes, comme suit :

Organismes	Montants sollicités HT
Conseil Départemental de la Charente Maritime	44 000 €
Commune	33 000 €
Saintes - Grandes Rives - l'Agglo	33 000 €
TOTAL	110 000 €

Il est ainsi proposé au Conseil Communautaire d'approuver le versement par Saintes Grandes Rives, l'Agglo d'un fonds de concours d'un montant de 33 000 € à la commune de Saint-Césaire pour l'acquisition de ce bâtiment.

Après avoir entendu le rapporteur,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment l'article L.5216-5 VI qui prévoit qu' « Afin de financer la réalisation ou le fonctionnement d'un équipement, des fonds de concours peuvent être versés entre la communauté d'agglomération et les communes membres après accords concordants exprimés à la majorité simple du conseil communautaire et des conseils municipaux concernés. Le montant total des fonds de concours ne peut excéder la part du financement assurée, hors subventions, par le bénéficiaire du fonds de concours »,

Vu les statuts de « Saintes - Grandes Rives - L'Agglo » annexés à l'arrêté préfectoral du 31 octobre 2023,

Vu la délibération n°2022-17 du Conseil Communautaire en date du 10 février 2022 portant sur le fonds de concours élargi,

Vu la demande en date du 14 février 2024 de Madame le Maire de Saint-Césaire, portant sur l'acquisition d'un bâtiment,

Considérant tout l'intérêt de ce projet pour la commune de Saint-Césaire,

Considérant que les crédits nécessaires seront inscrits au budget principal 2024 au compte 2041411,

Il est proposé au Conseil Communautaire :

- **d'approuver** le versement par Saintes Grandes Rives, l'Agglo d'un fonds de concours d'un montant de 33 000 € à la commune de Saint-Césaire pour l'acquisition d'un bâtiment.

- **de préciser** que ce fonds de concours ne sera versé qu'après production des factures de réalisation des travaux par la commune et qu'il ne pourra, en aucun cas, dépasser la part du financement assurée par la commune, une fois déduites les différentes subventions obtenues auprès des partenaires financiers.

- **d'autoriser** Monsieur le Président, ou son représentant en charge des finances, à signer tous documents à intervenir dans le cadre de la présente délibération.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

ADOpte à l'unanimité l'ensemble de ces propositions par :

- 52 Voix pour
- 0 Voix contre
- 0 Abstention
- 1 élue ne prend pas part au vote (Mme Sylvie BEGIN)

2024-74. Attribution d'un fonds de concours élargi au bénéfice de la commune de Préguillac

Le rapporteur informe l'assemblée que la commune de Préguillac souhaite effectuer des travaux de réhabilitation de la cour de l'école (végétalisation de l'espace et marquage au sol), pour un montant de 40 614,33 € H.T.

La commune sollicite, à cet égard, la participation financière de Saintes Grandes Rives, l'Agglo en vertu de son dispositif « fonds de concours élargi » issu de la délibération n°2022-17 du Conseil Communautaire en date du 10 février 2022 qui intervient sur le reste à charge de la commune.

Le plan de financement prévisionnel HT de cette opération s'établit, en recettes, comme suit :

Organismes	Montants sollicités HT
Conseil Départemental de la Charente Maritime	14 215,01 €
Commune	13 199,66 €
Saintes Grandes Rives - l'Agglo	13 199,66 €
TOTAL	40 614,33 €

Il est ainsi proposé au Conseil Communautaire d'approuver le versement par Saintes Grandes Rives, l'Agglo d'un fonds de concours d'un montant de 13 199,66 € à la commune de Préguillac pour des travaux de réhabilitation de la cour de l'école.

Après avoir entendu le rapporteur,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment l'article L.5216-5 VI qui prévoit qu' « Afin de financer la réalisation ou le fonctionnement d'un équipement, des fonds de concours peuvent être versés entre la communauté d'agglomération et les communes membres après accords concordants exprimés à la majorité simple du conseil communautaire et des conseils municipaux concernés. Le montant total des fonds de concours ne peut excéder la part du financement assurée, hors subventions, par le bénéficiaire du fonds de concours »,

Vu les statuts de « Saintes - Grandes Rives - L'Agglo » annexés à l'arrêté préfectoral du 31 octobre 2023,

Vu la délibération n°2022-17 du Conseil Communautaire en date du 10 février 2022 portant sur le fonds de concours élargi,

Vu la demande en date du 14 mars 2024 de Madame le Maire de Préguillac, pour des travaux de réhabilitation de la cour de l'école,

Considérant tout l'intérêt de ce projet pour la commune de Préguillac,

Considérant que les crédits nécessaires seront inscrits au budget principal 2024 au compte 2041411,

Il est proposé au Conseil Communautaire :

- **d'approuver** le versement par Saintes Grandes Rives, l'Agglo d'un fonds de concours d'un montant de 13 199,66 € à la commune de Préguillac pour des travaux de réhabilitation de la cour de l'école.

- **de préciser** que ce fonds de concours ne sera versé qu'après production des factures de réalisation des travaux par la commune et qu'il ne pourra, en aucun cas, dépasser la part du financement assurée par la commune, une fois déduites les différentes subventions obtenues auprès des partenaires financiers.

- **d'autoriser** Monsieur le Président, ou son représentant en charge des finances, à signer tous documents à intervenir dans le cadre de la présente délibération.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

ADOpte à l'unanimité l'ensemble de ces propositions par :

- 52 Voix pour
- 0 Voix contre
- 0 Abstention
- 1 élue ne prend pas part au vote (Mme Martine MIRANDE)

2024-75. Attribution d'un fonds de concours élargi au bénéfice de la commune de Saint Georges des Coteaux

Le rapporteur informe l'assemblée que la commune de Saint Georges des Coteaux a vu la fréquentation de son accueil périscolaire augmenter. Le bâtiment hébergeant cet accueil actuellement est devenu inapproprié. Par ailleurs, des salles associatives situées 3 rue des écoles, ne sont plus adaptées aux pratiques exercées dans ce lieu. La commune a fait l'acquisition d'un bâtiment qui pourrait héberger à la fois l'accueil périscolaire et les salles associatives. Ce bâtiment nécessite de gros travaux de réhabilitation. Le montant de ces travaux est de 942 920 € H.T.

La commune sollicite, à cet égard, la participation financière de Saintes Grandes Rives, l'Agglo en vertu de son dispositif « fonds de concours élargi » issu de la délibération n°2022-17 du Conseil Communautaire en date du 10 février 2022 qui intervient sur le reste à charge de la commune.

Le plan de financement prévisionnel HT de cette opération s'établit, en recettes, comme suit :

Organismes	Montants sollicités HT
Fonds verts	320 656 €
Caisse d'Allocations Familiales	246 478 €
Conseil Départemental de la Charente Maritime	90 000 €
Commune	235 786 €
Saintes Grandes Rives - L'Agglo	50 000 €
TOTAL	942 920 €

Il est ainsi proposé au Conseil Communautaire d'approuver le versement par Saintes Grandes Rives, l'Agglo d'un fonds de concours d'un montant de 50 000 € à la commune de Saint Georges des Coteaux pour financer des travaux de réhabilitation d'un bâtiment qui pourra recevoir le nouvel accueil périscolaire et les activités des associations.

Après avoir entendu le rapporteur,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment l'article L.5216-5 VI qui prévoit qu'« Afin de financer la réalisation ou le fonctionnement d'un équipement, des fonds de concours peuvent être versés entre la communauté d'agglomération et les communes membres après accords concordants exprimés à la majorité simple du conseil communautaire et des conseils municipaux concernés. Le montant total des fonds de concours ne peut excéder la part du financement assurée, hors subventions, par le bénéficiaire du fonds de concours »,

Vu les statuts de « Saintes - Grandes Rives - L'Agglo » annexés à l'arrêté préfectoral du 31 octobre 2023,

Vu la délibération n°2022-17 du Conseil Communautaire en date du 10 février 2022 portant sur le fonds de concours élargi,

Vu la demande en date du 1^{er} mars 2024 de Monsieur le Maire de Saint Georges des Coteaux, portant sur des travaux de réhabilitation d'un bâtiment qui pourra recevoir le nouvel accueil périscolaire et les activités des associations,

Considérant tout l'intérêt de ce projet pour la commune de Saint Georges des Coteaux,

Considérant que les crédits nécessaires seront inscrits au budget principal 2024 au compte 2041411,

Il est proposé au Conseil Communautaire :

- **d'approuver** le versement par Saintes Grandes Rives, l'Agglo d'un fonds de concours d'un montant de 50 000 € à la commune de Saint Georges des Coteaux pour des travaux de réhabilitation d'un bâtiment qui pourra recevoir le nouvel accueil périscolaire et les activités des associations.

- **de préciser** que ce fonds de concours ne sera versé qu'après production des factures de réalisation des travaux par la commune et qu'il ne pourra, en aucun cas, dépasser la part du financement assurée par la commune, une fois déduites les différentes subventions obtenues auprès des partenaires financiers.

- **d'autoriser** Monsieur le Président, ou son représentant en charge des finances, à signer tous documents à intervenir dans le cadre de la présente délibération.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

ADOpte à l'unanimité l'ensemble de ces propositions par :

- 50 Voix pour
- 0 Voix contre
- 0 Abstention
- 3 élus ne prennent pas part au vote (Mme Amanda LESPINASSE et M. Frédéric ROUAN en son nom et celui de M. Bernard CHAIGNEAU)

Les délibérations n°2024-76 et 2024-77 sont présentées de manière groupée.

Monsieur Philippe CALLAUD présente les deux délibérations suivantes.

En l'absence de questions, le Président soumet les délibérations au vote

2024-76. Garantie d'emprunt à NOALIS pour l'Acquisition - Amélioration de 12 logements situés rue du Bastion à Saintes

Le rapporteur informe que Saintes Grandes Rives, l'Agglo a été saisie par NOALIS d'une demande de garantie d'emprunt d'un montant total de 709 604 € en vue de financer l'opération, Parc social Public, Acquisition - Amélioration de 12 logements situés Place du Bastion à Saintes.

Après consultation de plusieurs établissements bancaires, la Banque des Territoires du Groupe Caisse des Dépôts et Consignations a été retenue pour le financement de ce projet.

Un emprunt est contracté pour la réalisation de cette opération. Cet emprunt est constitué des 3 lignes suivantes :

PLAI foncier d'un montant de 46 992 €,

PLUS d'un montant de 344 074 €,

PLUS foncier d'un montant de 318 538 €.

L'exercice de la compétence communautaire « Équilibre Social de l'Habitat », ainsi que le règlement d'attribution des aides à la production de logement social, prévoient l'octroi d'une garantie d'emprunt sur l'ensemble des projets portés par les bailleurs sociaux dans le cadre d'une production neuve.

En conséquence, il est demandé au Conseil Communautaire de garantir cet emprunt d'un montant total de 709 604 € souscrit par NOALIS auprès de la Banque des Territoires à hauteur de 50%, dont le contrat est joint en annexe.

La présente garantie est sollicitée dans les conditions fixées ci-dessous.

Après avoir entendu le rapporteur,

Vu Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L. 2252-1 à L. 2252-4, L. 5111-4 et L. 5216-1 et suivants,

Vu le Code Civil et notamment l'article 2305,

Vu les statuts de Saintes - Grandes Rives - L'Agglo annexés à l'arrêté préfectoral du 31 octobre 2023, et notamment l'article 6, I, 3°), relatif à l'équilibre social de l'habitat et comprenant entre autres « les actions et aides financières en faveur du logement social d'intérêt communautaire »,

Vu la délibération n°2013-149 du Conseil Communautaire en date du 21 novembre 2013, transmise au contrôle de légalité le 03 décembre 2013, portant définition de l'intérêt communautaire de la compétence Équilibre Social de l'Habitat et notamment des actions et aides financières en faveur du logement social,

Vu la délibération n°2018-06 du Conseil Communautaire en date du 18 janvier 2018, transmise au contrôle de légalité le 25 janvier 2018, définissant les nouvelles modalités d'octroi des subventions de l'Agglomération de Saintes en faveur de la production de logements sociaux dans le cadre du PLH en vigueur,

Vu la délibération n°2019-180 du Conseil Communautaire en date du 7 novembre 2019, transmise au contrôle de légalité le 14 novembre 2019, portant modification de l'intérêt communautaire de la compétence « Équilibre Social de l'Habitat »,

Vu la délibération n°2023-11 du Conseil Communautaire en date du 1^{er} février 2023, transmise au contrôle de légalité le 7 février 2023, portant modification du règlement d'attribution des aides à la production de logement social,

Vu le Contrat de Prêt 156068 en annexe, signé entre NOALIS, ci-après l'Emprunteur, et la Caisse des dépôts et consignations,

Il est proposé au Conseil Communautaire :

Article 1 :

- d'accorder sa garantie à hauteur de 50 % pour le remboursement d'un Prêt d'un montant total de 709 604 € euros souscrit par NOALIS, ci-après l'Emprunteur auprès de la Caisse des dépôts et consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du Contrat de Prêt N° 156068, constitué de 3 Lignes du Prêt.

La garantie de la collectivité est accordée à hauteur de la somme en principal de trois cent cinquante-quatre mille huit cent deux (354 802 euros) augmentée de l'ensemble des sommes pouvant être dues au titre du contrat de Prêt.

Ledit Contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

Article 2 : La garantie est apportée aux conditions suivantes :

La garantie de la collectivité est accordée pour la durée totale du Contrat de Prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'Emprunteur dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité, à hauteur de la quote-part garantie expressément fixée dans le contrat.

Sur notification de l'impayé par lettre recommandée de la Caisse des dépôts et consignations, la collectivité s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à l'Emprunteur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Article 3 :

- de s'engager pendant toute la durée du Contrat de Prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges du prêt.

- d'autoriser le Président, ou son représentant en charge des Finances, à signer tous documents afférents à cette garantie d'emprunt.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

ADOpte à l'unanimité l'ensemble de ces propositions par :

- 53 Voix pour
- 0 Voix contre
- 0 Abstention
- 0 Ne prend pas part au vote

2024-77. Garantie d'emprunt à NOALIS pour l'Acquisition - Amélioration de 30 logements situés rue du Bastion à Saintes

Le rapporteur informe l'assemblée que Saintes Grandes Rives, l'Agglo a été saisie par NOALIS d'une demande de garantie d'un emprunt dont le montant total est de 1 276 285 € en vue de financer l'opération YELLOME, Hébergement des jeunes, Acquisition - Amélioration de 30 logements situés Place du Bastion à Saintes.

Après consultation de plusieurs établissements bancaires, la Banque des Territoires du Groupe Caisse des Dépôts et Consignations a été retenue pour le financement de ce projet.

Un emprunt est contracté pour la réalisation de cette opération. Cet emprunt est constitué des 2 lignes suivantes :

PLAI d'un montant de 762 495 €,

PLAI foncier d'un montant de 513 790 €

L'exercice de la compétence communautaire « Équilibre Social de l'Habitat », ainsi que le règlement d'attribution des aides à la production de logement social, prévoient l'octroi d'une garantie d'emprunt sur l'ensemble des projets portés par les bailleurs sociaux dans le cadre d'une production neuve.

En conséquence, il est demandé au Conseil Communautaire de garantir cet emprunt d'un montant total de 1 276 285 € souscrit par NOALIS auprès de la Banque des Territoires à hauteur de 50 %, dont le contrat est joint en annexe.

La présente garantie est sollicitée dans les conditions fixées ci-dessous.

Après avoir entendu le rapporteur,

Vu Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L. 2252-1 à L. 2252-4, L. 5111-4 et L 5216-1 et suivants,

Vu le Code Civil et notamment l'article 2305,

Vu les statuts de Saintes - Grandes Rives - L'Agglo annexés à l'arrêté préfectoral du 31 octobre 2023, et notamment l'article 6, I, 3°), relatif à l'équilibre social de l'habitat et comprenant entre autres « les actions et aides financières en faveur du logement social d'intérêt communautaire »,

Vu la délibération n°2013-149 du Conseil Communautaire en date du 21 novembre 2013 portant définition de l'intérêt communautaire de la compétence Équilibre Social de l'Habitat et notamment des actions et aides financières en faveur du logement social,

Vu la délibération n°2018-06 du Conseil Communautaire en date du 18 janvier 2018 définissant les nouvelles modalités d'octroi des subventions de la CDA de Saintes en faveur de la production de logements sociaux dans le cadre du PLH en vigueur,

Vu la délibération n°2019-180 du Conseil Communautaire en date du 7 novembre 2019 portant modification de l'intérêt communautaire de la compétence « Équilibre Social de l'Habitat »,

Vu la délibération n°2023-11 du Conseil Communautaire en date du 1^{er} février 2023, transmise au contrôle de légalité le 7 février 2023, portant modification du règlement d'attribution des aides à la production de logement social,

Vu le Contrat de Prêt 152889 en annexe, signé entre NOALIS, ci-après l'Emprunteur, et la Caisse des dépôts et consignations ;

Il est proposé au Conseil Communautaire :

Article 1 :

- d'accorder sa garantie à hauteur de 50 % pour le remboursement d'un Prêt d'un montant total de 1 276 285 euros souscrit par NOALIS, ci-après l'Emprunteur auprès de la Caisse des dépôts et consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du Contrat de Prêt N° 152889, constitué de 2 Lignes du Prêt.

La garantie de la collectivité est accordée à hauteur de la somme en principal de six cent trente-huit mille cent quarante-deux euros et cinquante centimes (638 142,50 euros) augmentée de l'ensemble des sommes pouvant être dues au titre du contrat de Prêt.

Ledit Contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

Article 2 : La garantie est apportée aux conditions suivantes :

La garantie de la collectivité est accordée pour la durée totale du Contrat de Prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'Emprunteur dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité à hauteur de la quote-part garantie expressément fixée dans le contrat.

Sur notification de l'impayé par lettre recommandée de la Caisse des dépôts et consignations, la collectivité s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à l'Emprunteur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Article 3 :

- de s'engager pendant toute la durée du Contrat de Prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges du prêt.

- **d'autoriser** le Président, ou son représentant en charge des Finances, à signer tous documents afférents à cette garantie d'emprunt.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

ADOpte à l'unanimité l'ensemble de ces propositions par :

- 53 Voix pour
- 0 Voix contre
- 0 Abstention
- 0 Ne prend pas part au vote

MARCHÉS PUBLICS

2024-78. Autorisation de signer le marché "Fournitures scolaires et pédagogiques - travaux manuels et livres"

Monsieur Francis GRELLIER rappelle que le marché concerne les fournitures scolaires et pédagogiques, ainsi que les travaux manuels et livres. Le marché a été constitué en trois lots, pour un délai partant de la date de notification jusqu'au 28 février 2025. Il sera tacitement reconduit trois fois douze mois.

Le premier lot « Fournitures scolaires » a intéressé quatre candidats, et il a été attribué par la Commission d'Appels d'Offres à l'entreprise LACOSTE Dactyl Bureau et École.

Le second lot concerne les fournitures pédagogiques et le papier éducatif. Il a reçu cinq candidatures, et a été attribué à la même entreprise.

Le troisième lot porte sur les manuels scolaires et matériels d'accompagnement. Il a été attribué à l'Office général de la documentation.

Madame Renée BENCHIMOL-LAURIBE a été alertée par un administré concernant le fait que Saint-Fiacre aurait perdu le marché des écoles. Elle souhaiterait savoir si cette crainte est justifiée.

Monsieur Francis GRELLIER répond que ce point ne fait pas partie de la question, et a déjà été traité précédemment.

Monsieur Éric PANNAUD explique que Saint-Fiacre était partenaire d'une réponse à un marché avec une association. Il n'a pas obtenu ce nouveau marché. L'Agglomération travaille avec Saint-Fiacre comme à l'accoutumée, en ce qui concerne les produits bio. Actuellement, l'activité est exactement la même qu'au cours des années précédentes.

En l'absence d'autres interrogations, le Président soumet la délibération au vote.

Le rapporteur rappelle que Saintes Grandes Rives, L'Agglo, anciennement dénommée la Communauté d'Agglomération de Saintes, a lancé une consultation pour les fournitures scolaires et pédagogiques - Travaux manuels et livres sous forme d'un appel d'offre ouvert (envoi de l'avis à la publicité le 25 septembre 2023).

Le marché est constitué de 3 lots :

- Lot 1 : Fournitures scolaires (Montant minimum annuel : 50 000 € HT - Montant maximum sur toute la durée du marché : 500 000 € HT).
- Lot 2 : Fournitures pédagogiques et papier éducatif (Travaux manuels) : (Montant minimum annuel : 20 000 € HT - Montant maximum sur toute la durée du marché : 125 000 € HT).
- Lot 3 : Manuels scolaires- matériels d'accompagnement (Montant minimum annuel : 25 000 € HT - Montant maximum sur toute la durée du marché : 140 000 € HT).

La durée du marché court de la date de notification du marché jusqu'au 28 février 2025 puis est tacitement reconductible 3 fois 12 mois.

La commission d'appel d'offres de Saintes - Grandes Rives - L'Agglo a attribué le 14 février 2024, les lots comme suit :

- Le lot 1 à l'entreprise LACOSTE Dactyl Bureau & Ecole, 15 allée de la Sarriette - ZA Saint Louis 84250 LE THOR
- Le lot 2 à l'entreprise LACOSTE Dactyl Bureau & Ecole, 15 allée de la Sarriette - ZA Saint Louis 84250 LE THOR
- Le lot 3 à l'Office général de la Documentation, 1 rue de Rome 77144 MONTEVRAIN

Il est proposé au Conseil Communautaire d'autoriser Monsieur le Président, ou son représentant en charge des bâtiments communautaires, des travaux et des marchés publics à signer les marchés et toutes les pièces liées à la procédure avec les entreprises susmentionnées.

Après avoir entendu le rapporteur,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code de la Commande Publique et notamment les articles L 2124-2, R 2124-2, R 2161-2 à R 2161-5,

Vu les statuts de Saintes Grandes Rives, L'Agglo annexés à l'arrêté préfectoral du 31 octobre 2023, et notamment l'article 6, III, 2°), relatif à l'«Education Enfance Jeunesse»,

Vu la délibération du Conseil Communautaire n°2023-174 en date du 27 septembre 2023, transmise au contrôle de légalité le 10 octobre 2023, portant délégation du Conseil au Président et notamment le point n°4,

Considérant que la délégation au Président n'est consentie que pour prendre toute décision concernant la préparation, la passation à l'exception de la décision de signer les marchés et les accords-cadres, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres d'un montant supérieur aux seuils des procédures formalisées prévus par les textes en vigueur pour les marchés publics de fournitures et services et supérieur à 2 000 000 € H.T pour les marchés publics de travaux ainsi que toute décision concernant leurs avenants sans incidence financière ou avec une incidence financière limitée en cas d'augmentation à 5 % du montant global du marché initial, lorsque les crédits sont inscrits au budget,

Considérant que le marché relatif aux fournitures scolaires et pédagogiques - Travaux manuels et Livres est d'un montant supérieur susvisé,

Considérant que Saintes Grandes Rives l'Agglo anciennement dénommée la Communauté d'Agglomération de Saintes, a lancé une consultation pour les fournitures scolaires et pédagogiques - Travaux manuels et livres sous forme d'un appel d'offre ouvert (envoi de l'avis à la publicité le 25 septembre 2023),

Considérant que la commission d'appel d'offres de Saintes Grandes Rives, L'Agglo a attribué le 14 février 2024, le lot 1 à l'entreprise LACOSTE Dactyl Bureau & Ecole, 15 allée de la Sarriette - ZA Saint Louis 84250 LE THOR,

Considérant que la commission d'appel d'offres de Saintes Grandes Rives, L'Agglo a attribué le 14 février 2024, le lot 2 à l'entreprise LACOSTE Dactyl Bureau & Ecole, 15 allée de la Sarriette - ZA Saint Louis 84250 LE THOR,

Considérant que la commission d'appel d'offres de Saintes Grandes Rives, L'Agglo a attribué le 14 février 2024, le lot 3 à l'Office Général de la Documentation, 1 rue de Rome 77144 MONTEVRAIN,

Il est proposé au Conseil Communautaire :

- **d'autoriser** le Président ou son représentant en charge de notamment des bâtiments communautaires, des travaux et des marchés publics à signer le lot 1- Fourniture et livraison de fournitures scolaires et toutes les pièces liées à la procédure avec l'entreprise LACOSTE Dactyl Bureau & Ecole, 15 allée de la Sarriette - ZA Saint Louis 84250 LE THOR pour un montant minimum annuel de 50 000 € HT et un montant maximum sur la durée totale du marché de 500 000 € HT.

- **d'autoriser** le Président ou son représentant en charge de notamment des bâtiments communautaires, des travaux et des marchés publics à signer le lot 2 - Fournitures pédagogiques et papier éducatif et toutes les pièces liées à la procédure avec l'entreprise LACOSTE Dactyl Bureau & Ecole, 15 allée de la Sarriette - ZA Saint Louis 84250 LE THOR pour un montant minimum annuel de 20 000 € HT et un montant maximum sur la durée totale du marché de 125 000 € HT.
- **d'autoriser** le Président ou son représentant en charge de notamment des bâtiments communautaires, des travaux et des marchés publics à signer le lot 3 - Manuels scolaires, matériels d'accompagnement et toutes les pièces liées à la procédure avec l'Office Général de la Documentation, 1 rue de Rome 77144 MONTEVRAIN pour un montant minimum annuel de 25 000 € HT et un montant maximum sur la durée totale du marché de 140 000 € HT.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

ADOpte à l'unanimité l'ensemble de ces propositions par :

- 53 Voix pour
- 0 Voix contre
- 0 Abstention
- 0 Ne prend pas part au vote

PATRIMOINE

2024-79. Transfert du siège administratif de Saintes - Grandes Rives - L'Agglo - Clôture d'opération - Demande de Quitus à la SEMDAS

Monsieur Francis GRELLIER indique qu'il s'agit de donner quitus à la SEMDAS, qui a apporté une assistance à maîtrise d'ouvrage dans le cadre du projet du site. Après arrêt des comptes, l'Agglomération va toucher 6 730,45 euros de trop versé.

Il précise que le rapport comporte une petite erreur qui va être corrigée, il est indiqué « en application de l'article 18 » alors qu'il s'agit de l'article 19 du cahier des charges. Le montant demeure identique.

En l'absence de questions, le Président soumet la délibération au vote.

Le rapporteur rappelle que Saintes - Grandes Rives - L'Agglo a conclu un marché de maîtrise d'ouvrage délégué avec la SEMDAS dans le cadre du transfert des services administratifs de Saintes - Grandes Rives - L'Agglo au 12 Boulevard Guillet Maillet à Saintes.

En application de l'article 18 du cahier des charges de mandat de maîtrise d'ouvrage déléguée des études et de la réalisation du transfert du siège social administratif de Saintes - Grandes Rives - L'Agglo, le mandataire doit demander quitus de son mandat au maître d'ouvrage, justifiant qu'il a exécuté ses missions, tant d'un point de vue administratif et technique que financier, après l'expiration du délai de parfait achèvement des travaux.

1- Volet administratif et technique du quitus

- Historique de la prise de possession par Saintes - Grandes Rives - L'Agglo

L'opération a fait l'objet du transfert du siège social administratif de Saintes - Grandes Rives - L'Agglo, comprenant des bureaux sur 2 étages et un sous-sol, le tout d'environ 4 000 m².

La réception des ouvrages a été prononcée avec réserves le 10 mai 2022.

Les levées des réserves ont été constatées par la maîtrise d'œuvre le 22 juillet 2022.

La mise à disposition de l'ouvrage a suivi immédiatement la date d'effet de réception.

Les dossiers des ouvrages exécutés ont été fournis au maître d'ouvrage le 22 juillet 2022.

- Remise des documents contractuels

La SEMDAS a remis à Saintes - Grandes Rives - L'Agglo la totalité des marchés et contrats passés pour la réalisation de l'ouvrage.

La mandataire a également remis la totalité des documents techniques de conception et de réalisation des travaux, et notamment le dossier des ouvrages exécutés.

Le maître d'ouvrage constate la bonne réalisation des missions confiées à ce titre.

2- Volet financier du quitus

- Historique du contrat

Il a été notifié pour un montant fixé en dernier lieu (avenant 1) à :

199 320 € TTC (décision n° 19-294 du 17 octobre 2019)

- Remise des documents financiers

La SEMDAS a remis tous les décomptes généraux définitifs de tous les marchés nécessaires à la réalisation de l'ouvrage ; ces documents ont été visés par la Trésorerie.

- Etablissement du bilan de clôture de l'opération

Le mandataire a remis un bilan de clôture reprenant les dépenses ci-dessous :

Etudes et Indemnités de Concours	19 342,33 € TTC
Travaux	6 083 819,80 € TTC
Protection Sécurité Santé	4 512,00 € TTC
Maîtrise d'œuvre	608 250,90 € TTC
Contrôle Technique	12 222,00 € TTC
Rémunération du suivi opérationnel	206 849,76 € TTC
Frais Divers	5 986,30 € TTC
Assurances	46 202,33 € TTC

Les comptes de l'opération sont clos de la façon suivante :

Le montant des dépenses faites par le mandataire s'élève à **6 987 185,42 € TTC**,

Les avances versées par Saintes - Grandes Rives - L'Agglo à la SEMDAS s'élèvent à **6 993 915,85 € TTC**,

D'où un solde de Trésorerie de 6 730,45 € TTC.

La SEMDAS a procédé au reversement du solde de l'opération à Saintes - Grandes Rives - L'Agglo.

Ce bilan constate la bonne réalisation des missions confiées.

La SEMDAS a satisfait l'ensemble de ses obligations du contrat de mandat pour le transfert du siège.

La présente délibération concerne la clôture d'opération - demande de quitus de la maîtrise d'ouvrage déléguée pour la réalisation du transfert du siège social administratif de Saintes - Grandes Rives - L'Agglo avec la SEMDAS.

Après avoir entendu le rapporteur,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code de la Commande Publique,

Vu les statuts de Saintes - Grandes Rives - L'Agglo annexés à l'arrêté préfectoral du 31 octobre 2023,

Vu la délibération n°2017-125 du Conseil Communautaire en date du 6 juillet 2017, transmise au contrôle de légalité le 17 juillet 2017, émettant un avis favorable sur le projet de transfert du siège de Saintes - Grandes Rives - L'Agglo dans le bâtiment J de l'ancien siège de la Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel Charente Maritime situé au 12 boulevard Guillet Maillet à Saintes,

Vu la délibération n°2018-98 du Conseil Communautaire en date du 24 mai 2018, transmise au contrôle de légalité le 25 mai 2018, portant sur le lancement de consultations des marchés de maîtrise d'œuvre et de maîtrise d'ouvrage déléguée dans le cadre du transfert des services administratifs de Saintes - Grandes Rives - L'Agglo au 12 Boulevard Guillet Maillet à Saintes,

Vu la délibération n°2021-43 du Conseil Communautaire en date du 30 mars 2021, transmise au contrôle de légalité le 07 avril 2021, approuvant le compte-rendu annuel 2020 de la SEMDAS, mandataire de la maîtrise d'ouvrage pour la réalisation du transfert du siège de Saintes - Grandes Rives - L'Agglo au 12 Boulevard Guillet Maillet à Saintes,

Vu la décision n°18-195 en date du 20 juillet 2018, transmise au contrôle de légalité le 23 juillet 2018, autorisant la signature du marché de mandat de maîtrise d'ouvrage pour la réalisation du transfert du siège administratif de Saintes - Grandes Rives - L'Agglo au 12 Boulevard Guillet Maillet à Saintes avec la SEMDAS,

Vu la décision n°19-294 en date du 17 octobre 2019, transmise au contrôle de légalité le 18 octobre 2019, autorisant la signature de l'avenant n°1 au contrat de mandat de maîtrise d'ouvrage pour la réalisation du transfert du siège administratif de Saintes - Grandes Rives - L'Agglo au 12 Boulevard Guillet Maillet à Saintes,

Vu la décision n°20-223 en date du 26 juin 2020, transmise au contrôle de légalité le 26 juin 2020, approuvant le compte-rendu annuel 2019 de la SEMDAS, mandataire de la maîtrise d'ouvrage pour la réalisation du transfert du siège de Saintes - Grandes Rives - L'Agglo au 12 Boulevard Guillet Maillet à Saintes,

Considérant que conformément à l'article 18 du contrat de mandat de maîtrise d'ouvrage, la SEMDAS doit transmettre un bilan de clôture d'opération à Saintes - Grandes Rives - L'Agglo, en vue de son approbation,

Considérant la réception de ce bilan de clôture et demande de quitus,

Considérant le dossier présenté par la SEMDAS, les comptes arrêtés au 31 décembre 2023 font apparaître un solde d'opération de 6 730,45 € TTC à remettre à la collectivité,

Il est proposé au Conseil Communautaire :

- d'approuver le dossier de clôture de l'opération « Transfert du siège social administratif de Saintes - Grandes Rives - L'Agglo » arrêté au 31 décembre 2023, établi par la SEMDAS.

- d'émettre un titre de recette d'un montant de 6 730,45 € TTC.

- de donner quitus sans réserve de sa mission à la SEMDAS.

- de charger le Président de l'exécution de la présente délibération et de l'autoriser à signer tout document nécessaire dans ce cadre.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

ADOpte à la majorité l'ensemble de ces propositions par :

- 52 Voix pour
- 0 Voix contre
- 1 Abstention (Mme Renée BENCHIMOL-LAURIBE)
- 0 Ne prend pas part au vote

RESSOURCES HUMAINES

Les délibérations n°2024-80 à 2024-83 sont présentées de manière groupée.

Monsieur le Président présente les quatre délibérations suivantes en l'absence de Madame Marie-Line CHEMINADE. La première correspond au nettoyage habituel du tableau des effectifs, qui permet de le mettre à jour. La seconde concerne la création d'un poste à durée indéterminée en droit public. La troisième porte sur l'extension de l'indemnité forfaitaire annuelle pour fonction essentiellement itinérante au sein de l'Agglomération. Enfin, la quatrième concerne la fermeture de la crèche familiale, qui s'accompagne de la suppression du poste de deux assistantes maternelles, dont une qui sera reclassée comme auxiliaire de puériculture.

Le souhait était d'effectuer un focus sur les mesures et les aides mises en place depuis 2020. L'État a en effet pris des dispositions pour les fonctionnaires. Le point a ainsi été revalorisé de 3,5% en 2022, ce qui a coûté 780 000 euros à l'Agglomération. Le point a de nouveau été revalorisé en 2023, de même que les bas salaires. Le SMIC a également augmenté. Ces différentes mesures ont présenté une incidence sur les ressources humaines de 1 355 100 euros à effectifs constants. L'Agglomération a procédé à la revalorisation de l'IFSE en 2020 et 2023, ainsi que du forfait fonction itinérante. De plus, 117 agents ont été déprécarisés et le CIA a été harmonisé. Pour toutes ces raisons, l'Agglomération a refusé de mettre en place la prime Macron sollicitée par les syndicats. Elle préfère en effet agir de manière pérenne. Au total, un peu plus de deux millions d'euros ont été investis depuis 2020 pour les salaires des agents.

Monsieur Michel ROUX est sensible aux suppressions de postes, et demande de quelle crèche familiale il s'agit.

Madame Véronique CAMBON explique qu'il s'agit de la crèche « Un deux trois soleil », qui comptait encore deux assistantes maternelles. Elles ont été accompagnées au mieux, l'une s'installe à son compte et l'autre est reclassée. L'évolution sociétale a conduit au changement des modes de garde.

Monsieur Eric PANNAUD ajoute que ce mode de garde n'est plus souhaité par les familles, qui préfèrent avoir recours à une assistante maternelle, une micro-crèche ou une MAM.

Madame Renée BENCHIMOL-LAURIBE souhaite savoir si des propositions ont été effectuées afin d'augmenter le nombre des autres modes de garde. Les rapports montrent en effet que les modes de garde sont insuffisants pour que les femmes puissent reprendre leur travail.

Madame Véronique CAMBON déclare que l'Agglomération présente une moyenne supérieure au taux national en ce qui concerne les modes de garde. Elle couvre environ 80% des besoins, et les familles parviennent à trouver un mode de garde et à travailler.

En l'absence d'autres questions, le Président soumet les délibérations au vote.

2024-80. Modification du tableau des effectifs

Le rapporteur rappelle que le tableau des effectifs constitue la liste des emplois ouverts budgétairement pourvus ou non, classés par filières, cadres d'emplois et grades et distingués par une durée hebdomadaire de travail déterminée en fonction des besoins du service.

Les agents concernés sont les agents titulaires occupant un emploi permanent à temps complet et à temps non complet ainsi que les agents non titulaires occupant un emploi permanent à temps complet et à temps non complet.

Conformément au Code général de la fonction publique, aucune création d'emploi ne peut intervenir si les crédits disponibles au chapitre budgétaire correspondant ne le permettent pas.

Considérant les besoins de la Direction Education, Enfance, Jeunesse.

Considérant la nécessité d'augmenter le temps de travail de certains agents de la direction compte tenu des besoins de service,

Considérant que les missions dévolues au coordinateur-tuteur campus connecté relèvent de la catégorie A de la fonction publique territoriale, cadre d'emplois des attachés, grade d'attaché territorial et non du grade d'animateur, catégorie B de la fonction publique territoriale,

Considérant les besoins de la Direction Cohésion Sociale et Territoriale.

Considérant qu'à l'issue du jury de recrutement pour le poste de référent de l'aire d'accueil des gens du voyage et de la gestion du CISPD, l'agent retenu est recruté sur grade de rédacteur,

Considérant qu'à l'issue du jury de recrutement pour le poste d'agent d'entretien à temps non complet (20/35^{ème}) au sein d'une structure de la Petite Enfance, l'agent retenu est recruté sur le grade d'adjoint technique,

Considérant le départ prochain en retraite d'un agent exerçant les missions d'auxiliaire de puériculture à temps complet, titulaire du grade d'agent social,

Considérant la vacance d'un poste d'adjoint technique à temps complet au tableau des effectifs,
Considérant qu'il convient de transformer le poste vacant en un poste de catégorie B, filière médico-sociale, cadre d'emplois des auxiliaires de puériculture,
Considérant que, si les démarches de recrutement par voie statutaire s'avéraient infructueuses, il conviendrait de faire appel à un agent contractuel pour ce poste, en application de l'article L. 332-8 2° du Code Général de la Fonction Publique, selon les modalités suivantes :

- Application de l'article L.332-8 2° du Code Général de la Fonction Publique,
- Travail à temps complet
- Niveau du poste : équivalent catégorie B
- Définition du poste : auxiliaire de puériculture
- Type et durée du contrat : de droit public à durée déterminée d'une durée maximale de trois ans, renouvelable dans la limite d'une durée totale de six ans dans les conditions de l'article L. 332-8 2° du Code Général de la Fonction Publique
- Rémunération : grille indiciaire applicable au grade retenu
- Régime indemnitaire en vigueur
- Conditions de travail générales et avantages applicables aux agents de l'établissement

Considérant que par délibération n°2023-33 du 1^{er} février 2023, un poste d'agent d'accueil, administratif, accès au droit - Espace France Services à temps non complet à hauteur de 24/35^{ème}, grade d'adjoint administratif, emploi non permanent sous la forme de contrat de projet, a été créé,
Considérant que compte tenu des besoins de services, il convient d'augmenter le temps de travail de ce poste à 33/35^{ème},

Considérant les besoins de la Direction des équipements aquatiques.

Considérant qu'à l'issue du jury de recrutement pour le poste d'agent d'accueil et d'entretien l'agent retenu est recruté sur le grade d'adjoint technique principal de 1^{ère} classe,

Considérant les besoins de la Direction du Développement et de l'Aménagement du Territoire.

Considérant qu'à l'issue du jury de recrutement pour le poste de conseiller service public de la plateforme énergétique de l'habitat, l'agent retenu est recruté sur le grade de technicien principal de 1^{ère} classe,

Considérant les besoins de la Direction Transition Ecologique.

Considérant qu'à l'issue du jury de recrutement pour le poste de conseiller en énergie partagée, l'agent retenu est recruté sur le grade de technicien,

Considérant qu'à l'issue du jury de recrutement de responsable service mobilité du quotidien et de loisirs, l'agent retenu est recruté sur le grade d'attaché principal,

Considérant qu'à l'issue du jury de recrutement d'animateur environnement, l'agent retenu est recruté sur le grade d'ingénieur,

Considérant qu'afin d'assurer l'entretien régulier et la sécurité des parcours et sites d'activités de pleine nature, il convient de créer un poste d'agent technique en charge de l'entretien des parcours et sites d'activités de pleine nature, à temps complet, poste de catégorie C, filière technique, cadre d'emplois des adjoints techniques,

Considérant que par délibération du Conseil Communautaire n°2024-42 du 15 février 2024, il a été créé un emploi non permanent - contrat de projet à temps complet pour exercer les fonctions de chargé de mission mobilité en lien avec les actions mobilités du Plan Climat, emploi de catégorie A, filière technique ou administrative, cadres d'emplois des ingénieurs ou attachés,

Considérant qu'il convient d'étendre ce poste à la catégorie B, cadres d'emplois des techniciens ou rédacteurs,

Considérant les besoins du service eaux/espaces naturels.

Considérant que depuis 2020, l'Agglomération a la compétence Eaux Pluviales Urbaines.

Considérant qu'après 3 années d'expérience, il s'avère que le calibrage des équipes en charge de cette compétence ne permet pas de réaliser l'ensemble des missions, il est donc nécessaire de créer un poste d'hydrologue en charge de la gestion des eaux pluviales urbaines à temps complet, poste de catégorie B ou A, filière technique, cadre d'emplois des techniciens ou ingénieurs,

Considérant que, si les démarches de recrutement par voie statutaire s'avéraient infructueuses, il conviendrait de faire appel à un agent contractuel pour ce poste, en application de l'article L. 332-8 2° du Code Général de la Fonction Publique, selon les modalités suivantes :

- Application de l'article L.332-8 2° du Code Général de la Fonction Publique,
- Travail à temps complet
- Niveau du poste : équivalent catégorie B ou A
- Définition des postes : hydrologue en charge de la gestion des eaux pluviales urbaines
- Type et durée du contrat : de droit public à durée déterminée d'une durée maximale de trois ans, renouvelable dans la limite d'une durée totale de six ans dans les conditions de l'article L. 332-8 2° du Code Général de la Fonction Publique
- Rémunération : grille indiciaire applicable au grade retenu
- Régime indemnitaire en vigueur
- Conditions de travail générales et avantages applicables aux agents de l'établissement

Considérant les besoins de la Direction des Ressources Humaines.

Considérant qu'à l'issue du jury de recrutement pour le poste de Directeur des Ressources Humaines, l'agent retenu est titulaire du grade d'attaché,

Considérant les besoins de la Direction Tourisme.

Considérant la mobilité interne de l'agent chargé de mission tourisme à temps complet, poste de catégorie A,

Considérant qu'il est nécessaire d'élargir ce poste à la catégorie B, filière administrative, cadre d'emplois des rédacteurs,

Considérant la vacance d'un poste de catégorie B ou A, filière technique ou administrative au tableau des effectifs,

Considérant que, si les démarches de recrutement par voie statutaire s'avéraient infructueuses, il conviendrait de faire appel à un agent contractuel pour ce poste, en application de l'article L. 332-8 2° du Code Général de la Fonction Publique, selon les modalités suivantes :

- Application de l'article L.332-8 2° du Code Général de la Fonction Publique,
- Travail à temps complet
- Niveau du poste : équivalent catégorie B ou A,
- Définition des postes : chargé de mission tourisme
- Type et durée du contrat : de droit public à durée déterminée d'une durée maximale de trois ans, renouvelable dans la limite d'une durée totale de six ans dans les conditions de l'article L. 332-8 2° du Code Général de la Fonction Publique
- Rémunération : grille indiciaire applicable au grade retenu
- Régime indemnitaire en vigueur
- Conditions de travail générales et avantages applicables aux agents de l'établissement

Considérant la montée en puissance des missions au sein du service tourisme, notamment liée au développement des animations touristiques et aux dossiers d'ingénierie, il est nécessaire de créer un poste de chargé des animations touristiques à temps complet. Ce poste sera un poste de catégorie B, filière administrative, cadre d'emplois des rédacteurs,

Considérant que, si les démarches de recrutement par voie statutaire s'avéraient infructueuses, il conviendrait de faire appel à un agent contractuel pour ce poste, en application de l'article L. 332-8 2° du Code Général de la Fonction Publique, selon les modalités suivantes :

- Application de l'article L.332-8 2° du Code Général de la Fonction Publique,
- Travail à temps complet
- Niveau du poste : équivalent catégorie B
- Définition des postes : chargé des animations touristiques
- Type et durée du contrat : de droit public à durée déterminée d'une durée maximale de trois ans, renouvelable dans la limite d'une durée totale de six ans dans les conditions de l'article L. 332-8 2° du Code Général de la Fonction Publique
- Rémunération : grille indiciaire applicable au grade retenu
- Régime indemnitaire en vigueur
- Conditions de travail générales et avantages applicables aux agents de l'établissement

Considérant ainsi, qu'après avis du Comité Social Territorial du 5 avril 2024 et compte tenu des besoins susvisés des services de l'établissement, il est proposé de modifier le tableau des effectifs comme suit :

Budget principal

GRADES	CREATIONS	SUPPRESSIONS
Adjoint technique	+ 1 TNC (29h/13,6h/33h)	
Adjoint technique		- 1 TNC (23,5h/9,5h/23,30h)
Adjoint d'animation	+ 1 TC	
Adjoint d'animation		- 1 TNC (25h)
Attaché	+ 1 TC	
Animateur		- 1 TC
Rédacteur	+1 TC	
Emploi de catégorie C ou B, filière administrative, cadres d'emploi des adjoints administratifs ou rédacteurs		- 1 TC
Adjoint technique	+ 1 TNC (20h)	
Emploi de catégorie C, cadre d'emplois des adjoints techniques		- 1 TNC (20h)
Emploi de catégorie B, cadre d'emplois des auxiliaires de puériculture	1 TC	
Adjoint technique		- 1 TC
Adjoint administratif (emploi non permanent)	+ 1 TNC (33h)	
Adjoint administratif (emploi non permanent)		- 1 TNC (24h)
Adjoint technique principal de 1 ^{ère} classe	+ 1 TC	
Adjoint technique		- 1 TC
Technicien principal de 1 ^{ère} classe	+ 1 TC	
Emploi de catégorie B, cadre d'emplois des techniciens		- 1 TC
Technicien	+ 1 TC	
Emploi de catégorie B, cadre d'emplois des techniciens		- 1 TC
Attaché principal	+ 1 TC	
Ingénieur	+ 1 TC	
Emploi de catégorie B ou A, filière technique ou administrative		- 2 TC
Emploi de catégorie C, filière technique, cadre d'emplois des adjoints techniques	+ 1 TC	
Emploi de catégorie A ou B- ingénieurs ou attachés ou techniciens ou rédacteurs (emploi non permanent)	+ 1 TC	
Emploi de catégorie A - ingénieurs ou attachés (emploi non permanent)		- 1 TC

Emploi de catégorie B ou A, cadre d'emplois des techniciens ou ingénieurs	+ 1 TC	
Attaché	+ 1 TC	
Attaché hors classe		- 1 TC
Emploi de catégorie B ou A, cadre d'emplois des rédacteurs ou attachés	+ 1 TC	
Emploi de catégorie B ou A filière technique ou administrative		- 1 TC
Emploi de catégorie B, cadre d'emplois des rédacteurs	+ 1 TC	

Après avoir entendu le rapporteur,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code Général de la Fonction Publique,

Vu les statuts de la Saintes - Grandes Rives- l'Agglo annexés à l'arrêté préfectoral du 31 octobre 2023,

Vu le tableau des effectifs,

Vu l'avis favorable du Comité Social Territorial en date du 5 avril 2024,

Considérant les crédits prévus au budget principal 2024 chapitre 012,

Il est proposé au Conseil Communautaire :

- **d'approuver** les éléments de modification mentionnés ci-avant.
- **de procéder** à la modification du tableau des effectifs du Budget Principal ci-annexé, conformément aux éléments ci-dessus mentionnés.
- **d'autoriser** Monsieur le Président ou son représentant en charge des Ressources Humaines et du Dialogue Social, à l'Administration générale à signer tout document à cet effet.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

ADOpte à l'unanimité l'ensemble de ces propositions par :

- 53 Voix pour
- 0 Voix contre
- 0 Abstention
- 0 Ne prend pas part au vote

2024-81. Direction Transition écologique - Recrutement de personnel sous contrat à durée indéterminée de droit public

Le rapporteur rappelle qu'en application du Code Général de la Fonction Publique, les emplois de chaque collectivité ou établissement sont créés par l'organe délibérant de la collectivité ou de l'établissement. La délibération précise le grade ou, le cas échéant, les grades correspondant à l'emploi créé. Elle indique, le cas échéant, si l'emploi peut également être pourvu par un agent contractuel. Dans ce dernier cas, le motif invoqué, la nature des fonctions, les niveaux de recrutement et de rémunération de l'emploi créé sont précisés.

Suite à une procédure de recrutement par voie statutaire infructueuse, l'agent recruté pour occuper le poste de Responsable du service mobilité du quotidien et de loisirs est titulaire d'un contrat à durée indéterminée dans une autre administration territoriale.

En application de la réglementation, la portabilité du CDI est possible entre collectivités ou établissements publics.

La présente délibération vise donc à autoriser de pourvoir l'emploi précité par un agent contractuel en contrat à durée indéterminée sur la base de l'article L.332-12 du Code Général de la Fonction Publique et d'en définir les modalités :

- Temps de travail : temps complet
- Date d'effet du contrat : 1^{er} mai 2024
- Niveau : poste de contractuel équivalent catégorie A
- Définition du poste : Responsable du service mobilité au quotidien et de loisirs
- Type et durée du contrat : de droit public à durée indéterminée
- Rémunération : grille indiciaire applicable au grade d'attaché principal
- Régime indemnitaire en vigueur
- Conditions de travail générales et avantages applicables aux agents de l'établissement

Après avoir entendu le rapporteur,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT),

Vu le Code général de la Fonction Publique,

Vu la loi n°2019-828 du 6 août 2019 de transformation de la fonction publique,

Vu le tableau des effectifs,

Vu les statuts de Saintes - Grandes Rives - L'Agglo annexés à l'arrêté préfectoral du 31 octobre 2023,

Considérant les besoins de la Direction de la Transition Ecologique,

Considérant les crédits prévus au budget 2024, chapitre 012,

Il est proposé au Conseil Communautaire :

- **d'autoriser** le recrutement d'un agent par voie de contrat de droit public à durée indéterminée, selon les modalités susvisées.
- **d'autoriser** Monsieur le Président ou son représentant en charge des Ressources Humaines et du Dialogue Social, et de l'Administration générale à signer tout document à cet effet.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

ADOpte à l'unanimité l'ensemble de ces propositions par :

- 53 Voix pour
- 0 Voix contre
- 0 Abstention
- 0 Ne prend pas part au vote

2024-82. Extension de l'indemnité forfaitaire annuelle pour fonctions essentiellement itinérantes au sein de Saintes Grandes Rives, l'Agglo

Le rapporteur rappelle que par délibération n°2022-234 du 8 décembre 2022, le Conseil Communautaire a adopté l'instauration de l'indemnité forfaitaire annuelle pour fonctions essentiellement itinérantes, sous réserve de remplir certaines conditions, au bénéfice d'une partie des agents de Saintes - Grandes Rives - l'Agglo à savoir :

Les services concernés :	Les fonctions concernées :
• Petite enfance	tous métiers
• Education	ATSEM
• Restauration	Agent de restauration
• Entretien	Agent d'entretien
• Animation	Agent d'animation, animateur, directeur

Il est proposé d'étendre le dispositif aux agents de déchetterie de la régie des déchets et au pool remplacement de la Direction Education Enfance Jeunesse tous métiers confondus selon les mêmes conditions.

Ainsi, pour rappel du contexte, certains agents sont amenés à se déplacer fréquemment, pour les besoins du service et dans le cadre de l'exercice de leurs fonctions, à l'intérieur du territoire de Saintes - Grandes Rives - l'Agglo.

Par application de l'article 14 du décret n° 2001-654 du 19 juillet 2001, « les fonctions essentiellement itinérantes, à l'intérieur d'une commune, dotée ou non d'un réseau de transport en commun régulier, au titre desquelles peut être allouée, une indemnité forfaitaire dont le montant maximum est fixé par un arrêté conjoint du ministre chargé des collectivités territoriales et du ministre chargé du budget sont déterminées par l'organe délibérant de la collectivité ou de l'établissement. »

Les agents concernés, qui utilisent leurs propres véhicules personnels, ne peuvent pas disposer d'un véhicule de service permanent.

Les trajets pris en compte ne concernent que les déplacements à partir d'un site professionnel (ou lieu de travail) vers un autre lieu pour les besoins de la collectivité, effectués dans une même journée et à la demande de l'employeur, et excluent les trajets domicile-travail.

Compte tenu des déplacements réalisés au cours de l'année civile par certains agents au sein de l'établissement, il est proposé dès lors de fixer le montant de l'indemnité annuelle à 615 euros,

Le bénéfice de l'indemnité forfaitaire annuelle pour fonctions essentiellement itinérantes au sein de Saintes - Grandes Rives - l'Agglo sera étendue aux agents de déchetterie, occupant un emploi dans les conditions définies ci-avant, ayant effectués, au moins, 250 Kms dans l'année civile et au pool remplacement de la Direction Education Enfance Jeunesse tous métiers confondus selon les mêmes conditions.

Il est précisé que :

- ce sont les fonctions exercées qui permettent l'attribution de cette indemnité forfaitaire annuelle de fonctions itinérantes et que par voie de conséquence, l'agent qui n'en remplit plus les conditions ne peut plus y prétendre.*
- le montant de l'indemnité ne sera pas modulé selon la durée de présence dans l'année au titre de laquelle l'indemnité est versée.*
- un ordre de mission permanent pour une durée d'un an sera délivré au personnel exerçant des fonctions itinérantes, que l'autorisation d'utiliser son véhicule personnel ne sera délivrée qu'au vu de la souscription par l'agent d'une assurance particulière et au vu de son permis de conduire en cours de validité, l'assurance de l'agent devant couvrir de manière illimitée la responsabilité personnelle de ce dernier pour ses déplacements professionnels, la responsabilité de l'employeur dans le cas où celle-ci serait engagée vis-à-vis des personnes transportées, et enfin, l'assurance contentieuse. Une copie de ces documents sera conservée dans le dossier individuel de l'agent.*
- cette indemnité sera versée aux agents concernés, en janvier de l'année N+1 après remontée d'un état mensuel validé par le responsable hiérarchique auprès du service des ressources humaines. En cas de départ d'agent en cours d'année, le versement sera effectué au plus tard le mois suivant le départ si les 250 kms sont effectués.*

Après avoir entendu le rapporteur,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code Général de la Fonction Publique,

Vu le décret n°2001-654 du 19 juillet 2001 modifié par le décret n°2007-23 du 5 janvier 2007 fixant les conditions et les modalités de règlements des frais occasionnés par les déplacements des personnels des collectivités locales et établissements publics mentionnés à l'article 2 de la loi n° 84-

53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et abrogeant le décret n° 91-573 du 19 juin 1991,

Vu l'arrêté du 28 décembre 2020 fixant le montant maximum de l'indemnité forfaitaire prévue à l'article 14 du décret n° 2001-654 du 19 juillet 2001 fixant les conditions et les modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements des personnels des collectivités et établissements publics mentionnés à l'article 2 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,

Vu les statuts de Saintes - Grandes Rives - L'Agglo annexés à l'arrêté préfectoral du 31 octobre 2023,

Vu la délibération n°2022-234 du 8 décembre 2022 portant instauration de l'indemnité forfaitaire annuelle pour fonctions essentiellement itinérantes,

Vu l'avis du Conseil d'exploitation de la Régie des déchets en date du 10 avril 2024,

Vu l'avis du Comité Social Territorial en date du 5 avril 2024,

Considérant que l'indemnité forfaitaire annuelle allouée, est fixée par voie d'arrêté interministériel au montant maximum de 615 euros,

Considérant que ces dépenses seront inscrites au budget principal et au budget annexe de la régie des déchets,

Il est proposé au Conseil Communautaire :

- **d'étendre** l'indemnité de fonctions essentiellement itinérantes d'un montant de 615 euros par an au bénéfice des agents de déchetterie de la régie des déchets et des agents du pool remplacement de la Direction Education Enfance Jeunesse de Saintes Grandes Rives L'Agglo dès lors qu'ils remplissent les conditions décrites ci-dessus,
- **de verser** annuellement et à terme échu, l'indemnité de fonctions essentiellement itinérantes aux personnels ci-dessous titulaires, stagiaires et contractuels occupant un emploi dans les conditions définies ci-avant, ayant effectués, au moins, 250 Kms dans l'année civile.

SERVICES :

- Petite enfance
- Education
- Restauration
- Entretien
- Animation
- Déchetteries
- Pool remplacement

FONCTIONS :

- Tous métiers
- ATSEM
- Agent de restauration
- Agent d'entretien
- Agent d'animation, animateur, directeur
- Agent de déchetterie
- Tous métiers

En cas de départ d'agent en cours d'année, le versement sera effectué au plus tard le mois suivant le départ.

- **d'autoriser** Monsieur le Président ou son représentant en charge des Ressources Humaines et du Dialogue Social, à l'Administration générale à signer tout document à cet effet.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

ADOpte à l'unanimité l'ensemble de ces propositions par :

- 53 Voix pour
- 0 Voix contre
- 0 Abstention
- 0 Ne prend pas part au vote

2024-83. Fermeture de la crèche familiale- Suppression de postes

Le rapporteur rappelle que par délibération du Bureau communautaire en date du 8 décembre 2011, 14 postes assistantes maternelles ont été transférés, à compter du 1^{er} janvier 2012, de la Ville de

Saintes à la Communauté de Communes du Pays Santon dans le cadre du transfert de compétences et du personnel travaillant dans le domaine de l'Enfance et de la Jeunesse.

Compte tenu des éléments ci-après, il a été décidé, à compter du 1^{er} septembre 2024, la fermeture de la crèche familiale où travaillent encore 2 assistantes maternelles :

- Le choix de la crèche familiale ne vient pas en premier dans le recueil des demandes des parents
- Le cadre juridique du personnel travaillant au sein de la crèche familiale n'offre pas une souplesse permettant d'orienter ce service vers des horaires atypiques.
- Les demandes des familles sont de plus en plus sur des contrats horaires hebdomadaires qui pénalisent la rémunération des assistantes maternelles
- Le taux de fréquentation de cette offre pénalise fortement l'Agglomération dans les aides financières de la CAF.

Considérant les départs successifs d'assistantes maternelles (retraite, démission, décès...),

Considérant que 2 postes d'assistantes maternelles demeurent actuellement occupés,

Considérant que suite à la fermeture de la crèche familiale à compter du 1^{er} septembre 2024, il convient de supprimer, à la même date, les 14 postes d'assistantes maternelles dont 2 encore pourvus,

Après avoir entendu le rapporteur,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code Général de la Fonction Publique,

Vu les statuts de Saintes - Grandes Rives - L'Agglo annexés à l'arrêté préfectoral du 31 octobre 2023,

Vu la délibération du Bureau communautaire de la Communauté de Communes du Pays Santon en date 8 décembre 2011,

Vu l'avis du Comité Social Territorial en date du 5 avril 2024,

Il est proposé au Conseil Communautaire :

- **de supprimer**, à compter du 1^{er} septembre 2024, les 14 postes d'assistantes maternelles dont 2 encore pourvus suite à la fermeture de la crèche familiale prévue à la même date.
- **d'autoriser** Monsieur le Président ou son représentant en charge des Ressources Humaines et du Dialogue Social, et de l'Administration générale à signer tout document à cet effet.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

ADOpte à l'unanimité l'ensemble de ces propositions par :

- 53 Voix pour
- 0 Voix contre
- 0 Abstention
- 0 Ne prend pas part au vote

* * * * *

UNE AGGLOMÉRATION ATTRACTIVE ET INNOVANTE

* * * * *

TOURISME

* * * * *

2024-84. Attribution de subventions au titre de l'Appel à projets (AAP) "Animations touristiques à rayonnement intercommunal contribuant à l'attractivité et au développement touristique de l'Agglomération de Saintes" et autorisation de signer les conventions d'attribution associées

Monsieur Alexandre GRENOT explique que cet appel à projets a été reçu dans l'ensemble des mairies et associations. La volonté est d'inscrire l'Agglomération dans le renforcement de l'attractivité du territoire auprès des touristes, à travers des animations à différentes échelles. Il s'agit également d'encourager l'écoresponsabilité et l'achat local, la création d'emplois ainsi que l'inclusion sociale. Le budget s'élève à 75 000 euros pour l'année 2024, et douze projets ont été reçus. La version définitive de la délibération est disponible sur table, avec les projets débattus. Une deuxième série est prévue pour fin 2024.

Madame Renée BENCHIMOL-LAURIBE fait savoir qu'elle vote toujours les attributions de subventions pour les associations, en particulier lorsqu'elles présentent des visées culturelles et humaines. En ce qui concerne la commune de La Jard et la subvention pour la Festi'bière, elle demande si une attribution est également prévue pour la prévention de l'alcoolisme.

Monsieur Jérôme GARDELLE répond que des boissons sans alcool sont également disponibles. L'animation a lieu depuis trois ans, et permet de faire venir près de 2 000 personnes, sur une commune de 400 habitants. Il s'agit d'un grand moment de convivialité, qui permet de faire travailler les associations et les commerçants locaux. La commune est très satisfaite d'avoir mis en place cet événement, et l'alcoolémie n'a pas augmenté pour autant, aucune dérive n'a été constatée.

Monsieur Alexandre GRENOT ajoute qu'il s'agit d'un travail intercommunal, avec notamment du prêt de matériel.

En l'absence d'autres interrogations, le Président soumet les délibérations au vote

Le rapporteur rappelle que dans le cadre de sa compétence Tourisme, l'Agglomération Saintes Grandes Rives coordonne depuis 2018, une stratégie d'animations touristiques qui vise à contribuer au dynamisme et à l'attractivité du territoire en s'appuyant sur les atouts touristiques et patrimoniaux des communes tout en veillant à l'équité entre les communes.

En parallèle de la mise en place d'une offre d'animations pour les habitants et les touristes durant la saison touristique portée par l'Agglomération en lien avec les communes du territoire, le Conseil Communautaire du 15 décembre 2023 a approuvé le lancement d'un nouvel Appel à Projets « soutien aux animations touristiques à rayonnement intercommunal, contribuant à l'attractivité et au développement touristique de l'Agglomération de Saintes » et en a adopté le règlement.

Un budget de 75 000 € a été alloué au fonctionnement de l'appel à projets 2024 et deux sessions d'instruction des dossiers ont été actées afin de soutenir des événements structurants portés par les communes du territoire et les associations en saison touristique estivale mais également sur le reste de l'année.

La première session clôturée le 4 mars 2024 a concerné les projets d'animations touristiques prévus pour la saison touristique estivale (avril-septembre). Il appartient désormais au Conseil Communautaire de valider les attributions de subventions proposées par la Commission Tourisme le 18 mars 2024, présentées en réunion de Vice-Présidents du 25 mars 2024 et mentionnées dans le tableau suivant.

Structure porteuse	Animation touristique	Dates 2024	commune(s)	subvention demandée	total budget prévisionnel	Nombre de points obtenus sur 25	subvention proposée
Association Transe Atlantique	festival Transatlantique - 3ème édition	22 au 24 août	SAINTES, ROUFFIAC, CHANIER, LES GONDS	10 000 €	235 325 €	21	10 000 €
Commune des Gonds	38ème édition du Tour cycliste international du Poitou Charentes en Nouvelle Aquitaine – Grand départ	19 et 20 août	LES GONDS et 7 communes	7 500 €	15 000 €	21	7 500 €
Commune de Montils	Boucles cyclistes de Charente Maritime : départ contre la montre	05-mai	MONTILS	3 000 €	3 000 €	9	1 000 €
Association Football Club Fontcouverte	Trail des verts : 4ème édition	6 et 7 avril	FONTCOUVERTE, LE DOUHET, BUSSAC-SUR-CHARENTE	500 €	10 200 €	13	500 €
Association Guillaume Conchamp	Festival de Fontdouce et événements estivaux	festival 11 - 13 août, spectacles 28 juillet, 17 et 18 août	ST BRIS DES BOIS	6 000 €	55 150 €	16	5 000 €
Association ASPAAP	« Autour du Pot », programme de Mise en valeur du patrimoine céramique saintongeais	juin à septembre 2024	LA CHAPELLE DES POTS, SAINTES, BUSSAC, THENAC, VENERAND, ST CESAIRE	6 000 €	13 370 €	9	1 000 €
Association Arts-Terre	Programmation estivale en lien avec les marchés paysans	19 avril-1er octobre	VILLARS LES BOIS	5 600 €	16 150 €	9	1 000 €
Commune de Chaniers	Eau fil des bacs : 4ème édition	24-août	CHANIER	2 000 €	13 875 €	14	2 000 €
Association Actions Village	Eclats musicaux	15-juin	THENAC, CHERMIGNAC	4 000 €	12 000 €	11	2 000 €
Association La Cour'oie	Fête de l'oie	15-août	COURCOURY	10 000 €	26 450 €	12	2 000 €
Commune d'Ecoyeux	Ecoyeux se met en scène	12-juil	ECOYEUX	4 500 €	13 250 €	8	1 000 €
Commune de La Jard	Festi'bière	6 au 8 juin	LA JARD	2 900 €	6 000 €	7	fonds d'amorçage : 500 €
Association Les Alambics du 17	Congrès National des Bouilleurs Ambulants et Bouilleurs de Cru	24 au 27 mai	ST GEORGES DES COTEAUX	500 €	5 674 €	7	0 €
Association artistique populaire St Gorgeaise	concert de fin d'année des professeurs de musique de l'AAP	25-juin	ST GEORGES DES COTEAUX	1 500 €	1 370 €	1	0 €
TOTAL DOSSIERS							
1ère session 2024	18 dossiers				BUDGET ANNUEL		75 000 €
	12 portés par des associations				TOTAL SUBVENTIONS		33 500 €
	6 portés par des communes				SOLDE		41 500 €

Après avoir entendu le rapporteur,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment les articles L. 1511-1, L. 1511-2, L. 1111-8 et L. 4251-17,

Vu les statuts « Saintes – Grandes Rives – L'Agglo » annexés à l'arrêté préfectoral du 31 octobre 2023, et notamment les articles 6, I, 1°) « DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE » et 6, III, 1°) relatif au « TOURISME »,

Vu la délibération n°2023-53 du Conseil Communautaire en date du 15 décembre 2023 portant sur le lancement de l'appel à projet « soutien aux animations touristiques à rayonnement intercommunal, contribuant à l'attractivité et au développement touristique de l'Agglomération de Saintes » et adoption de son règlement,

Considérant que la première session clôturée le 4 mars 2024 a concerné les projets d'animations touristiques prévus pour la saison touristique estivale (avril-septembre) et que 18 porteurs de projets ont candidaté,

Considérant l'avis favorable de la Commission Tourisme réunie le 18 mars 2024 et des Vice-Présidents de l'Agglomération réunis le 25 mars 2024 sur les projets présentés dans le tableau récapitulatif ci-dessus,

Considérant les crédits nécessaires inscrits au budget principal 2024, service 22, chapitre 65,

Il est proposé au Conseil Communautaire :

- **de suspendre et reporter à la 2^{ème} session d'instruction de l'Appel à projets 2024**, l'instruction du projet d'animation « 100 ans du Vélo Club Saintais » porté par l'association Vélo Club Saintais, prévu les 4 et 5 mai 2024,

- **d'attribuer** à l'association Transe Atlantique une subvention de 10 000 €, pour son projet de « Festival Transatlantique - 3^{ème} édition », du 22 au 24 août 2024,

- **d'attribuer** à la Commune des Gonds, une subvention de 7 500 €, pour son projet d'animation « 38^{ème} édition du tour cycliste international du Poitou Charentes en Nouvelle Aquitaine - Grand Départ », prévu les 19 et 20 août 2024,

- **d'attribuer** à la Commune de Montils, une subvention de 1 000 €, pour son projet d'animation « Boucles cyclistes de Charente Maritime : départ contre la montre », prévu le 5 mai 2024,

- **d'attribuer** à l'association Football club de Fontcouverte une subvention de 500 €, pour son projet d'animation « 4^{ème} édition du Trail des Verts », prévu les 6 et 7 avril 2024,

- **d'attribuer** à l'association Guillaume de Conchamp une subvention de 5 000€, pour le projet d'animation « Festival de Fontdouce » prévu du 11 au 13 août 2024 et les événements estivaux, prévus les 28 juillet et les 17 et 18 août 2024,

- **d'attribuer** à l'association pour le Soutien et la Promotion de l'Art, de l'Artisanat et du Patrimoine (ASPAAP) une subvention de 1 000€, pour le projet d'animation : « Autour du Pot - programme de mise en valeur du patrimoine céramique saintongeais » prévu de juin à septembre 2024,

- **d'attribuer** à l'association Arts-Terre une subvention de 1000 €, pour son projet d'animation « Programmation estivale en lien avec les marchés paysans » prévu du 19 avril au 1^{er} octobre 2024,

- **d'attribuer** à la commune de Chaniers une subvention de 2 000 €, pour son projet d'animation « Eau fil des Bacs : 4^{ème} édition » prévu le 24 août 2024,

- **d'attribuer** à l'association Actions Village une subvention de 2 000 €, pour son projet d'animation « Eclats musicaux » prévu le 15 juin 2024,

- **d'attribuer** à l'association La Cour'oie une subvention de 2 000€, pour son projet d'animation « Fête de l'oie » prévu le 15 août 2024,

- **d'attribuer** à la commune d'Ecoyeux une subvention de 1 000 €, pour son projet d'animation « Ecoyeux se met en scène » prévu le 12 juillet 2024,

- **d'attribuer** à la commune de La Jard une subvention de 500€, pour son projet d'animation « Festi'bière » prévu du 6 au 8 juin 2024,

- **d'approuver** les termes de la convention type ci-jointe fixant les conditions d'attribution des aides, à signer avec les 13 lauréats de la session de mars 2024 de l'appel à projet « Soutien aux animations touristiques à rayonnement intercommunal, contribuant à l'attractivité et au développement touristique de l'Agglomération de Saintes ».

- **d'autoriser** Monsieur le Président, ou son représentant en charge du Tourisme à signer avec les bénéficiaires lesdites conventions ainsi que tous documents y afférents.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

ADOpte à la majorité l'ensemble de ces propositions par :

- 46 Voix pour
- 0 Voix contre
- 1 Abstention (Mme Renée BENCHIMOL-LAURIBE)
- 6 élus ne prennent pas part au vote (MM. Eric PANNAUD, Eric BIGOT, Pascal GILLARD, Jérôme GARDELLE, Alexandre GRENOT et Philippe ROUET)

Monsieur Alexandre GRENOT indique que depuis trois ans, l'Agglomération a entrepris un travail considérable de revalorisation et de dynamisation de son patrimoine touristique. L'objectif est de

renforcer l'attractivité du territoire et d'en faire une destination privilégiée pour tous, habitants comme visiteurs. Une politique ambitieuse a été mise en œuvre afin d'offrir des animations de qualité chaque semaine de l'été, de début juin à fin août, assurant une offre touristique riche et diversifiée. L'Escapade sur le fleuve Charente du dimanche 2 juin marquera le début de la saison estivale. Le tracé a été modifié, et le départ s'effectuera de Chérac, pour rejoindre Chaniers. Deux parcours de randonnée fluviale ont été prévus cette année, avec un parcours sportif de 14 kilomètres et un parcours familial de 5 kilomètres. Un parcours à vélo de 21 kilomètres reliera Dompierre-sur-Charente à Chaniers, offrant aux cyclistes une vue pittoresque et variée. Les amateurs de marche ne seront pas en reste avec un parcours pédestre de 10 kilomètres à la découverte des hameaux de Chaniers. Cet itinéraire a remporté un fort succès l'année dernière. De l'animation musicale est prévue tout au long de ces parcours, et des animations nautiques ainsi que des sessions de pêche seront proposées. L'engagement en matière d'accessibilité se reflètera dans la tarification, le tarif demeurant identique depuis deux ans. Des activités gratuites sont par ailleurs prévues pour les moins de douze ans.

En préambule de cet été riche en événements, les Préludes débiteront le 7 mai, inaugurant une série de sept concerts en plein air dans sept communes différentes. Il s'agit de marier la musique et la découverte du patrimoine local, et les communes sont encouragées à trouver des lieux atypiques pour recevoir les artistes et les spectateurs. Une innovation majeure a lieu cette année avec Prélud'kids, une série de neuf concerts spécialement conçus pour les écoles en amont des week-ends de Préludes, avec des moments de médiation et des échanges avec les artistes afin de sensibiliser les jeunes au monde de la musique classique et d'en faire des ambassadeurs du patrimoine musical dans l'Agglomération.

Ces initiatives, par leur diversité et leur richesse, contribuent à mettre en valeur l'Agglomération et à attirer de nombreux visiteurs.

Poursuivant l'engagement envers le tourisme vivant et inclusif, le programme d'été accueille de nouveau les Échappées rurales. Le concept est désormais connu et attire une foule importante, il fait partie de la tradition locale et recrée une atmosphère de fête de village. L'année dernière, les marchés fermiers ont connu un succès retentissant. Un travail est mené avec la Chambre d'Agriculture afin de proposer davantage de producteurs cette année. Les marchés seront plus grands, et mieux approvisionnés, promettant aux habitants et aux visiteurs une expérience authentique et gourmande. Le cinéma en plein air, initiative très appréciée, revient également avec des améliorations significatives. Il est organisé par cinq municipalités partenaires. Ce rendez-vous cinématographique allie le plaisir du film à la convivialité, agrémenté de la possibilité de restauration sur place. Cette année, un thème pour chaque projection est introduit, enrichissant ainsi l'expérience avec des animations en rapport avec le film présenté. Ces événements incarnent la vision de l'Agglomération du tourisme accessible, durable et enrichissant. En plus de ces activités, elle soutient activement des projets d'envergure intercommunale, départementale, régionale voire nationale, sélectionnés pour leur potentiel à contribuer significativement au dynamisme local. Cette volonté de soutenir le secteur touristique représente un investissement sans précédent pour l'Agglomération, avec un montant de 186 000 euros pour l'année 2024. Cet effort financier reflète la détermination à appuyer les acteurs locaux, culturels, sportifs, en offrant une plateforme solide pour les faire briller en ces moments économiquement difficiles.

La stratégie touristique se veut un moteur de développement économique, tout en valorisant l'identité de l'Agglomération. L'ambition affirmée est de faire du territoire une destination de choix, fière de son patrimoine et tournée vers un avenir touristique durable et prospère. Il s'agit d'une destination à part entière, où chaque visiteur peut vivre une expérience authentique.

En ce qui concerne les chiffres-clés de 2023, l'Escapade a réuni 350 personnes, les Préludes plus de 1000 personnes et les Échappées rurales 2 300 personnes, avec une moyenne de 500 personnes par date. Le cinéma de plein air a quant à lui rassemblé 800 personnes. Au total, plus de 4 600 personnes ont bénéficié des animations d'été de l'Agglomération. Les habitants des communes sont les ambassadeurs de demain pour un tourisme durable.

En l'absence de questions, le Président soumet les délibérations au vote

2024-85. Animation touristique Escapade sur le fleuve Charente 2024 : tarification et autorisation de signer une convention de partenariat pour la billetterie avec l'Office de Tourisme de Saintes et de la Saintonge

Le rapporteur rappelle que, depuis 2021, l'Agglomération Saintes Grandes Rives porte l'organisation de l'événement « Escapade sur le Fleuve Charente ». Cet événement met en valeur les activités de pleine nature sur et autour de la Charente, en lien avec les municipalités situées en bord de fleuve.

Pour 2024, il est proposé d'organiser l'Escapade sur le Fleuve Charente le dimanche 2 juin 2024. En cas de météo défavorable ou de cas de force majeure, l'événement sera reporté à une date ultérieure dans l'année.

L'édition 2024 comprendra les activités suivantes :

- une randonnée de descente du fleuve Charente de 14 km de Chérac à Chaniers (parking du Moulin de la Baine) sur la journée et une randonnée fluviale de 5 km, plus familiale, de Rouffiac à Chaniers l'après-midi, pour un maximum de 150 embarcations non motorisées ;
- une randonnée vélo de 21 km, l'après-midi, au départ de Dompierre-sur-Charente, avec des étapes à Saint Sauvant, Chaniers (Maine Allain) et une arrivée à Chaniers (parking du Moulin de la Baine) pour 150 vélos maximum ;
- une randonnée pédestre (boucle de 10 km au départ du parking du Moulin de la Baine à Chaniers) à la découverte des paysages de Chaniers, l'après-midi pour 80 randonneurs ;
- des animations musicales, des initiations nautiques, pêche et des points de ravitaillement ou restauration le long des parcours.
- des prestations liées à l'encadrement et la sécurité de l'événement : réparation-remorquage des vélos, secours terrestres et aquatiques.
- des services pour les participants tels que des navettes pour permettre aux participants de déposer embarcations ou vélos à leur point de départ, puis leur véhicule à Chaniers avant de revenir en bus à leur point de départ mais aussi des locations de matériel (kayaks, paddles, vélo) organisées en lien avec les prestataires du territoire.

La participation aux randonnées de l'Escapade sur le Fleuve Charente est régie par un règlement intérieur, reprenant les indications transmises dans les dossiers d'autorisation auprès de la Sous-Préfecture et de la DDTM. Par ailleurs, une tarification est proposée pour responsabiliser les participants et aider à couvrir certains frais d'organisation.

Produits	Jauge	Règlement intérieur	Tarif
Randonnées fluviales 14 km / 5 km	150 embarcations non motorisées environ 260 pers	< 12 ans obligatoirement accompagnés d'un adulte pilotant l'embarcation. < 18 ans sous la responsabilité d'un adulte Gilet flottabilité obligatoire	5 € > 12 ans Gratuit < 12 ans Inclus : accès aux randonnées, aux ravitaillements à la sécurité, aux navettes, aux animations Exclus : repas du midi
Randonnée vélo 21 km	150 vélos environ 170 pers	< 8 ans obligatoirement accompagnés d'un adulte Casque obligatoire < 18 ans quelques tronçons avec dénivelé important	
Randonnée à pied 10 km -Chaniers	80 pers	Tout public	gratuit

Navettes Chaniers-Chérac et Chaniers-Dompierre / Ch.	env 60 pers suivant la capacité du bus	Pour les conducteurs des groupes de participants à la randonnée fluviale et vélo	Incluses dans tarif
Location : canoé / kayaks (2/3 places) paddle	70 canoés / kayaks (2/3 places) + gilet + pagaie 30 paddles + gilet + rame 10 vélos VTC hybrides		prix harmonisés et relais d'info par l'Agglo gestion directe par les loueurs : 22 € (canoé 14 km) 12 € (canoé 5 km) 15 € (paddle) 15 € + 2 € casque (Vélo)
Initiations nautique : 1h de canoé kayak	Canoé : 15 pers * 4 créneaux soit 60 pers	Dès 8 ans	Gratuit
initiations pêche	Pêche : pas de limite	tout public	gratuit
animations musicales	pas de limite	tout public	gratuit
TOTAL	570 participants potentiels		

Il est proposé que la vente et la gestion des billets soient confiées à l'Office de Tourisme de Saintes et de la Saintonge. Ce dernier s'engageant à ne percevoir aucune rémunération ou commission pour la vente des billets, les recettes de billetterie de l'évènement seront intégralement reversées à l'Agglomération Saintes Grandes Rives, qui aura préalablement adressé à l'Office de Tourisme un titre de recettes sur la base d'un état des ventes de l'évènement.

L'objet de cette délibération est donc :

- d'acter la jauge, les consignes du règlement intérieur et les tarifs de la grille ci-dessus, à savoir :
 - randonnées fluviales (navette incluse au tarif) : 5 € pour les participants à partir de 12 ans / gratuit pour les moins de 12 ans.
 - randonnée vélo (navette incluse au tarif) : 5 € pour les participants à partir de 12 ans / gratuit pour les moins de 12 ans.
 - randonnée pédestre : gratuit
 - initiations nautiques / pêche : gratuit.
 - animations musicales : accès gratuit.
 - Repas du midi : à la charge des participants.
 - Locations embarcations et vélo directement gérées par les loueurs du territoire
- d'acter la convention entre l'Office de Tourisme de Saintes et de la Saintonge et l'Agglomération Saintes Grandes Rives pour ce partenariat de billetterie.
- d'acter le règlement intérieur de l'évènement.

Après avoir entendu le rapporteur,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu les statuts de Saintes – Grandes Rives – L'Agglo annexés à l'arrêté préfectoral du 31 octobre 2023, et notamment l'article 6, III, 1°) relatif au tourisme,

Considérant que dans le cadre de la compétence facultative liée au tourisme, les élus communautaires ont décidé de reconduire cette année l'évènementiel touristique intitulé « Escapade sur le Fleuve Charente » qui vise à mettre en valeur les activités de pleine nature sur et autour de la Charente,

Considérant que « L'Escapade sur le Fleuve Charente » nécessite, pour des raisons de sécurité, une inscription préalable des participants et le respect d'un règlement intérieur,

Considérant les tarifs proposés ci-dessus pour l'édition 2024 de « L'Escapade sur le Fleuve Charente »,

Considérant que l'Office de Tourisme de Saintes et de la Saintonge (EPIC) est en capacité d'informer le public et de procéder à la vente de billets via son personnel d'accueil au bureau d'information situé à Saintes, Place Bassompierre et son système de billetterie en ligne sur le site Internet : www.saintestourisme.fr.

Considérant la convention ci-jointe de « vente des billetteries pour tiers » de l'EPIC « Office de Tourisme de Saintes et de la Saintonge » et l'annexe relative aux clauses RGPD définissant les engagements réciproques et notamment l'engagement de l'Office de Tourisme de Saintes et de La Saintonge (EPIC) à ne percevoir aucune rémunération ou commission pour la vente des billets,

Considérant que les recettes de billetterie de l'évènement seront intégralement reversées par l'Office de Tourisme de Saintes et de la Saintonge à l'Agglomération de Saintes, qui aura préalablement adressé à l'Office de Tourisme un titre de recettes sur la base d'un état des ventes de l'évènement,

Considérant l'avis favorable de la Commission Tourisme de l'Agglomération du 18 mars 2024,

Il est proposé au Conseil Communautaire :

- **d'approuver** la tarification proposée pour l'Escapade sur le Fleuve Charente 2024, à savoir :

- randonnée fluviale (navette incluse au tarif) : 5 € pour les participants à partir de 12 ans / gratuit pour les moins de 12 ans.
- randonnée vélo (navette incluse au tarif) : 5 € pour les participants à partir de 12 ans / gratuit pour les moins de 12 ans.
- randonnée pédestre : gratuit
- initiations nautiques / pêche : gratuit.
- animations musicales : accès gratuit.
- Locations embarcations et vélo directement gérées par les loueurs du territoire
- repas du midi sont à la charge des participants.

- **de confier** à l'Office de Tourisme Communautaire de Saintes et de la Saintonge la vente des billets de l'évènement « Escapade sur le Fleuve Charente 2024 »,

- **d'approuver** la convention de partenariat ci-jointe de « vente des billetteries pour tiers » de l'EPIC « Office de Tourisme de Saintes et de la Saintonge » (et l'annexe relative aux clauses RGPD) définissant les engagements réciproques, notamment l'engagement de l'Office de Tourisme de Saintes à ne percevoir aucune rémunération ou commission pour la vente des billets et les modalités de reversement des recettes de billetterie entre l'EPIC et l'Agglomération Saintes Grandes Rives.

- **d'approuver** les conditions générales de vente de l'Office de Tourisme ainsi que le règlement intérieur propre à l'évènement « Escapade sur le Fleuve Charente 2024 » ci-joints.

- **de préciser** que les crédits nécessaires sont inscrits au budget principal 2024, service 22 (tourisme),

- **d'autoriser** Monsieur le Président, ou son représentant en charge du Tourisme, à signer ladite convention de partenariat événementiel ci-jointe et tout document nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

ADOpte à l'unanimité l'ensemble de ces propositions par :

- 53 Voix pour
- 0 Voix contre
- 0 Abstention
- 0 Ne prend pas part au vote

2024-86. Partenariat Saintes - Grandes Rives - L'Agglo et Abbaye aux Dames autour des animations Préludes et Prélud'Kids : autorisation de signer la convention partenariale pluriannuelle 2024-2027, attribution d'une subvention 2024 pour Préludes et Prélud'kids et autorisation à signer la convention-type de partenariat Préludes

Le rapporteur rappelle que depuis 2022, le centre culturel de rencontre de l'Abbaye aux Dames de Saintes et l'Agglomération de Saintes Grandes Rives se sont associés pour l'organisation des « Préludes », programmation musicale en début de saison touristique et véritable invitation pour tous les habitants à découvrir des ensembles de jeunes prodiges européens de musique classique au cœur des communes de l'agglomération, dans une ambiance festive et décontractée.

Après deux éditions ayant permis la mise en place de 5 dates pour 540 spectateurs en 2022 et 9 dates pour 1006 personnes en 2023, les Préludes sont devenus un des rendez-vous musicaux structurants du territoire.

Pour cette année, il est prévu l'organisation de 7 concerts Préludes gratuits, entre le 7 et le 23 juin 2024, au sein de communes suivantes :

- St Bris des Bois, le vendredi 7 juin
- Chermignac, le samedi 8 juin
- Rouffiac, le dimanche 9 juin
- Vénérand, le samedi 15 juin
- Migron, le dimanche 16 juin
- St Sauvant, le samedi 22 juin
- Montils, le dimanche 23 juin

Par ailleurs, souhaitant renforcer son rôle d'acteur culturel et citoyen dans la vie du territoire saintongeais, l'Abbaye aux Dames propose à l'agglomération de Saintes Grandes Rives de développer leur collaboration en initiant cette année les Prélud'kids, des concerts-médiation à destination des enfants des écoles ou des accueils de loisirs de l'agglomération, sur 3 journées et 9 temps de médiation la veille de chaque week-end de Préludes.

Les bénéficiaires de cette action de médiation culturelle jeune public sont en cours de définition entre Saintes - Grandes Rives - L'Agglo (Service Education) et l'Inspection de l'Education Nationale.

En parallèle, ce partenariat autour des Préludes et du nouveau projet Prélud'kids a conduit l'Abbaye aux Dames à proposer à l'Agglomération de Saintes Grandes Rives de rejoindre le cercle des partenaires institutionnels signataires de la convention pluriannuelle d'objectifs qui encadre ses missions et ses projets partenariaux pour la période 2024-2027.

En effet, avec l'arrivée récente du nouveau directeur général David Theodorides, l'Abbaye aux Dames a dû construire un projet d'établissement renouvelé, alliant les objectifs des précédentes contractualisations pluriannuelles avec ses partenaires institutionnels et les nouvelles orientations portées par le directeur général.

Pour l'Agglomération de Saintes - Grandes Rives, la signature de cette convention pluriannuelle d'objectifs avec le centre culturel de rencontres de l'Abbaye aux Dames permet d'inscrire dans la durée le partenariat autour des projets Préludes et Prélud'kids, tout en formalisant les objectifs au titre de sa compétence Tourisme et de sa compétence Education (Projet Educatif De Territoire) auxquels ils contribuent :

- Enrichir l'offre d'animations touristiques estivales en direction des habitants et des touristes par des projets pluridisciplinaires co-construits avec les communes et des partenaires culturels, sportifs
- Contribuer à la valorisation du patrimoine bâti et naturel des communes, dans une démarche touristique.
- Contribuer à l'attractivité touristique et économique du territoire d'agglomération.
- Veiller à l'équitable répartition de cette offre d'animations touristiques sur le territoire d'agglomération.
- À l'occasion de ces animations touristiques, œuvrer à la sensibilisation du jeune-public à la culture par des temps de médiation et d'échanges avec les artistes et ainsi permettre à l'Enfant de pratiquer des activités variées qui contribueront à son épanouissement personnel.

Dans le respect de la règle de l'annualité budgétaire, la définition du montant des subventions versées sur la période 2024-2027 reste sous réserve du vote du conseil communautaire de l'Agglomération. Son engagement fait l'objet d'une délibération annuelle.

Le suivi du projet d'établissement de l'Abbaye aux Dames et des objectifs formulés dans la convention pluriannuelle d'objectifs est effectué par le Comité de suivi de l'Abbaye aux Dames qui se réunit 2 à 3 fois par an et pour lequel un représentant élu de Saintes - Grandes Rives - L'Agglo sera convié.

Pour l'année 2024, le budget prévisionnel pour la mise en place des 7 concerts « Préludes » et des 9 concerts-médiation « Prélud'kids » s'élève à 50 725 € et inclut la rémunération, l'hébergement et les frais de déplacement des équipes artistiques et des techniciens, les dépenses d'installation technique la communication et des frais fixes pro-ratisés.

Afin de favoriser la gratuité des Préludes et Prélud'kids pour le public, il est proposé la mise en place du financement partagé suivant :

- Recherche de mécénat et financements privés par l'association Abbaye aux Dames à hauteur de 13 725 €.*
- Financement public pro-ratisé de la Ville de Saintes et du Département Charente Maritime à hauteur respective de 5000 € et 7000 €.*
- Octroi d'une subvention de 25 000 € à l'association Abbaye aux Dames par l'Agglomération de Saintes, soit 15 000 € pour Préludes et 10 000 € pour Prélud'kids au titre de sa compétence économique et de la promotion du tourisme.*

Grace à ce financement partagé, les communes partenaires n'ont pas de contribution financière à prévoir pour l'accueil des concerts Préludes et Prélud'kids, hormis la prise en charge et l'organisation du repas des artistes et du verre de l'amitié proposé au public après le concert, la location d'une scène le cas échéant et la mise en place d'une loge.

Pour chaque Prélude, une convention partenariale tripartite ou quadripartite sera établie entre l'Abbaye aux Dames, Saintes - Grandes Rives - L'Agglo et la commune voire des associations pour encadrer l'organisation globale de la soirée-concert et répartir les tâches et responsabilités de chaque co-contractant.

Les Prélud'kids, plus légers en logistique, ne nécessitent que la mise à disposition par la commune ou l'établissement scolaire ou périscolaire d'une salle appropriée à l'accueil d'une cinquantaine d'enfants et des artistes et d'une autre pour la loge des artistes.

Ces projets d'animation touristique Préludes et Prélud'kids, la signature de la convention pluriannuelle d'objectifs qui les encadre pour la période 2024 - 2027 et la proposition de financement partagé pour 2024 entre Saintes - Grandes Rives - L'Agglo et l'Abbaye aux Dames ont reçu l'avis favorable de la Commission Tourisme du 18 mars 2024.

Après avoir entendu le rapporteur,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu les statuts de Saintes - Grandes Rives - L'Agglo annexés à l'arrêté préfectoral du 31 octobre 2023, et notamment les articles 6, I, 1°) « Développement économique », 6, III, 1°) relatif au « tourisme » incluant la promotion du tourisme et 6, III, 2°) relatif à l'« Education, Enfance, Jeunesse » comprenant entre autres le « Projet Educatif de Territoire »,

Considérant que le projet d'animation musicale et touristique « Préludes » porté par l'association Abbaye aux Dames de Saintes prévoit l'organisation de 7 concerts de musique classique en juin 2024 au sein de 7 communes préalablement choisies par Saintes - Grandes Rives - L'Agglo,

Considérant que l'Abbaye aux Dames propose à l'agglomération de Saintes Grandes Rives de développer leur collaboration en initiant les Prélud'kids, des concerts-médiation à destination des enfants des écoles ou des accueils de loisirs de l'agglomération, sur 3 journées et 9 temps de médiation la veille de chaque week-end de Préludes,

Considérant que ce partenariat autour des Préludes et du nouveau projet Prélud'kids a conduit l'Abbaye aux Dames à proposer à l'Agglomération de Saintes Grandes Rives de rejoindre le cercle des partenaires institutionnels signataires de la convention pluri-annuelle d'objectifs qui encadre ses missions et ses projets partenariaux pour la période 2024-2027,

Considérant que dans le respect de la règle de l'annualité budgétaire, la définition du montant des subventions versées sur la période 2024-2027 reste sous réserve du vote du conseil communautaire et que l'engagement de Saintes - Grandes Rives - L'Agglo fait l'objet d'une délibération annuelle,

Considérant que le suivi du projet d'établissement de l'Abbaye aux Dames et des objectifs formulés dans la convention pluriannuelle d'objectifs est effectué par le Comité de suivi de l'Abbaye aux Dames qui se réunit 2 à 3 fois par an et pour lequel un représentant élu de Saintes - Grandes Rives - L'Agglo sera convié,

Considérant les éléments du rapport présentés ci-dessus,

Considérant qu'il convient d'acter le partenariat,

Il est proposé au Conseil Communautaire :

- **d'autoriser** Monsieur le Président, ou son représentant en charge notamment du Tourisme, à signer la convention pluriannuelle d'objectifs 2024-2027 ci-jointe dont les termes ont été conjointement rédigés avec les partenaires institutionnels, notamment l'Agglomération de Saintes Grandes Rives. Il est convenu que dans le respect de la règle de l'annualité budgétaire, la définition du montant des subventions versées sur la période 2024-2027 fera l'objet d'un vote annuel du conseil communautaire.

- **d'autoriser** Monsieur le Président, ou son représentant en charge notamment du Tourisme, à siéger au Comité de suivi de l'Abbaye aux Dames pour la période 2024-2027.

- **d'attribuer** une subvention de 25 000 € à l'association Abbaye aux Dames dont les crédits nécessaires ont été inscrits au budget principal 2024, service 22, compte 6574 (15 000 € pour soutenir l'organisation de la 3^{ème} édition des concerts « Préludes » 2024 au sein de 7 communes de l'Agglomération de Saintes Grandes Rives et 10 000 € pour soutenir la mise en place de la 1^{ère} édition des Prélud'kids 2024, 9 concerts-médiation jeune public en amont des week-ends Préludes).

- **d'autoriser** Monsieur le Président, ou son représentant en charge notamment du Tourisme, à signer tous documents relatifs à la mise en œuvre et au suivi de la présente délibération, notamment les conventions partenariales tripartites ou quadripartites encadrant l'organisation de chacun des concerts Préludes.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

ADOpte à l'unanimité l'ensemble de ces propositions par :

- 53 Voix pour
- 0 Voix contre
- 0 Abstention
- 0 Ne prend pas part au vote

Les délibérations n°2024-87 et 2024-88 sont présentées de manière groupée.

Monsieur Alexandre GRENOT indique qu'il s'agit tout d'abord d'une aide financière dans le cadre du soutien au développement économique des entreprises de la filière touristique.

La délibération suivante porte sur une demande d'aide de la commune de Saint-Césaire pour la modernisation du camping municipal, notamment des travaux permettant d'accueillir des camping-cars. Le projet pourrait bénéficier d'une subvention de 10 000 euros, correspondant à 20% des dépenses éligibles dans un plafond de 50 000 euros hors taxes.

Dans le même cadre du développement économique de la filière touristique, la ville de Saintes présente un projet d'aménagement du port Larousselle afin de favoriser le tourisme fluvial. La subvention de l'Agglomération pourrait s'élever à 12 049,58 euros, soit 10% du coût éligible.

En l'absence d'interrogations, le Président soumet les délibérations au vote

2024-87. Aide à la commune de Saint Césaire pour la modernisation du camping municipal, dans le cadre du soutien au développement économique et aux entreprises de la filière touristique

Le rapporteur rappelle que dans le cadre de la convention pour le SRDEII (Schéma de Développement Economique, d'Innovation et d'internationalisation) signée le 6 juillet 2018 entre la Saintes - Grandes Rives -L'Agglo et le Conseil Régional Nouvelle-Aquitaine, cette dernière soutient le développement économique et les entreprises de la filière Tourisme.

Dans le cadre de l'avenant n°3 à cette convention approuvée par délibération du Conseil communautaire n°2023-152 en date du 27 septembre 2023, il a été décidé de prolonger la durée de la convention et des dispositifs qu'elle encadre jusqu'au 1^{er} juillet 2024.

*Le 14 février 2024, la Mairie de Saint Césaire a sollicité une subvention auprès de Saintes - Grandes Rives -L'Agglo pour son projet de requalification du camping municipal des Boujoliers afin d'intégrer le réseau Camping-car Park et notamment le label Camping de nos Villages. L'objectif est de bénéficier de la notoriété de l'enseigne et des facilités de gestion des locations à distance. Le montant prévisionnel de l'investissement s'élève à 92 048 € HT. Le classement en 2 * est visé après travaux.*

Ce projet contribue à la requalification de l'hébergement touristique de la commune et par conséquent à une meilleure notoriété du territoire de l'agglomération, notamment en ce qui concerne l'hôtellerie de plein air.

Pour ces raisons, conformément au règlement d'intervention de Saintes - Grandes Rives -L'Agglo, ce projet a reçu l'avis favorable de la Commission Tourisme du 18 mars 2024, pour l'octroi d'une subvention à hauteur de 10 000 € correspondant à 20% de la dépense HT éligible plafonnée à 50 000€.

Après avoir entendu le rapporteur,

Vu le règlement européen N° 1407/2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union Européenne aux aides de minimis,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment les articles L. 1511-1 à L. 1511-2, L. 1111.8 et L. 4251-17,

Vu les statuts de Saintes - Grandes Rives -L'Agglo annexés à l'arrêté préfectoral du 31 octobre 2023, et notamment l'article 6, I, 1 °) « Développement Economique »,

Vu la délibération n°2018.86. CP de la Commission Permanente du Conseil Régional de Nouvelle-Aquitaine en date du 5 février 2018 portant mise en œuvre du Schéma Régional de Développement Economique, d'Innovation et d'Internationalisation (SRDEII) et application du règlement d'intervention économique régional - Conventions Economiques avec les Collectivités Territoriales,

Vu la délibération n°2018-88 du Conseil Communautaire en date du 12 avril 2018, transmise au contrôle de légalité le 23 avril 2018, relative à la convention avec la Région Nouvelle Aquitaine portant adoption du régime communautaire d'aides aux entreprises,

Vu la convention susvisée signée le 6 juillet 2018 entre Saintes - Grandes Rives - L'Agglo et le Conseil Régional Nouvelle-Aquitaine et ses avenants,

Vu la délibération n°2023-152 du Conseil Communautaire en date du 27 septembre 2023, transmise au contrôle de légalité le 10 octobre 2023 relatif à l'avenant n°3 à la convention susvisée entre Saintes - Grandes Rives -L'Agglo et le Conseil Régional Nouvelle-Aquitaine, prolongeant sa durée jusqu'au 1^{er} juillet 2024,

Considérant les éléments du rapport ci-avant présenté,

Il est proposé au Conseil Communautaire :

- **d'attribuer**, au titre du soutien au développement économique et aux entreprises de la filière Tourisme, à la Mairie de Saint Césaire, pour son projet de requalification du Camping Municipal des Boujoliers, une subvention à hauteur de 10 000 € correspondant à 20% de la dépense HT éligible, plafonnée à 50 000 € HT qui sera imputée sur les crédits inscrits au budget 2024 compte 20421.

- **d'autoriser** Monsieur le Président, ou son représentant en charge notamment du Tourisme, à signer la convention ci jointe et tous documents relatifs à la mise en œuvre et au suivi de la présente délibération.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

ADOpte à l'unanimité l'ensemble de ces propositions par :

- 52 Voix pour
- 0 Voix contre
- 0 Abstention
- 1 élue ne prend pas part au vote (Mme Sylvie BEGIN)

2024-88. Aide à la Ville de Saintes pour le projet d'aménagement du Port Larousselle et notamment à l'aménagement d'une aire de carénage et de sanitaires, dans le cadre du soutien au développement économique de la filière Tourisme

Le rapporteur rappelle que dans le cadre de la convention pour le SRDEII (Schéma de Développement Economique, d'Innovation et d'internationalisation) signée le 6 juillet 2018 entre la Communauté d'Agglomération et le Conseil Régional Nouvelle-Aquitaine, Saintes - Grandes Rives - L'Agglo soutient le développement économique et les entreprises de la filière Tourisme.

Dans le cadre de l'avenant n°3 à cette convention approuvée par délibération n°2023-152 du conseil communautaire en date du 27 septembre 2023, il a été décidé de prolonger la durée de la convention et des dispositifs qu'elle encadre jusqu'au 1^{er} juillet 2024.

La ville a à cœur de conforter l'activité touristique et faisant levier sur ses atouts majeurs, c'est pourquoi, elle souhaite développer le tourisme fluvial. L'aire de carénage implantée au port Larousselle nécessite d'une rénovation lourde pour se conformer au cadre réglementaire. C'est dans ce contexte que le 23 octobre 2023, la Ville de Saintes a sollicité une subvention auprès de la Communauté d'Agglomération pour son projet de rénovation de l'aire de carénage et la création de sanitaires sur le site du port Larousselle. L'espace sanitaires sera accessible au public, notamment aux plaisanciers et aux vélotouristes parcourant la flow vélo.

Le montant prévisionnel des travaux s'élève à 149 333,56, dont 120 495,76 €HT éligibles au dispositif d'aide à la filière tourisme.

Ce projet répond aux enjeux de qualification d'accueil et de services fluviaux et fluvestres. De ce fait, il contribue à accroître l'attractivité du territoire, notamment en ce qui concerne le tourisme fluvial et fluvestre.

Pour ces raisons, conformément au règlement d'intervention de l'Agglomération, ce projet a reçu l'avis favorable de la Commission Tourisme du 18 mars 2024, pour l'octroi d'une subvention à hauteur de 12 049,58€ correspondant à 10% de la dépense HT éligible (120 495,76€ HT).

Après avoir entendu le rapporteur,

Vu le règlement européen N° 1407/2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union Européenne aux aides de minimis,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment les articles L. 1511-1 à L. 1511-2, L. 1111.8 et L. 4251-17,

Vu les statuts de « Saintes - Grandes Rives -L'Agglo » annexés à l'arrêté préfectoral du 31 octobre 2023, et notamment l'article 6, I, 1 °) « Développement Economique »,

Vu la délibération n°2018.86. CP de la Commission Permanente du Conseil Régional de Nouvelle-Aquitaine en date du 5 février 2018 portant mise en œuvre du Schéma Régional de Développement Economique, d'Innovation et d'Internationalisation (SRDEII) et application du règlement d'intervention économique régional - Conventions Economiques avec les Collectivités Territoriales,

Vu la délibération n°2018-88 du Conseil Communautaire en date du 12 avril 2018 relative à la convention avec la Région Nouvelle Aquitaine portant adoption du régime communautaire d'aides aux entreprises,

Vu la convention susvisée signée le 6 juillet 2018 entre la Communauté d'Agglomération et le Conseil Régional Nouvelle-Aquitaine et ses avenants,

Vu la délibération n°2023-152 du Conseil Communautaire en date du 27 septembre 2023 relatif à l'avenant n°3 à la convention susvisée entre la Communauté d'Agglomération et le Conseil Régional Nouvelle-Aquitaine, prolongeant sa durée jusqu'au 1er juillet 2024,

Considérant les éléments du rapport présenté ci-dessus,

Il est proposé au Conseil Communautaire :

- d'attribuer, au titre du soutien au développement économique et aux entreprises de la filière Tourisme, à la Ville de Saintes, pour son projet de rénovation de l'aire de carénage et de création de sanitaires sur le site du port Larousselle, une subvention à hauteur de 12 049,58€ correspondant à 10% de la dépense HT éligible (120 495,76€ HT) qui sera imputée sur les crédits inscrits au budget 2024 compte 20421.

- d'autoriser Monsieur le Président, ou son représentant en charge notamment du Tourisme, à signer la convention ci jointe et tous documents relatifs à la mise en œuvre et au suivi de la présente délibération.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

ADOpte à l'unanimité l'ensemble de ces propositions par :

- 37 Voix pour
- 0 Voix contre
- 0 Abstention
- 16 élus ne prennent pas part au vote (Mmes et MM Caroline AUDOUIN, Thierry BARON en son nom et celui Véronique TORCHUT, Renée BENCHIMOL-LAURIBE, Ammar BERDAÏ en son nom et celui de Laurent DAVIET, Philippe CALLAUD, Véronique CAMBON en son nom et celui de Marie-Line CHEMINADE, Bruno DRAPRON en son nom et celui de Evelyne PARISI, Jean-Pierre ROUDIER en son nom et celui de Jean-Philippe MACHON, Joël TERRIEN en son nom et celui de Philippe CREACHCADEC et Charlotte TOUSSAINT).

Les délibérations n°2024-89 et 2024-90 sont présentées de manière groupée.

Monsieur le Président indique qu'il s'agit d'approuver le budget primitif 2024 de l'EPIC Office de Tourisme, puis d'autoriser la signature de la convention pluriannuelle d'objectifs et de moyens 2024 entre l'Agglomération et son Office de Tourisme, qui était arrivée à son terme en 2022. Il s'agit de la prolonger par un avenant pour l'année 2024. En l'absence d'interrogations, le Président soumet les délibérations au vote.

2024-89. Approbation du budget primitif 2024 de l'EPIC Office de Tourisme de Saintes et de la Saintonge

Le rapporteur rappelle que l'EPIC « Office de Tourisme de Saintes et de la Saintonge » a réalisé son débat d'orientations budgétaires en date du 19 décembre 2023 au cours duquel il a présenté un projet de plan d'actions pour l'année 2024 ainsi qu'un budget prévisionnel réalisé en adéquation avec les services de l'agglomération de Saintes.

Le budget primitif ainsi que le plan d'actions 2024 de l'EPIC « Office de Tourisme de Saintes et de la Saintonge » ont été validés par les membres du Comité de Direction par délibération n°2024-3 en date du 2 février 2024.

Ce plan d'actions s'articule autour de 4 axes majeurs :

- Développer la notoriété et l'attractivité du territoire de Saintes Grandes Rives
- Qualifier, renforcer et enrichir l'offre touristique,
- Faire du tourisme un levier de développement économique,
- Optimiser et structurer l'organisation touristique,

Il répond aux objectifs suivants :

- Participer à l'élaboration du Schéma de développement de l'économie touristique 2024-2028 en lien avec Saintes - Grandes Rives - L'Agglo,
- Poursuivre l'accompagnement des acteurs touristiques par filières,
- Accompagner la mise en place du Plan Climat Air Energie en développant des actions en faveur du développement durable
- Renforcer la valorisation des composantes et piliers identitaires
- Développer l'attractivité du territoire de Saintes - Grandes Rives - L'Agglo auprès des bassins émetteurs et en lien avec la démarche de marketing territorial « Le Bonheur, c'est si Saintes »,
- Augmenter la visibilité de la destination au niveau digital,
- Poursuivre la commercialisation de l'offre,
- Construire un schéma d'accueil qualitatif et performant,
- Participer et contribuer aux projets de territoire,
- Accompagner le développement de nouvelles formes de visites ludiques.

Le budget primitif de l'EPIC « Office de Tourisme de Saintes et de la Saintonge » établi en M4, est proposé au vote par nature et par chapitre.

Il est ainsi soumis à l'approbation du Conseil Communautaire comme le prévoit l'article 9 des statuts de l'EPIC.

Après avoir entendu le rapporteur,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.1612-11, R.2221-2 et suivants, R.2221-22 et R.2221-28,

Vu le Code du Tourisme et notamment l'article L. 133-7 prévoyant que le budget de l'office comprend en recettes le produit notamment : 1°) des subventions, (...), 4° de la taxe de séjour (...),

Vu l'instruction budgétaire et comptable M4,

Vu les statuts de Saintes - Grandes Rives - L'Agglo annexés à l'arrêté préfectoral du 31 octobre 2023, et notamment l'article 6, III, 1°) Tourisme et notamment la « gestion d'un office de tourisme communautaire »,

Vu la délibération n°2019-64 du Conseil communautaire de Saintes - Grandes Rives - L'Agglo en date du 23 mai 2019 portant modification du statut juridique et des modalités d'organisation de l'Office de Tourisme de Saintes et de la Saintonge et créant un Etablissement Public Industriel et Commercial (EPIC),

Vu les statuts de l'EPIC « Office de Tourisme de Saintes et de la Saintonge » et notamment l'article 9 qui précise que le budget préparé par le Directeur et validé par le Comité de direction est soumis à l'approbation du conseil communautaire qui a trente jours pour faire connaître sa décision sans quoi le budget est considéré comme approuvé,

Vu la délibération n°2023-227 du Conseil Communautaire de Saintes - Grandes Rives - L'Agglo en date du 15 décembre 2023 approuvant le budget primitif 2024 - Budget principal,

Vu la délibération n°2024-3 de l'EPIC « Office de Tourisme de Saintes et de la Saintonge » en date du 2 février 2024 approuvant le budget primitif 2024,

Considérant les missions que l'EPIC « Office de Tourisme de Saintes et de la Saintonge » assure pour le compte de Saintes - Grandes Rives - L'Agglo,

Considérant que pour atteindre ces objectifs, des engagements réciproques seront formalisés par une convention annuelle d'objectifs,

Considérant que Saintes - Grandes Rives - L'Agglo s'engage à soutenir financièrement l'EPIC « Office de Tourisme de Saintes et de la Saintonge » par le versement d'une subvention annuelle de fonctionnement complétée par le reversement du produit de la taxe de séjour perçue sur l'année civile,

Il est proposé au Conseil Communautaire :

- **d'approuver** le budget primitif 2024 de l'EPIC « Office de Tourisme de Saintes et de la Saintonge » validé par son comité de direction par délibération n°2024-3 en date du 2 février 2024 ci-annexée.
- **d'autoriser** le Président à signer tous documents nécessaires à l'application de la présente délibération.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

ADOpte à la majorité l'ensemble de ces propositions par :

- 38 Voix pour
- 0 Voix contre
- 1 Abstention (Mme Renée BENCHIMOL-LAURIBE)
- 14 élus ne prennent pas part au vote (Mmes et MM Bruno DRAPRON en son nom et celui de Evelyne PARISI, Alexandre GRENOT en son nom et celui de Jean-Marc AUDOUIN, Marie-France DREY, Véronique CAMBON au nom de Marie-Line CHEMINADE, Véronique ABELIN-DRAPRON, Françoise LIBOUREL, Agnès POTTIER, Gérard PERRIN, Joseph De MINIAC, Frédéric ROUAN en son nom et celui de Bernard CHAIGNEAU et Stéphane TAILLASSON)

2024-90. Attribution d'une subvention et autorisation de signer la convention d'objectifs et de moyens 2024 entre Saintes - Grandes Rives - L'Agglo et l'EPIC Office de Tourisme de Saintes et de la Saintonge

Par délibération n°2020-19 du Bureau Communautaire en date du 13 mars 2020, l'agglomération de Saintes a signé une convention pluriannuelle d'objectifs et de moyens 2020-2022 avec l'EPIC « Office de Tourisme de Saintes et de la Saintonge ». Cette convention, arrivée à son terme au 31 décembre 2022 définissait les missions et objectifs fixés ainsi que les subventions allouées par Saintes - Grandes Rives - L'Agglo.

Compte-tenu des travaux sur le Schéma de Développement de l'économie touristique durable entamés en 2023 par Saintes - Grandes Rives - L'Agglo et de leur finalisation prévue courant 2024, une convention d'un an avait été établie pour l'année 2023. Il est ainsi proposé de conclure une convention pour l'année 2024 dans l'attente de la rédaction d'une convention pluriannuelle à partir de 2025.

Les 4 axes majeurs définis dans la convention 2020-2022 seront maintenus à savoir :

- Développer la notoriété et l'attractivité du territoire de Saintes - Grandes Rives - L'Agglo
- Qualifier, renforcer et enrichir l'offre touristique
- Faire du tourisme un levier de développement économique
- Optimiser et structurer l'organisation touristique

Un plan d'actions 2024 proposé par l'EPIC « Office de Tourisme de Saintes et de la Saintonge » a été validé par le Comité de Direction. Il répond aux objectifs suivants :

- Participer à l'élaboration du Schéma de développement de l'économie touristique 2024-2028 en lien avec Saintes - Grandes Rives - L'Agglo,
- Poursuivre l'accompagnement des acteurs touristiques par filières,

- Accompagner la mise en place du Plan Climat Air Energie en développant des actions en faveur du développement durable
- Renforcer la valorisation des composantes et piliers identitaires
- Développer l'attractivité du territoire de Saintes - Grandes Rives - L'Agglo auprès des bassins émetteurs et en lien avec la démarche de marketing territorial « Le Bonheur, c'est si Saintes »,
- Augmenter la visibilité de la destination au niveau digital,
- Poursuivre la commercialisation de l'offre,
- Construire un schéma d'accueil qualitatif et performant,
- Participer et contribuer aux projets de territoire,
- Accompagner le développement de nouvelles formes de visites ludiques

Il est ainsi proposé au Conseil Communautaire d'attribuer une subvention de fonctionnement d'un montant de 230 000 € à l'EPIC « Office de Tourisme de Saintes et de la Saintonge » pour l'année 2024. En complément de ce montant, il est précisé que Saintes Grandes Rives L'Agglo reversera le produit de la taxe de séjour qui sera perçue sur l'année 2024 dont le montant estimé s'élève à 247 000 €.

La convention proposée reprend notamment les axes stratégiques, le plan d'actions 2024 et la subvention de fonctionnement proposée.

Après avoir entendu le rapporteur,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code du tourisme et notamment l'article L. 133-7 prévoyant que le budget de l'office comprend en recettes le produit notamment : 1°) des subventions, (...), 4°) de la taxe de séjour (...),

Vu la délibération n°2019-64 du Conseil Communautaire en date du 23 mai 2019, modifiant le statut juridique et les modalités d'organisation de l'Office de Tourisme et portant création d'un Etablissement Public à Caractère Industriel et Commercial (EPIC),

Vu les statuts de l'EPIC « Office de Tourisme de Saintes et de la Saintonge », et notamment l'article 1-2 relatif à son objet,

Vu les statuts de Saintes - Grandes Rives - L'Agglo annexés à l'arrêté préfectoral du 31 octobre 2023, et notamment l'article 6, III, 1°) Tourisme et notamment la « gestion d'un office de tourisme communautaire »,

Vu la délibération n°2023-227 du Conseil Communautaire de Saintes - Grandes Rives - L'Agglo en date du 15 décembre 2023 approuvant le budget primitif 2024 - Budget principal,

Vu la délibération n°2024-3 de l'EPIC « Office de Tourisme de Saintes et de la Saintonge » en date du 2 Février 2024 approuvant le budget primitif 2024,

Considérant les missions énumérées ci-dessous que l'EPIC Office de Tourisme assure notamment :

- L'accueil, l'information du public et l'animation touristique
- La promotion touristique de l'ensemble du territoire
- La participation à la coordination des interventions des divers partenaires du développement touristique local.

Considérant que l'EPIC a défini une stratégie de développement touristique 2020-2022 poursuivie en 2023 et 2024 pour répondre aux enjeux du territoire et mener des actions en concordance avec la politique et les projets de Saintes - Grandes Rives - L'Agglo,

Considérant que pour atteindre ces objectifs, des engagements réciproques sont formalisés dans la convention annuelle d'objectifs 2024 ci-jointe,

Considérant que la subvention annuelle de fonctionnement est complétée par le reversement du produit de la taxe de séjour perçue sur l'année civile et par d'éventuelles subventions finalisées attribuées par le conseil communautaire,

Considérant que la convention proposée est établie pour l'année 2024,

Il est proposé au Conseil Communautaire :

- **d'attribuer** une subvention de fonctionnement d'un montant de 230 000 € à l'EPIC « Office de Tourisme de Saintes et de la Saintonge » pour l'année 2024.
- **d'approuver** les termes de la convention annuelle d'objectifs et de moyens 2024 ci-jointe.
- **d'autoriser** le Président à signer ladite convention avec l'EPIC Office de Tourisme de Saintes et de la Saintonge.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

ADOpte à la majorité l'ensemble de ces propositions par :

- 38 Voix pour
- 0 Voix contre
- 1 Abstention (Mme Renée BENCHIMOL-LAURIBE)
- 14 élus ne prennent pas part au vote (Mmes et MM Bruno DRAPRON en son nom et celui de Evelyne PARISI, Alexandre GRENOT en son nom et celui de Jean-Marc AUDOUIN, Marie-France DREY, Véronique CAMBON au nom de Marie-Line CHEMINADE, Véronique ABELIN-DRAPRON, Françoise LIBOUREL, Agnès POTTIER, Gérard PERRIN, Joseph De MINAC, Frédéric ROUAN en son nom et celui de Bernard CHAIGNEAU et Stéphane TAILLASSON)

AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

2024-91. Attribution d'une subvention et autorisation de signer la convention de partenariat avec la SEMIS pour la production de 16 logements locatifs sociaux à Saintes, opération Olympia

Monsieur Philippe CALLAUD présente la délibération. Le coût total de l'opération s'élève à 3 336 782 euros, soit 3 682 euros TTC du mètre carré. L'opération prévoit la restauration de la façade, la création d'un rez-de-chaussée commercial, la création d'un balcon par logement et la présence d'un ascenseur.

Madame Renée BENCHIMOL-LAURIBE souligne qu'en 2020, l'association de l'Abbaye aux dames souhaitait réhabiliter ce bâtiment afin de disposer d'une grande salle de spectacle, et demande si un autre lieu lui a été proposé.

Monsieur le Président déclare que l'association n'avait pas les moyens de financer une grande salle. Ce point n'est donc pas prévu. L'association dispose de toutes les églises y compris la cathédrale pour programmer des concerts, de même que l'Abbaye aux dames qui est un bien communal mis à sa disposition par convention.

Monsieur David MUSSEAU souhaite savoir à quel moment la mise en service de cet endroit est envisagée.

Monsieur le Président répond qu'elle est prévue pour début 2026. Les façades sont conservées, en revanche tout l'intérieur est totalement enlevé et reconstruit. En l'absence d'autres interrogations, le Président soumet la délibération au vote.

Le rapporteur explique que la SEMIS propose la réalisation d'une opération en acquisition-amélioration de 16 logements locatifs sociaux à Saintes, sur le site de l'ancien cinéma l'Olympia.

Le programme prévoit la réalisation de 11 logements sociaux (PLUS) et 5 logements très sociaux (PLAI) dont un logement à loyer minoré (PLAI adapté), dont 1 T1, 10 T2 et 5 T3 pour lesquels les loyers s'échelonnent de 189,15 € à 454,97 €.

Au titre du règlement d'attribution des subventions en faveur de la production de logements sociaux et au regard de la note de 11/13 obtenue selon des critères d'analyse qualitatifs de l'opération, la SEMIS peut bénéficier d'une subvention de 160 000 € pour la réalisation de ce programme soit une subvention moyenne de 10 000 € par logement. Le prix de revient s'élève à 3 682 € TTC/m² de surface utile.

Le coût de cette opération s'élève à 3 336 782 € T.T.C et son plan de financement est le suivant :

Subvention Etat - PLAI	216 480 €	6,5 %
Subvention Conseil Départemental 17	90 000 €	3 %
Subvention Saintes - Grandes Rives - L'Agglo	160 000 €	5 %
Subvention Action Logement	181 272 €	5 %
Subvention Conseil Régional	12 000 €	0,5%
Subvention Fonds Vert	769 619 €	23%
Prêts	1 078 790 €	32 %
Fonds propres	828 621 €	25 %

L'attribution de cette subvention doit faire l'objet d'une convention de partenariat définissant les modalités d'attribution et de versement de cette subvention, objet de la présente délibération.

Lors de l'octroi de son prêt, la SEMIS sollicitera également l'agglomération de Saintes pour qu'elle lui accorde une garantie sur l'emprunt auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations.

Après avoir entendu le rapporteur,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5216-5 I 3°) qui prévoit que l'agglomération de Saintes exerce de plein droit au lieu et place des communes membres la compétence Equilibre social de l'habitat dont le Programme Local de l'Habitat,

Vu les statuts de Saintes- Grandes Rives - l'Agglo annexés à l'arrêté préfectoral du 31 octobre 2023, et notamment l'article 6, I, 3°), comprenant entre autres « le Programme Local de l'Habitat »,

Vu la délibération n°2018-03 du Conseil Communautaire en date du 18 janvier 2018 adoptant le Programme Local de l'Habitat 2017-2022 de l'agglomération de Saintes,

Vu la délibération n°2018-06 du Conseil Communautaire en date du 18 janvier 2018 définissant les nouvelles modalités d'octroi des subventions de l'agglomération de Saintes en faveur de la production de logements sociaux dans le cadre du PLH 2017-2022,

Vu la délibération n°2018-10 du Conseil Communautaire en date du 18 janvier 2018 portant création de l'autorisation de Programme / Crédits de Paiement (AP/CP) « Programme Local de l'Habitat 2017-2022 » (PLH), modifiée,

Vu la délibération n°2023-11 du Conseil Communautaire en date du 1^{er} février 2023 modifiant le règlement d'attribution des aides à la production de logement social,

Vu la délibération n°CC_2024_72 du Conseil Communautaire en date du 10 avril 2024 relative au bilan annuel des autorisations de programme et crédits de paiement,

Considérant le projet d'opération de la SEMIS à Saintes, sur le site de l'ancien cinéma Olympia, qui consiste en la production de 16 logements locatifs sociaux,

Considérant qu'une fois les offres de prêt définitives émises par la Caisse des Dépôts et Consignations, l'agglomération de Saintes aura à se prononcer sur l'octroi d'une garantie d'emprunt,

Considérant qu'une convention de partenariat pour la réalisation de logements sociaux, fixant les conditions de versement de cette subvention, devra être signée avec la SEMIS dans le cadre de cette opération,

Considérant les crédits inscrits au Budget Principal 2024,

Il est proposé au Conseil Communautaire :

- **d'attribuer** une subvention de 160 000 € à la SEMIS pour la production de 16 logements aidés à Saintes sur le site de l'ancien cinéma l'Olympia.
- **d'autoriser** le Vice-Président en charge des finances, à signer la convention ci-annexée avec la SEMIS.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

ADOpte à l'unanimité l'ensemble de ces propositions par :

- 44 Voix pour
- 0 Voix contre
- 0 Abstention
- 9 élus ne prennent pas part au vote (Mmes et MM Pierre TUAL, Bruno DRAPRON en son nom et celui de Evelyne PARISI, Véronique ABELIN-DRAPRON, Thierry BARON en son nom et celui de Véronique TORCHUT, Philippe CALLAUD, Joël TERRIEN et Françoise LIBOUREL).

Les délibérations n°2024-92 et 2024-93 sont présentées de manière groupée.

Monsieur Jean-Luc MARCHAIS indique que deux procédures de modifications simplifiées concernent les communes de Fontcouverte et Préguillac. Les deux procédures n'en sont pas au même stade, à Fontcouverte la fin de la procédure est proche. Toutes les démarches ont été effectuées et les consultations n'ont pas suscité de remarques particulières hormis des avis plutôt favorables. Il était simplement question de la modification de petits éléments réglementaires qui avaient été mal écrits. Pour Préguillac, il s'agit de modifier légèrement une OAP (Opération d'Aménagement Programmée) afin de permettre d'adapter un peu mieux l'aménagement souhaité par la commune à ce site. La phase de mise à disposition du public est en cours, elle aura lieu du 12 juin au 12 juillet. Un registre sera disponible à la mairie de Préguillac et au siège de l'Agglomération. Les personnes pourront également s'exprimer sur le site internet de l'Agglomération ou par courrier adressé au Président.

En l'absence d'interrogations, le Président soumet les délibérations au vote

2024-92. Approbation de la modification simplifiée n°2 du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la commune de Fontcouverte

Le rapporteur rappelle que le Président de Saintes – Grandes Rives – L'Agglo a prescrit la modification simplifiée n°2 du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la commune de Fontcouverte par arrêté n°2023-82 en date du 27 novembre 2023.

Cette modification simplifiée n°2 a eu pour objet de rectifier deux erreurs matérielles issues d'une précédente procédure, la première relative à une rédaction présente dans la version approuvée du règlement écrit du PLU alors qu'il ne s'agissait que d'une hypothèse de travail finalement non retenue, portant sur les valeurs des extensions et annexes admises dans les zones A et N, la seconde concernant l'écriture de la règle d'implantation des constructions par rapport aux voies internes à la zone d'activités de « La Sauzaie » où le terme « axe » avait été involontairement retiré à l'occasion d'une ressaisie informatique du document lors d'une précédente procédure.

Le dossier a été notifié aux Personnes Publiques Associées conformément aux termes de l'article L.153-40 du Code de l'Urbanisme. En revanche, le dossier a été dispensé de transmission à la Mission Régionale d'Autorité environnementale dans la mesure où la procédure dite « au cas par cas », en vue de la soumission ou non à évaluation environnementale, ne s'applique pas lorsque la modification du PLU a pour seul objet la rectification d'une erreur matérielle.

Consécutivement à cette notification aux Personnes Publiques Associées, ont été reçus des avis favorables sans remarques particulières de la Chambre de Commerce et d'Industrie de Charente-Maritime en date du 23 janvier 2024, du Département de la Charente-Maritime en date du 29 janvier 2024, et de la SNCF en date du 29 janvier 2024.

A été reçu en outre un avis de la Chambre d'Agriculture de Charente-Maritime en date du 01 février 2024 s'exprimant en défaveur du projet de modification simplifiée du PLU au motif que les règles et valeurs concernant les extensions et annexes étaient plus proches des préconisations de la Chambre d'Agriculture dans leur version antérieure. Or, il convient de rappeler, en réponse à cet avis, que la présente procédure n'a pas pour objet de reconsidérer la pertinence de ces règles et valeurs, mais uniquement de rectifier une erreur matérielle les concernant, de sorte que le PLU en vigueur (et donc opposable aux tiers) soit bien conforme aux décisions prises lors de l'approbation du PLU en 2017, et ce pour la bonne sécurité juridique du document. Il est souligné qu'un réexamen des règles et valeurs relatives aux extensions et annexes en zones A et N, dans le sens souhaité par la Chambre d'Agriculture, interviendra dans le cadre du Plan Local d'Urbanisme intercommunal qui est en cours d'élaboration.

Le dossier a par ailleurs fait l'objet d'une mise à disposition du public en application de l'article L.153-47 du Code de l'Urbanisme. Les modalités de cette mise à disposition, qui s'est tenue du 22 janvier à 9H00 au 22 février 2024 à 17H00, ont été définies par la délibération du Conseil Communautaire n°2023-269 en date du 15 décembre 2023.

Aucune observation n'a été formulée dans les registres qui ont été mis à disposition au siège de Saintes - Grandes Rives - L'Agglo et en mairie de Fontcouverte ; aucun courrier ou courriel n'a été réceptionné.

En conséquence, le rapporteur propose au Conseil Communautaire de procéder à l'approbation de la modification simplifiée n°2 du PLU de la commune de Fontcouverte.

Après avoir entendu le rapporteur,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code de l'Urbanisme, et notamment les articles L.153-31, L.153-36 à L.153-41, L.153-45 à L.153-48, et les articles R.153-20 à R.153-22,

Vu les statuts de Saintes - Grandes Rives - L'Agglo annexés à l'arrêté préfectoral du 31 octobre 2023, et notamment l'article 6, I, 2°, d) relatif à l'aménagement de l'espace communautaire et comprenant entre autres la compétence « Plan Local d'Urbanisme, document d'urbanisme en tenant lieu et Carte Communale »,

Vu le Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la commune de Fontcouverte approuvé par délibération du Conseil Municipal en date du 15 février 2017, puis ayant fait l'objet d'une révision allégée n°1 approuvée par délibération du Conseil Municipal en date du 10 juillet 2019 et d'une modification simplifiée n°1 approuvée par délibération du Conseil Communautaire n°2022-247 en date du 08 décembre 2022,

Vu l'arrêté n°2023-82 du Président de Saintes - Grandes Rives - L'Agglo en date du 27 novembre 2023, transmis au contrôle de légalité le 28 novembre 2023, prescrivant la modification simplifiée n°2 du PLU de la commune de Fontcouverte,

Vu la délibération n°2022-247 du Conseil Communautaire en date du 08 décembre 2022, transmise au contrôle de légalité le 20 décembre 2022, portant sur l'approbation de la modification simplifiée n°1 du PLU de Fontcouverte,

Vu la délibération n°2023-269 du Conseil Communautaire en date du 15 décembre 2023, transmise au contrôle de légalité le 26 décembre 2023, définissant les modalités de la mise à disposition du public du projet de modification simplifiée n°2 du PLU de la commune de Fontcouverte,

Vu les avis émis par les Personnes Publiques Associées, tels qu'exposés ci-avant,

Vu l'absence d'observations formulées par le public durant la période de mise à disposition qui s'est tenue du 22 janvier au 22 février 2024,

Considérant le bilan de cette mise à disposition du public,

Considérant que le dossier est à présent prêt à être approuvé par le Conseil Communautaire,

Il est proposé au Conseil Communautaire :

- **d'acter le bilan de la mise à disposition du public** du projet de modification simplifiée n°2 du PLU de la commune de Fontcouverte.
- **d'approuver** le dossier de modification simplifiée n°2 du PLU de la commune de Fontcouverte tel qu'il est annexé à la présente délibération.
- **de dire** que le dossier sera tenu à la disposition du public au siège de Saintes – Grandes Rives – L'Agglo et en mairie de Fontcouverte à leurs jours et heures habituels d'ouverture, et transmis au contrôle de légalité.
- **d'autoriser** Monsieur le Président, ou son Vice-Président en charge du Plan Local d'Urbanisme dûment habilité par arrêté de délégation, à signer tous documents relatifs à cette procédure et à prendre toutes les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération.
- **de préciser que** conformément aux articles R.153-20 et R.153-21 du Code de l'Urbanisme, la présente délibération fera l'objet d'un affichage durant un mois au siège de Saintes – Grandes Rives – L'Agglo et en mairie de Fontcouverte, et d'une mention en caractères apparents dans un journal diffusé dans le département.
- **d'indiquer** que conformément à l'article L.153-48 du Code de l'Urbanisme, la présente délibération deviendra exécutoire à compter de sa publication et de sa transmission à l'autorité administrative compétente de l'Etat dans les conditions définies aux articles L.2131-1 et L.2131-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, et dans le respect de l'article R.153-22 du Code de l'Urbanisme.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

ADOpte à l'unanimité l'ensemble de ces propositions par :

- 53 Voix pour
- 0 Voix contre
- 0 Abstention
- 0 Ne prend pas part au vote

2024-93. Définition des modalités de mise à disposition au public du projet de modification simplifiée n°1 du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la commune de Préguillac

Le rapporteur rappelle que le Président de Saintes – Grandes Rives – L'Agglo a prescrit la modification simplifiée n°1 du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la commune de Préguillac par arrêté n°2024-6 en date du 20 février 2024, afin de favoriser la réalisation d'une opération d'urbanisation dans la zone AU située au lieu-dit « La Font », tout en veillant à sa cohérence d'aménagement et à son articulation avec le reste du bourg.

Cet objectif implique de réexaminer les Orientations d'Aménagement et de Programmation (OAP) et les dispositions du règlement écrit, notamment s'agissant de la desserte de la zone, eu égard aux souhaits de la Collectivité et aux contraintes connues.

Selon les termes du Code de l'Urbanisme, cette évolution du PLU relève du champ d'application de la procédure de modification « simplifiée ». Cette procédure prévoit une « mise à disposition du public » du projet, à la différence de l'enquête publique telle que prévue dans la procédure de modification dite « de droit commun ». La « mise à disposition du public » correspond ainsi à un processus allégé de consultation du public (sans commissaire-enquêteur).

Le Code de l'Urbanisme prévoit qu'il revient à l'organe délibérant de l'autorité compétente de définir les modalités de cette mise à disposition du public du dossier de modification simplifiée du PLU.

En conséquence, le rapporteur propose au Conseil Communautaire de déterminer ces modalités dans le cadre de la présente délibération.

Après avoir entendu le rapporteur,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code de l'Urbanisme, et notamment les articles L.153-31, L.153-36 à L.153-41, L.153-45 à L.153-48, et les articles R.153-20 et R.153-21,

Vu les statuts de Saintes – Grandes Rives – L'Agglo annexés à l'arrêté préfectoral du 31 octobre 2023, et notamment l'article 6, I, 2°, d) relatif à l'aménagement de l'espace communautaire et comprenant entre autres la compétence « Plan Local d'Urbanisme, document d'urbanisme en tenant lieu et Carte Communale »,

Vu le Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la commune de Préguillac approuvé par délibération du Conseil Municipal en date du 4 juillet 2016,

Vu l'arrêté n°2024-6 du Président de Saintes – Grandes Rives – L'Agglo en date du 20 février 2024 prescrivant la modification simplifiée n°1 du PLU de la commune de Préguillac,

Considérant que les évolutions apportées au PLU de la commune de Préguillac relèvent du champ d'application de la modification simplifiée telle que prévue par le Code de l'Urbanisme,

Considérant que l'article L.153-47 du Code de l'Urbanisme prévoit que le projet de modification simplifiée, l'exposé de ses motifs, et le cas échéant, les avis émis par les personnes publiques associées, sont mis à la disposition du public pendant un mois dans des conditions lui permettant de formuler ses observations, et qu'il revient désormais au Conseil Communautaire de préciser les modalités de cette mise à disposition,

Il est proposé au Conseil Communautaire :

- de mettre à disposition du public le projet de modification simplifiée n°1 du PLU de la commune de Préguillac durant une période d'un mois, du mercredi 12 juin 2024 à 9h00 au vendredi 12 juillet 2024 à 12h00.

- de définir les modalités de cette mise à disposition du public :

- possibilité pour le public de consulter le dossier et de consigner des observations écrites sur un registre prévu à cet effet, au siège de Saintes – Grandes Rives – L'Agglo (12 boulevard Guillet Maillet, CS 90316, 17107 SAINTES CEDEX) et en mairie de Préguillac (7 rue de Perjus, 17460 PREGUILLAC) à leurs jours et heures habituels d'ouverture.

- possibilité pour le public de consulter le dossier sur le site internet de Saintes – Grandes Rives – L'Agglo (<https://www.agglo-saintes.fr>) et sur celui de la commune de Préguillac (<https://www.preguillac.fr>).

- possibilité pour le public d'adresser des observations écrites à Monsieur le Président de Saintes – Grandes Rives – L'Agglo (12 boulevard Guillet Maillet, CS 90316, 17107 SAINTES CEDEX) ou par mail (consultation-plu@agglo-saintes.fr) en précisant l'objet « Modification simplifiée n°1 du PLU de Préguillac ».

- de charger Monsieur le Président, ou son Vice-Président en charge du Plan Local d'Urbanisme dûment habilité par arrêté de délégation, de l'organisation matérielle de cette mise à disposition du public, et notamment d'informer le public de l'ouverture de celle-ci au moins 8 jours avant, d'une part par affichage d'un avis au siège de Saintes – Grandes Rives – L'Agglo, à la mairie de Préguillac et sur les éventuels panneaux en usage sur le territoire communal, pendant toute la durée de celle-ci, et d'autre part par publication de cet avis sur les sites internet des deux entités.

- de préciser qu'à l'expiration du délai de mise à disposition du public, le Président de Saintes – Grandes Rives – L'Agglo en présentera le bilan au Conseil Communautaire. Le dossier de modification simplifiée n°1 du PLU de Préguillac, éventuellement modifié pour tenir compte des avis et observations, sera alors soumis à l'approbation du Conseil Communautaire.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

ADOpte à l'unanimité l'ensemble de ces propositions par :

- 53 Voix pour
- 0 Voix contre
- 0 Abstention
- 0 Ne prend pas part au vote

ÉNERGIES

Débat sur les Zones d'Accélération de production d'Énergies Renouvelables (ZA ENR)

Monsieur Fabrice BARUSSEAU déclare que l'Agglomération a été sollicitée par les services de l'État pour proposer ces zones d'accélération sur le territoire de Saintes Grandes Rives, l'Agglo. Les services ont proposé des cartes à compléter, que les communes ont fait remonter. Il n'en manque plus que quelques-unes. Les services de toutes les communes ont fourni un travail assez lourd. La loi concernée prévoit que les communes doivent définir des zones d'accélération sur toutes les thématiques d'énergies renouvelables, et un débat doit être tenu. Ces zones seront rediscutées tous les cinq ans, dans la mesure où les territoires et les besoins évoluent.

Les zones ont été définies durant l'hiver, et la consultation publique a été proposée dans toutes les communes de janvier à mars. Au cours du deuxième semestre, l'avis du Comité Régional de l'Énergie sera demandé afin de vérifier que le potentiel à proposer correspond aux objectifs nationaux et locaux.

Dans le cadre du PCAET, des objectifs ont été fixés pour 2050. Il s'agit notamment de réduire la consommation énergétique de moitié, et en parallèle d'augmenter la production d'énergie renouvelable de manière sensible. Le principal objectif de production porte sur le solaire photovoltaïque, qui devrait représenter 46% de l'effort. L'éolien est présent de manière symbolique, le territoire étant peu adapté à cette production.

Chaque commune a défini des zonages, et l'ensemble du territoire est bien cartographié. En ce qui concerne le photovoltaïque sur toiture, la plupart des communes ont choisi de retenir l'ensemble de leur territoire afin de ne limiter personne. Ce choix a parfois également concerné le photovoltaïque sur parking, et près de 13 000 hectares sont proposés sur cette thématique. Pour ce qui est du photovoltaïque au sol, certaines communes ont également prédéfini l'ensemble du domaine communal, et 5 800 hectares sont potentiellement réservés à cette énergie. L'agrovoltaïsme n'est pas encore bien défini au niveau de l'État. La production énergétique ne doit normalement pas nuire à la production agricole, ce qui n'est pas toujours aisé. Quelques petites zones ont été définies pour l'éolien, en particulier au sud de l'Agglomération, elles représentent 232 hectares. Peu de communes ont effectué le choix de prédéfinir l'ensemble de leur territoire concernant le biométhane, et 4 600 hectares sont potentiellement dédiés à ce type d'énergie. Quelques réseaux de chaleur existent déjà sur certaines communes, en particulier Courcoury.

Les futurs projets pourront bénéficier d'avantages d'ordre économique, avec une bonification sur la tarification de la revente de l'énergie et des simplifications administratives. Les zones définies ne seront pas exclusives, et d'autres projets peuvent se développer hors de ces zones. Elles ne constituent par ailleurs pas un assouplissement de la réglementation, les projets continueront à être instruits de la même manière, au regard notamment des différentes règles d'urbanisme. L'identification d'une zone ne présage pas non plus d'une implantation obligatoire. Le service Climat Énergie de l'Agglomération est disponible pour accompagner les communes qui le souhaiteraient. L'intégration de ces zones dans le PLU n'aura lieu que si un projet est avéré. Tout projet situé sur un terrain agricole sera soumis et analysé à la Chambre d'Agriculture. Par principe, l'Agglomération n'est pas favorable à l'idée que la terre agricole soit dévolue à l'installation de parcs photovoltaïques. Les cartes doivent par ailleurs être intégrées sur un portail dédié. Certaines communes ont transmis les codes afin que les services puissent s'en charger à leur place, l'opération étant quelque peu technique.

UNE AGGLOMÉRATION PROCHE ET SOLIDAIRE DE SES HABITANTS

ÉDUCATION ENFANCE FAMILLE

2024-94. Approbation des tarifs Education-Enfance-Jeunesse

Monsieur Éric PANNAUD indique que les nouveaux tarifs seront opérationnels à partir du 1^{er} juillet, et de la rentrée suivante pour les aspects scolaires. Il a proposé à la commission de ne pas augmenter la partie restauration ainsi que la partie périscolaire. La partie restauration comprend en effet huit tarifs différents, et le plus haut devient quelque peu élevé. L'Agglomération se situe dans une tranche un peu haute au regard des autres collectivités. Pour ce qui est des autres tarifs, le souhait est d'appliquer une augmentation de 2%. Comme à l'accoutumée, les tarifs de la ludothèque sont arrondis afin de faciliter la gestion au quotidien.

En l'absence d'interrogations, le Président soumet la délibération au vote.

Le rapporteur rappelle que dans le cadre de sa compétence Education, Enfance, Jeunesse, Saintes - Grandes Rives - L'Agglo propose plusieurs offres et services en direction des enfants et des jeunes à travers les accueils de loisirs, les animations vacances et les camps, les accueils périscolaires, la restauration scolaire, l'espace jeunes, les colos apprenantes ou encore la ludothèque.

Ces services font l'objet d'une tarification spécifique.

Les tarifs ont été augmentés de 4% en juillet 2022 et de 2% en 2023.

Au regard des tarifs pratiqués dans les collectivités environnantes ou de même dimension, il est proposé :

- *de ne pas augmenter les tarifs de restauration scolaire et d'accueil périscolaire*
- *d'augmenter de 2% les tarifs actuellement en vigueur sur les activités extrascolaires (mercredis, vacances, camps, colo apprenantes) et sur la ludothèque.*

Cette augmentation prendra effet au 1^{er} juillet 2024 pour la Ludothèque et au 8 juillet 2024 pour les activités extrascolaires.

Concernant la ludothèque, les tarifs sont arrondis pour éviter les centimes et faciliter la gestion en régie. Le calcul de l'augmentation est basé sur les tarifs N-1 non arrondis sur lesquels sera appliquée l'augmentation de 2% et le nouvel arrondi.

Le tarif du goûter à l'accueil périscolaire et la majoration pour les repas non réservés restent identiques à ceux de l'année précédente.

Comme chaque année, il est donc proposé au Conseil Communautaire d'approuver les tarifs Education-Enfance-Jeunesse ci-joints.

Après avoir entendu le rapporteur,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code de l'Education,

Vu les statuts de Saintes - Grandes Rives - L'Agglo annexés à l'arrêté préfectoral du 31 octobre 2023, et notamment l'article 6, III, 2°), relatif à l'« Education Enfance Jeunesse»,

Vu la délibération n°2023-97 du Conseil Communautaire en date du 8 juin 2023, transmise au contrôle de légalité le 19 juin 2023, fixant les tarifs Education-Enfance-Jeunesse,

Considérant l'avis favorable de la commission Education Enfance Jeunesse en date du 5 mars 2024, sur les tarifs annexés à la présente délibération :

Annexe 1 : Activités périscolaires,

Annexe 2 : Activités des accueils de loisirs et animations vacances,

Annexe 3 : Camps,

Annexe 4 : Restauration scolaire,

Annexe 5 : Ludothèque,

Annexe 6 : Espace Jeunes,

Il est proposé au Conseil Communautaire :

- d'approuver les tarifs Education-Enfance-Jeunesse comme définis dans les annexes ci-jointes ainsi que leurs modalités d'application.

- de charger Monsieur le Président ou son représentant en charge notamment de l'Education et de l'Enfance à exécuter la présente délibération et à signer tout document y afférent.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

ADOpte à l'unanimité l'ensemble de ces propositions par :

- 53 Voix pour
- 0 Voix contre
- 0 Abstention
- 0 Ne prend pas part au vote

Les délibérations n°2024-95 à 2024-101 sont présentées de manière groupée.

Monsieur Éric PANNAUD rappelle que dans le cadre du budget, une diminution des subventions avait été relevée entre 2022 et 2023. En réalité, les subventions aux associations n'ont pas diminué, il s'agit simplement d'un effet mécanique. Pour ce qui est des centres sociaux, la CAF versait à l'Agglomération des montants que cette dernière reversait aux centres. Depuis l'an dernier, la CAF verse directement ces montants aux centres sociaux, ils sortent donc du budget mis à disposition.

L'association Les Frimousses est un accueil périscolaire et centre de loisirs associatif situé sur la commune de Corme-Royal. Une subvention de 124 300 euros est demandée pour l'année 2024.

De la même manière, l'association Les Aventuriers concerne les écoles de la commune de Chaniers. Une subvention de 114 665 euros est demandée.

Monsieur Philippe CALLAUD indique qu'en ce qui concerne l'association Le Pidou, une subvention de 262 946 euros est demandée. Il s'agit également de signer la convention d'objectifs et de financement pour l'année 2024.

Monsieur Éric PANNAUD déclare qu'il est proposé d'attribuer un montant de 204 500 euros à l'association Boiffiers Bellevue (centre social), et de 113 055 euros au Centre Social Bellerive.

Madame Véronique CAMBON explique que l'association Médiation de Saintes est une nouvelle association, pour laquelle une subvention d'une hauteur de 45 000 euros est demandée, ainsi que l'autorisation de signer la convention d'objectifs et de financement pour 2024. L'association s'engage à mettre en œuvre des actions spécifiques axées sur la médiation dans divers contextes sociaux et communautaires. Au niveau du quartier prioritaire Boiffiers-Bellevue, l'objectif est d'engager les habitants dans la vie communautaire, d'améliorer les relations entre les institutions et les résidents. Un deuxième point concerne la médiation avec les gens du voyage. Il s'agit de gérer les conflits, faciliter l'intégration sociale et scolaire des enfants des familles itinérantes et renforcer le lien avec les services municipaux et sociaux. Le troisième axe porte sur le soutien aux jeunes de 11 à 15 ans. L'association appuiera les initiatives des jeunes en collaboration avec les autorités locales et les institutions éducatives pour encourager leur participation active et le développement des projets communautaires. Des tests ont été effectués dans le cadre du contrat de ville, l'idée étant de mixer les publics. Le dernier point concerne l'assistance aux écoles et familles. Il s'agit de fournir un soutien pour la gestion de conflits en milieu scolaire et de promouvoir des interactions positives et respectueuses. Le médiateur dispose de l'ensemble des outils spécifiques, et peut être amené à contacter directement les familles. Une souplesse de fonctionnement et des horaires décalés sont attendus. Les actions financées visent à améliorer la cohésion sociale, faciliter l'accès aux droits et participer à la prévention de la délinquance. L'association compte pour partenaires Saintes Grandes Rives, l'Agglo à travers le CISPD, l'ISCG (Intervenant Social en Commissariat et Gendarmerie), le CLS, le centre social Boiffiers-Bellevue, la SEMIS, Erequa'sol, la régie de quartier, la Mission Locale, France Travail, l'Éducation Nationale ou encore le CCAS. L'objectif sera d'engager un directeur ainsi qu'un

médiateur. Les fiches de postes sont déjà établies et seront diffusées prochainement. L'efficacité de ces postes a été démontrée.

Madame Véronique CAMBON indique que Do l'Enfant Dom est une association de garde d'enfants destinée aux familles travaillant à des horaires atypiques. Une subvention à hauteur de 24 000 euros est demandée.

Madame Renée BENCHIMOL-LAURIBE souhaite savoir s'il existe des associations pour lesquelles la subvention a diminué cette année.

Monsieur le Président rappelle qu'une réponse négative a déjà été apportée à cette question.

Madame Éliane TRAIN demande si la nouvelle association Médiation de Saintes va rayonner sur l'ensemble de la communauté.

Madame Véronique CAMBON le confirme.

Madame Éliane TRAIN demande où il sera possible de s'adresser.

Monsieur le Président précise qu'une communication sera adressée à l'ensemble des mairies. En l'absence d'autres interrogations, le Président soumet les délibérations au vote.

2024-95. Association Les Frimousses - Autorisation de signer une convention d'objectifs et de financement pour l'année 2024

Le rapporteur rappelle que dans le cadre de sa compétence « Education Enfance Jeunesse », Saintes - Grandes Rives - L'Agglo soutient financièrement les associations accueillant les enfants sur le temps périscolaire et extrascolaire.

L'association Les Frimousses, située 8 rue du Fief du Moulin à Corme-Royal, entre dans ce cadre puisqu'elle accueille des enfants de 3 à 14 ans sur le temps périscolaire matin et soir, le mercredi avec un effectif moyen de 74 enfants/jour et pendant les vacances scolaires avec un effectif moyen de 57 enfants/jour (année de référence 2023).

L'association « Les frimousses » s'engage à mettre en œuvre des actions qui s'appuient sur son projet éducatif et qui s'inscrivent dans la Convention Territoriale Globale. L'Accueil de loisirs pour les 3-14 ans sur les temps extrascolaires et périscolaires vise à :

- Proposer une offre d'activités diversifiées favorisant un éveil culturel, artistique et citoyen sur le temps extra-scolaire,*
- Appliquer la tarification votée par Saintes - Grandes Rives - L'Agglo en direction des familles bénéficiaires,*
- Contribuer à l'élaboration des camps et séjours à destination des jeunes du territoire de Saintes - Grandes Rives - L'Agglo,*
- Accompagner les projets permettant de renforcer la communauté éducative (parents, environnement de l'enfant et du jeune). D'une façon générale, les projets répondant à ces objectifs prioritaires font l'objet d'une évaluation spécifique sur la base de critères coconstruits et peuvent évoluer au fil de l'année.*

Les missions de l'association ouvrent droit à versement d'une prestation de la part de la CAF dans le cadre du Bonus Territoire de la Convention Territoriale Globale.

Le Conseil Communautaire, lors du vote du Budget Primitif le 15 décembre 2023, a attribué à l'association Les Frimousses une subvention d'un montant de 124 300 € pour l'année 2024 afin qu'elle mène à bien ces actions.

Compte tenu du montant proposé et de la nature de la subvention, il est nécessaire de conclure une convention d'objectifs et de financement fixant les modalités de versement de la subvention.

Après avoir entendu le rapporteur,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code de l'Education,

Vu les articles 9-1, 10 et 10-1 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations,

Vu l'article 1^{er} du décret n°2001-495 du 6 juin 2001 pris pour l'application de l'article 10 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 et relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques, fixant l'obligation pour l'autorité administrative de conclure une convention avec l'organisme de droit privé bénéficiant d'une subvention dont le montant annuel dépasse 23 000€,

Vu les statuts de Saintes - Grandes Rives - L'Agglo annexés à l'arrêté préfectoral du 31 octobre 2023, et notamment l'article 6, III, 2°), relatif à l' « Education Enfance Jeunesse »,

Vu la délibération n°2023-227 du Conseil Communautaire en date du 15 décembre 2023, transmise au contrôle de légalité le 22 décembre 2023, portant vote du budget primitif du Budget Principal 2024, et notamment l'annexe budgétaire portant attribution d'une subvention d'un montant de 124 300 € pour l'année 2024 à l'association Les Frimousses pour mener à bien les actions et projets de l'accueil de loisirs,

Vu la délibération n°2023-281 du Conseil Communautaire en date du 15 décembre 2023, transmise au contrôle de légalité le 26 décembre 2023, portant autorisation de signer la Convention Territoriale Globale (CTG) avec la CAF,

Vu la Convention Territoriale Globale 2023-2027,

Considérant la demande de subvention formulée par l'association Les Frimousses pour l'année 2024,

Considérant qu'il est nécessaire de conclure une convention d'objectifs et de financement entre Saintes - Grandes Rives - L'Agglo et l'Association Les Frimousses,

Considérant qu'en application de l'article 10-1 de la loi du 12 avril 2000 susvisée, « toute association ou fondation qui sollicite l'octroi d'une subvention au sens de l'article 9-1 auprès d'une autorité administrative ou d'un organisme chargé de la gestion d'un service public industriel et commercial s'engage, par la souscription d'un contrat d'engagement républicain :

- 1° A respecter les principes de liberté, d'égalité, de fraternité et de dignité de la personne humaine, ainsi que les symboles de la République au sens de l'article 2 de la Constitution ;

- 2° A ne pas remettre en cause le caractère laïque de la République ;

- 3° A s'abstenir de toute action portant atteinte à l'ordre public ».

Il est proposé au Conseil Communautaire :

- **d'approuver** les termes de la convention d'objectifs et de financement ci-jointe.
- **d'autoriser** le Président ou son représentant en charge de l'Education et de l'Enfance, à signer ladite convention ainsi que tous documents afférents.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

ADOpte à l'unanimité l'ensemble de ces propositions par :

- 53 Voix pour
- 0 Voix contre
- 0 Abstention
- 0 Ne prend pas part au vote

* * * * *

2024-96. Association Les Aventuriers - Autorisation de signer une convention d'objectifs et de financement pour l'année 2024

Le rapporteur rappelle que dans le cadre de sa compétence « Education Enfance Jeunesse », Saintes - Grandes Rives - L'Agglo soutient financièrement les associations accueillant les enfants sur le temps périscolaire et extrascolaire.

L'association Les Aventuriers, située 6 avenue du 8 mai 1945 à Chaniers, entre dans ce cadre puisqu'elle accueille des enfants de 3 à 17 ans sur le temps périscolaire matin et soir, le mercredi avec un effectif moyen de 51 enfants/jour et pendant les vacances scolaires avec un effectif moyen de 42 enfants/jour (année de référence 2023).

L'association s'engage à mettre en œuvre des actions qui s'appuient sur son projet éducatif et qui s'inscrivent dans la Convention Territoriale Globale.

Pour l'Accueil de loisirs des 3-17 ans l'association s'engage à :

- proposer une offre d'activités diversifiées favorisant un éveil culturel, artistique et citoyen,*
- contribuer à l'élaboration des camps et séjours en direction des jeunes de Saintes - Grandes Rives - L'Agglo,*
- appliquer la tarification votée par Saintes - Grandes Rives - L'Agglo en direction des familles bénéficiaires,*
- accompagner les projets permettant de renforcer la communauté éducative (parents, environnement de l'enfant et du jeune). D'une façon générale, les projets répondant à ces objectifs prioritaires font l'objet d'une évaluation spécifique sur la base de critères coconstruits et peuvent évoluer au fil de l'année.*

Les missions de l'association ouvrent droit à versement d'une prestation de la part de la CAF dans le cadre du Bonus Territoire de la Convention Territoriale Globale.

Le Conseil Communautaire, lors du vote du Budget Primitif le 15 décembre 2023, a attribué à l'association Les Aventuriers une subvention d'un montant de 114 655 € pour l'année 2024 afin qu'elle mène à bien ces actions.

Compte tenu du montant proposé et de la nature de la subvention, il est nécessaire de conclure une convention d'objectifs et de financement fixant les modalités de versement de la subvention.

Après avoir entendu le rapporteur,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code de l'Education,

Vu les articles 9-1, 10 et 10-1 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations,

Vu l'article 1^{er} du décret n°2001-495 du 6 juin 2001 pris pour l'application de l'article 10 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 et relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques, fixant l'obligation pour l'autorité administrative de conclure une convention avec l'organisme de droit privé bénéficiant d'une subvention dont le montant annuel dépasse 23 000€,

Vu les statuts de Saintes - Grandes Rives - L'Agglo annexés à l'arrêté préfectoral du 31 octobre 2023, et notamment l'article 6, III, 2°), relatif à l'« Education Enfance Jeunesse »,

Vu la délibération n°2023-227 du Conseil Communautaire en date du 15 décembre 2023, transmise au contrôle de légalité le 22 décembre 2023, portant vote du budget primitif du Budget Principal 2024, et notamment l'annexe budgétaire portant attribution d'une subvention d'un montant de 114 655 € pour l'année 2024 à l'association Les Aventuriers pour mener à bien les actions et projets de l'accueil de loisirs,

Vu la délibération n°2023-281 du Conseil Communautaire en date du 15 décembre 2023, transmise au contrôle de légalité le 26 décembre 2023, portant autorisation de signer la Convention Territoriale Globale (CTG) avec la CAF,

Vu la Convention Territoriale Globale 2023-2027,

Considérant la demande de subvention formulée par l'association Les Aventuriers pour l'année 2024,

Considérant qu'il est nécessaire de conclure une convention d'objectifs et de financement entre Saintes - Grandes Rives - L'Agglo et l'Association Les Aventuriers,

Considérant qu'en application de l'article 10-1 de la loi du 12 avril 2000 susvisée, « toute association ou fondation qui sollicite l'octroi d'une subvention au sens de l'article 9-1 auprès d'une autorité administrative ou d'un organisme chargé de la gestion d'un service public industriel et commercial s'engage, par la souscription d'un contrat d'engagement républicain :

1° A respecter les principes de liberté, d'égalité, de fraternité et de dignité de la personne humaine, ainsi que les symboles de la République au sens de l'article 2 de la Constitution ;

2° A ne pas remettre en cause le caractère laïque de la République ;

3° A s'abstenir de toute action portant atteinte à l'ordre public ».

Il est proposé au Conseil Communautaire :

- **d'approuver** les termes de la convention d'objectifs et de financement ci-jointe.
- **d'autoriser** le Président ou son représentant en charge de l'Education et de l'Enfance, à signer ladite convention ainsi que tous documents afférents.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

ADOpte à l'unanimité l'ensemble de ces propositions par :

- 53 Voix pour
- 0 Voix contre
- 0 Abstention
- 0 Ne prend pas part au vote

2024-97. Association Le Pidou - Attribution d'une subvention et autorisation de signer une convention d'objectifs et de financement pour l'année 2024

Le rapporteur rappelle que dans le cadre de sa compétence « Education Enfance Jeunesse », Saintes - Grandes Rives - L'Agglo soutient financièrement les associations accueillant les enfants sur le temps périscolaire et extrascolaire.

L'association Le Pidou entre dans ce cadre puisqu'elle accueille des enfants de 3 à 17 ans le mercredi avec un effectif moyen de 124 enfants/jour et pendant les vacances scolaires avec un effectif moyen de 96 enfants/jour (période de référence 2023).

L'association Le Pidou s'engage à mettre en œuvre des actions qui s'appuient sur son projet éducatif et qui s'inscrivent dans la Convention Territoriale Globale (CTG). L'association pourra prévoir des interventions complémentaires répondant à des projets pédagogiques particuliers, en précisant le nombre d'heures, les intervenants et les écoles référentes.

L'accueil des enfants vise à :

- Proposer une offre d'activités diversifiées favorisant un éveil culturel, artistique et citoyen sur le temps extra-scolaire, et périscolaire,
- Appliquer la tarification votée par Saintes - Grandes Rives - L'Agglo en direction des familles bénéficiaires,
- Contribuer à l'élaboration des camps et séjours à destination des jeunes du territoire de Saintes - Grandes Rives - L'Agglo,
- Accompagner les projets permettant de renforcer la communauté éducative (parents, environnement de l'enfant et du jeune). D'une façon générale, les projets répondant à ces objectifs prioritaires font l'objet d'une évaluation spécifique sur la base de critères coconstruits et peuvent évoluer au fil de l'année.

Par conséquent, il est proposé par la présente délibération d'attribuer à l'association Le Pidou une subvention d'un montant de 262 946 € pour l'année 2024 afin qu'elle mène à bien les actions.

Compte tenu du montant proposé et de la nature de la subvention, il est nécessaire de conclure une convention d'objectifs et de financement fixant les modalités de versement de la subvention.

Après avoir entendu le rapporteur,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code de l'Education,

Vu les articles 9-1, 10 et 10-1 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations,

Vu l'article 1^{er} du décret n°2001-495 du 6 juin 2001 pris pour l'application de l'article 10 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 et relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques, fixant notamment l'obligation pour l'autorité administrative de conclure une convention avec l'organisme de droit privé bénéficiant d'une subvention dont le montant annuel dépasse 23 000€,

Vu les statuts de Saintes - Grandes Rives - L'Agglo annexés à l'arrêté préfectoral du 31 octobre 2023, et notamment l'article 6, III, 2°), relatif à l' « Education Enfance Jeunesse »,

Vu la délibération n°2023-227 du Conseil Communautaire en date du 15 décembre 2023, transmise au contrôle de légalité le 22 décembre 2023, portant vote du budget primitif du Budget Principal 2024,

Vu la délibération n°2023-281 du Conseil Communautaire en date du 15 décembre 2023, transmise au contrôle de légalité le 26 décembre 2023, portant autorisation de signer la Convention Territoriale Globale (CTG) avec la CAF,

Vu la Convention Territoriale Globale 2023-2027,

Vu la demande de subvention formulée par l'association Le Pidou pour l'année 2024,

Considérant que dans ce cadre, il est proposé de verser à l'association Le Pidou une subvention pour l'année 2024 d'un montant de 262 946 €,

Considérant qu'il est nécessaire de conclure une convention d'objectifs et de financement entre Saintes - Grandes Rives - L'Agglo et l'Association Le Pidou,

Considérant qu'en application de l'article 10-1 de la loi du 12 avril 2000 susvisée, « toute association ou fondation qui sollicite l'octroi d'une subvention au sens de l'article 9-1 auprès d'une autorité administrative ou d'un organisme chargé de la gestion d'un service public industriel et commercial s'engage, par la souscription d'un contrat d'engagement républicain :

1° A respecter les principes de liberté, d'égalité, de fraternité et de dignité de la personne humaine, ainsi que les symboles de la République au sens de l'article 2 de la Constitution ;

2° A ne pas remettre en cause le caractère laïque de la République ;

3° A s'abstenir de toute action portant atteinte à l'ordre public ».

Il est proposé au Conseil Communautaire :

- **d'attribuer** une subvention de 262 946 € pour l'année 2024 à l'association Le Pidou dont les crédits nécessaires prévus au budget principal 2024 de Saintes - Grandes Rives - L'Agglo, Chapitre 65, Article 6574.
- **d'approuver** les termes de la convention d'objectifs et de financement ci-jointe et **d'autoriser** le Président, à signer ladite convention ainsi que tous documents afférents.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

ADOpte à l'unanimité l'ensemble de ces propositions par :

- 51 Voix pour
- 0 Voix contre
- 0 Abstention
- 2 élus ne prennent pas part au vote (Mme véronique CAMBON et M. Eric PANNAUD)

2024-98. Association Boiffiers-Bellevue (Centre social) - Attribution d'une subvention et autorisation de signer une convention d'objectifs et de financement pour l'année 2024

Le rapporteur rappelle que Saintes - Grandes Rives - L'Agglo, dans le cadre de ses compétences Education-Enfance-Jeunesse, Politique de la Ville et action sociale, soutient l'association Boiffiers-Bellevue, porteuse d'un Centre Social.

Plusieurs actions menées par l'association sont inscrites dans le cadre de la Convention Territoriale Globale (CTG) et s'inscrivent également dans le cadre du contrat de ville.

Les axes prioritaires et objectifs partagés par l'association et Saintes - Grandes Rives - L'Agglo visent à servir une politique d'action sociale, laïque et citoyenne, prioritairement ciblée en direction de l'enfance et la jeunesse au vu des enjeux suivants de la CTG :

Enjeu 2 : renforcer l'accès aux droits et aux services et apporter une réponse de proximité aux habitants (bassins de vie)

Enjeu 3 : adapter l'offre de service à destination des 0-11 ans aux évolutions et à la diversité des besoins des familles

Enjeu 4 : définir et mettre en œuvre une politique jeunesse (11-25 ans)

Enjeu 5 : porter une attention particulière aux publics en situation de vulnérabilité.

Certaines actions menées par l'association ouvrent droit à la prestation CAF Bonus Territoire directement versée à l'association, et ce depuis janvier 2023 alors que cette prestation était versée précédemment à Saintes - Grandes Rives - L'Agglo.

Depuis l'exercice 2023, la part versée directement par la CAF à l'association est déduite du montant de la subvention versée par Saintes - Grandes Rives - L'Agglo.

Par conséquent, il est proposé par la présente délibération d'attribuer à l'association Boiffiers-Bellevue une subvention d'un montant de 204 500 € pour l'année 2024, comprenant 201 500 € pour mener à bien les actions enfance et jeunesse et 3 000 € pour les actions politique de la Ville (médiatrice accès aux droits).

Compte tenu du montant proposé et de la nature de la subvention, il est nécessaire de conclure une convention d'objectifs et de financement fixant notamment les modalités de versement de la subvention et les actions du Centre Social.

Après avoir entendu le rapporteur,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code de l'Education,

Vu les articles 9-1, 10 et 10-1 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations,

Vu l'article 1^{er} du décret n°2001-495 du 6 juin 2001 pris pour l'application de l'article 10 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 et relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques, fixant l'obligation pour l'autorité administrative de conclure une convention avec l'organisme de droit privé bénéficiant d'une subvention dont le montant annuel dépasse 23 000€,

Vu les statuts de Saintes - Grandes Rives - L'Agglo annexés à l'arrêté préfectoral du 31 octobre 2023, et notamment l'article 6, III, 2°), relatif à l'« Education Enfance Jeunesse »,

Vu la délibération n°2023-227 du Conseil Communautaire en date du 15 décembre 2023, transmise au contrôle de légalité le 22 décembre 2023 portant vote du budget primitif du Budget Principal 2024,

Vu la délibération n°2023-281 du Conseil Communautaire en date du 15 décembre 2023, transmise au contrôle de légalité le 26 décembre 2023, portant autorisation de signer la Convention Territoriale Globale (CTG) avec la CAF,

Vu la Convention Territoriale Globale 2023-2027,

Considérant la demande de subvention formulée par l'association Boiffiers-Bellevue pour l'année 2024,

Considérant que Saintes - Grandes Rives - L'Agglo a la possibilité de soutenir sous forme de subvention la réalisation des actions de ladite association,

Considérant qu'il est nécessaire de conclure une convention d'objectifs et de financement entre Saintes - Grandes Rives - L'Agglo et l'association Boiffiers-Bellevue fixant notamment les modalités de versement de la subvention et les actions du Centre Social Boiffiers-Bellevue,

Considérant qu'en application de l'article 10-1 de la loi du 12 avril 2000 susvisée, « toute association ou fondation qui sollicite l'octroi d'une subvention au sens de l'article 9-1 auprès d'une autorité administrative ou d'un organisme chargé de la gestion d'un service public industriel et commercial s'engage, par la souscription d'un contrat d'engagement républicain :

1° A respecter les principes de liberté, d'égalité, de fraternité et de dignité de la personne humaine, ainsi que les symboles de la République au sens de l'article 2 de la Constitution ;

2° A ne pas remettre en cause le caractère laïque de la République ;

3° A s'abstenir de toute action portant atteinte à l'ordre public ».

Il est proposé au Conseil Communautaire :

- **d'attribuer** une subvention de 204 500 € pour l'année 2024 à l'association Boiffiers-Bellevue dont les crédits nécessaires sont prévus au budget principal 2024 de Saintes - Grandes Rives - L'Agglo, Chapitre 65, Article 6574.
- **d'approuver** les termes de la convention d'objectifs et de financement ci-jointe.
- **d'autoriser** le Président ou son représentant en charge notamment de la Convention Territoriale Globale à signer ladite convention ainsi que tous documents afférents.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

ADOpte à l'unanimité l'ensemble de ces propositions par :

- 49 Voix pour
- 0 Voix contre
- 0 Abstention
- 4 élus ne prennent pas part au vote (Mmes et MM Bruno DRAPRON, Véronique ABELIN-DRAPRON, Thierry BARON en son nom et celui de Véronique TORCHUT).

2024-99. Association Centre social Belle Rive - Attribution d'une subvention et autorisation de signer une convention d'objectifs et de financement pour l'année 2024

Le rapporteur rappelle que Saintes - Grandes Rives - L'Agglo, dans le cadre de ses compétences Education-Enfance-Jeunesse et Action sociale, soutient l'association Belle Rive, porteuse d'un Centre Social.

Plusieurs actions concernant l'enfance et la jeunesse, menées par l'association, sont inscrites dans le cadre de la Convention Territoriale Globale (CTG).

Les axes prioritaires et objectifs partagés par l'association et Saintes - Grandes Rives - L'Agglo visent à servir une politique d'action sociale, laïque et citoyenne, prioritairement ciblée en direction de l'enfance et la jeunesse au vu des enjeux suivants de la CTG :

- Enjeu 2 : renforcer l'accès aux droits et aux services et apporter une réponse de proximité aux habitants (bassins de vie)

- Enjeu 3 : adapter l'offre de service à destination des 0-11 ans aux évolutions et à la diversité des besoins des familles
- Enjeu 4 : définir et mettre en œuvre une politique jeunesse (11-25 ans)
- Enjeu 5 : porter une attention particulière aux publics en situation de vulnérabilité.

Certaines actions menées par l'association ouvrent droit à la prestation CAF Bonus Territoire directement versée à l'association, et ce depuis janvier 2023 alors que cette prestation était versée précédemment à Saintes - Grandes Rives - L'Agglo.

Depuis l'exercice 2023, la part versée directement par la CAF à l'association est déduite du montant de

la subvention versée par Saintes - Grandes Rives - L'Agglo.

Par conséquent, il est proposé par la présente délibération d'attribuer à l'association Belle Rive une subvention d'un montant de 113 055 € pour l'année 2024 afin de mener à bien les actions.

Compte tenu du montant proposé et de la nature de la subvention, il est nécessaire de conclure une convention d'objectifs et de financement fixant notamment les modalités de versement de la subvention et les actions du Centre social Belle-Rive,

Après avoir entendu le rapporteur,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code de l'Education,

Vu les articles 9-1, 10 et 10-1 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations,

Vu l'article 1^{er} du décret n°2001-495 du 6 juin 2001 fixant l'obligation pour l'autorité administrative de conclure une convention avec l'organisme de droit privé bénéficiant d'une subvention dont le montant annuel dépasse 23 000€,

Vu les statuts de Saintes - Grandes Rives - L'Agglo annexés à l'arrêté préfectoral du 31 octobre 2023, et notamment l'article 6, III, 2°), relatif à l'« Education Enfance Jeunesse »,

Vu la délibération n°2023-227 du Conseil Communautaire en date du 15 décembre 2023, transmise au contrôle de légalité le 22 décembre 2023, portant vote du budget primitif du Budget Principal 2024,

Vu la délibération n°2023-281 du Conseil Communautaire en date du 15 décembre 2023, transmise au contrôle de légalité le 26 décembre 2023, portant autorisation de signer la Convention Territoriale Globale (CTG) avec la CAF,

Vu la Convention Territoriale Globale 2023-2027,

Considérant la demande de subvention formulée par l'association Belle Rive pour l'année 2024,

Considérant que Saintes - Grandes Rives - L'Agglo a la possibilité de soutenir sous forme de subvention la réalisation des actions de ladite association,

Considérant qu'il est nécessaire, compte tenu du montant de la subvention attribuée, de conclure une convention d'objectifs et de financement entre Saintes - Grandes Rives - L'Agglo et l'association Belle Rive fixant notamment les modalités de versement de la subvention et les actions du Centre social Belle Rive,

Considérant qu'en application de l'article 10-1 de la loi du 12 avril 2000 susvisée, « toute association ou fondation qui sollicite l'octroi d'une subvention au sens de l'article 9-1 auprès d'une autorité administrative ou d'un organisme chargé de la gestion d'un service public industriel et commercial s'engage, par la souscription d'un contrat d'engagement républicain :

1° A respecter les principes de liberté, d'égalité, de fraternité et de dignité de la personne humaine, ainsi que les symboles de la République au sens de l'article 2 de la Constitution ;

2° A ne pas remettre en cause le caractère laïque de la République ;

3° A s'abstenir de toute action portant atteinte à l'ordre public ».

Il est proposé au Conseil Communautaire :

- **d'attribuer** une subvention de 113 055 € pour l'année 2024 à l'association Belle Rive au Chapitre 65, Article 6574 du budget principal 2024 de Saintes - Grandes Rives - L'Agglo.
- **d'approuver** les termes de la convention d'objectifs et de financement ci-jointe.
- **d'autoriser** le Président ou son représentant en charge notamment de la Convention Territoriale Globale à signer ladite convention ainsi que tous documents afférents.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

ADOpte à l'unanimité l'ensemble de ces propositions par :

- 53 Voix pour
- 0 Voix contre
- 0 Abstention
- 0 Ne prend pas part au vote

2024-100. Ensemble Association Médiation de Saintes - Attribution d'une subvention et autorisation de signer la convention d'objectifs et de financements pour l'année 2024

Le rapporteur rappelle que dans le cadre de sa compétence obligatoire politique de la Ville, Saintes - Grandes Rives - L'Agglo est en charge notamment de l'animation et la coordination des dispositifs locaux de prévention de la délinquance.

Actuellement, aucun dispositif de médiation n'existe sur le territoire.

Par conséquent, il est souhaitable de mettre en place des actions de médiation avec les objectifs suivants :

- Création et réparation du lien social
- Echange entre les partenaires et les institutions en vue de résoudre des conflits
- Orienter vers l'accès au droit

La médiation n'est pas réduite à un simple mode alternatif de résolution de conflits, elle recouvre également des pratiques de communication dans une perspective de modification positive des rapports sociaux.

L'association « Ensemble association médiation de Saintes » répond aux objectifs visés par Saintes - Grandes Rives - L'Agglo.

Les actions menées par l'association qui feront l'objet d'un financement de la part de Saintes - Grandes Rives - L'Agglo, sont notamment :

- Soutien aux initiatives des jeunes de 11 à 15 ans
- Soutien des équipes pédagogiques et périscolaires dans la résolution de conflits entre enfants
- Appui à la résolution de conflits entre voyageurs et le voisinage
- Aide aux relations entre les institutions et les habitants du Quartier Politique de la Ville, les faire participer à la vie de la cité.

Après avoir entendu le rapporteur,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu les articles 9-1, 10 et 10-1 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations,

Vu l'article 1^{er} du décret n°2001-495 du 6 juin 2001 fixant l'obligation pour l'autorité administrative de conclure une convention avec l'organisme de droit privé bénéficiant d'une subvention dont le montant annuel dépasse 23 000€,

Vu les statuts de Saintes – Grandes Rives – L’Agglo annexés à l’arrêté préfectoral du 31 octobre 2023, et notamment l’article 6, I, 4°), a) « Politique de la ville dans la Communauté »,

Vu la délibération n°2023-227 du Conseil Communautaire en date du 15 décembre 2023, transmise au contrôle de légalité le 22 décembre 2023, portant vote du budget primitif du Budget Principal 2024,

Considérant la demande effectuée par l’association auprès de Saintes – Grandes Rives – L’Agglo,

Considérant les besoins identifiés sur le territoire en termes de médiation sociale,

Considérant que Saintes – Grandes Rives – L’Agglo a la possibilité de soutenir sous forme de subvention la réalisation des actions de ladite association,

Considérant que l’association Ensemble Association Médiation de Saintes située 6 avenue de Bellevue répond à ce besoin,

Considérant qu’il est nécessaire de conclure une convention d’objectifs et de financement entre Saintes – Grandes Rives – L’Agglo et l’Association Ensemble Association Médiation de Saintes,

Considérant qu’en application de l’article 10-1 de la loi du 12 avril 2000 susvisée, « toute association ou fondation qui sollicite l’octroi d’une subvention au sens de l’article 9-1 auprès d’une autorité administrative ou d’un organisme chargé de la gestion d’un service public industriel et commercial s’engage, par la souscription d’un contrat d’engagement républicain :

1° A respecter les principes de liberté, d’égalité, de fraternité et de dignité de la personne humaine, ainsi que les symboles de la République au sens de l’article 2 de la Constitution ;

2° A ne pas remettre en cause le caractère laïque de la République ;

3° A s’abstenir de toute action portant atteinte à l’ordre public ».

Il est proposé au Conseil Communautaire :

- **d’attribuer** une subvention de 45 000 € pour l’année 2024 à l’association Ensemble Association Médiation de Saintes dont les crédits nécessaires sont inscrits au budget principal 2024.
- **d’approuver** les termes de la convention d’objectifs et de financement ci-jointe.
- **d’autoriser** le Président ou son représentant en charge de la politique de la ville, à signer ladite convention ainsi que tous documents afférents.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

ADOpte à l’unanimité l’ensemble de ces propositions par :

- 46 Voix pour
- 0 Voix contre
- 0 Abstention
- 7 élus ne prennent pas part au vote (Mmes et MM Eric PANNAUD, Pascal GILLARD, Bruno DRAPRON, Véronique ABELIN-DRAPRON, Véronique CAMBON et Frédéric ROUAN en son nom et celui de Bernard CHAIGNEAU).

2024-101. Association Do l'enfant Dom - Attribution d'une subvention et autorisation de signer une convention d'objectifs et de financement pour l'année 2024

Le rapporteur rappelle que l’association Do l’Enfant Dom a été créée en mars 2006 dans le but d’aider les parents à concilier vie professionnelle et vie familiale en leur permettant de faire garder leurs enfants lorsque les structures traditionnelles ne peuvent répondre à la demande.

Dans le cadre de sa compétence « Education Enfance Jeunesse », comprenant la petite enfance, Saintes - Grandes Rives - L'Agglo soutient cette association qui permet de proposer aux parents une garde alternative au domicile des parents qui travaillent en horaires décalés.

L'association s'engage à mettre en œuvre des actions qui s'inscrivent dans la Convention Territoriale Globale (CTG) :

- L'accueil Petite enfance : prise en charge au domicile des parents de l'enfant afin de favoriser l'articulation vie familiale et vie professionnelle, pour des familles exerçant en horaires atypiques ou décalés. L'association s'engage à prioriser les familles monoparentales qui ne peuvent s'inscrire dans l'emploi ou s'y maintenir au regard des besoins en mode de garde.
- La prise en charge ne peut s'inscrire dans la durée, elle doit offrir le temps nécessaire à la famille de mettre en œuvre un parcours de garde correspondant à ses besoins.
- Accompagner et soutenir les projets d'enfants et d'adultes.
- Accompagner les projets permettant de renforcer la communauté éducative (parents, adultes, environnement de l'enfant et du jeune) et la rendre autonome dans la prise en charge éducative des enfants et des jeunes.
- Renforcer et/ou développer des partenariats de proximité en matière de petite enfance et d'enfance,
- Elaborer et mettre en place des expérimentations visant à ouvrir les actions et services des acteurs sur un territoire plus large.

Par conséquent, il est proposé par la présente délibération d'attribuer à l'association Do l'Enfant Dom une subvention d'un montant de 24 000 € pour l'année 2024 afin qu'elle mène à bien les actions.

Compte tenu du montant proposé et de la nature de la subvention, il est nécessaire de conclure une convention d'objectifs et de financement fixant les modalités de versement de la subvention.

Après avoir entendu le rapporteur,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code de l'Education,

Vu les articles 9-1, 10 et 10-1 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations,

Vu l'article 1^{er} du décret n°2001-495 du 6 juin 2001 pris pour l'application de l'article 10 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 et relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques, fixant l'obligation pour l'autorité administrative de conclure une convention avec l'organisme de droit privé bénéficiant d'une subvention dont le montant annuel dépasse 23 000€,

Vu les statuts de Saintes - Grandes Rives - L'Agglo annexés à l'arrêté préfectoral du 31 octobre 2023, et notamment l'article 6, III, 2°), relatif à l'« Education Enfance Jeunesse »,

Vu la délibération n°2023-227 du Conseil Communautaire en date du 15 décembre 2023, portant vote du budget primitif du Budget Principal 2024,

Vu la délibération n°2023-281 du Conseil Communautaire en date du 15 décembre 2023, transmise au contrôle de légalité le 26 décembre 2023, portant autorisation de signer la Convention Territoriale Globale (CTG) avec la CAF,

Vu la Convention Territoriale Globale 2023-2027,

Considérant la demande de subvention formulée par l'association Do l'enfant Dom pour l'année 2024,

Considérant qu'il est nécessaire de conclure une convention d'objectifs et de financement entre Saintes - Grandes Rives - L'Agglo et l'Association Do l'enfant Dom,

Considérant qu'en application de l'article 10-1 de la loi du 12 avril 2000 susvisée, « toute association ou fondation qui sollicite l'octroi d'une subvention au sens de l'article 9-1 auprès d'une autorité

administrative ou d'un organisme chargé de la gestion d'un service public industriel et commercial s'engage, par la souscription d'un contrat d'engagement républicain :

1° A respecter les principes de liberté, d'égalité, de fraternité et de dignité de la personne humaine, ainsi que les symboles de la République au sens de l'article 2 de la Constitution ;

2° A ne pas remettre en cause le caractère laïque de la République ;

3° A s'abstenir de toute action portant atteinte à l'ordre public »,

Il est proposé au Conseil Communautaire :

- **d'attribuer** une subvention de 24 000 € pour l'année 2024 à l'association Do l'Enfant Dom dont les crédits nécessaires sont inscrits au budget principal 2024 de Saintes - Grandes Rives - L'Agglo, Chapitre 65, Article 6574.
- **d'approuver** les termes de la convention d'objectifs et de financement ci-jointe.
- **d'autoriser** le Président ou son représentant en charge de l'Education et de l'Enfance, à signer ladite convention ainsi que tous documents afférents.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

ADOpte à l'unanimité l'ensemble de ces propositions par :

- 53 Voix pour
- 0 Voix contre
- 0 Abstention
- 0 Ne prend pas part au vote

Les délibérations n°2024-102 et 2024-103 sont présentées de manière groupée.

Madame Véronique CAMBON indique que deux subventions sont accordées dans le cadre du fonds Émancip'action. Les jeunes du CMJ de Courcoury ont été reçus. Ils ont visité l'Assemblée Nationale, le Sénat et ont participé au ravivage de la flamme sous l'Arc de Triomphe. Il s'agit également d'attribuer une subvention à un groupe de cinq jeunes danseuses hip-hop qui participent à des concours chorégraphiques à travers la France. Elles sont intervenues bénévolement dans le cadre du Printemps des poètes, et méritent d'être félicitées.

Une modification du règlement de fonctionnement d'Émancip'action est également proposée. La jeunesse du territoire a montré depuis plusieurs années des initiatives en lien avec la transition écologique (préservation de la ressource en eau, recyclage des vêtements, collecte d'ordures en zone naturelle...). Afin de soutenir la jeunesse active sur ces sujets, le souhait est de doubler le plafond de l'aide Émancip'action et de passer de 500 à 1000 euros pour les projets qui s'inscrivent dans l'axe du plan climat.

En l'absence d'interrogations, le Président soumet les délibérations au vote.

2024-102. Subventions allouées dans le cadre du fonds initiatives jeunes : Emancip'Action

Le rapporteur rappelle que Saintes - Grandes Rives - L'Agglo a décidé d'encourager les initiatives des jeunes de l'Agglomération Saintaise pour les aider à relever les défis qui s'offrent à eux en termes d'accès à l'autonomie, d'épanouissement personnel et collectif, d'engagement solidaire et citoyen.

L'Appel à projet " Emancip'Action " permet de soutenir les projets portés par les jeunes de 11 à 17 ans, avec le soutien d'une association, d'une structure territoriale ou d'un établissement scolaire.

Le projet devra présenter un caractère de défi collectif pour le groupe de jeunes et marquer une étape décisive en matière de prise d'autonomie, de sorte à constituer un tremplin vers une citoyenneté active des jeunes.

Bénéficiaires :

- Être âgé de 11 à 17 ans inclus
- Être domicilié sur le territoire de Saintes - Grandes Rives - L'Agglo
- Être 2 personnes minimum

- Avoir un relais institutionnel (association ; collectivités ; établissements scolaires...) pour la réception de la subvention ou être détenteur d'un compte bancaire en tant que Junior Association.
- Possibilité d'être aidé par un accompagnateur local (animateur, professeur, parent, autre jeune expérimenté dans ce type de projet...).

Le dispositif retiendra les projets s'inscrivant dans la démarche participative des jeunes et sera ouvert à tous les champs d'intervention : vie locale, création artistique, culture, sport, solidarité locale et à l'international, humanitaire, développement durable, mobilité ...

Le soutien de Saintes - Grandes Rives - L'Agglo est apporté sous forme d'un virement à destination d'organismes institutionnels, tels que les Juniors Associations, les structures d'accompagnement de jeunes, les établissements scolaires, les municipalités... Ces derniers se porteront garants de la bonne gestion du financement par les jeunes et devront signer le document d'engagement sur l'honneur. La structure en question pourra également établir une convention avec les jeunes (et leurs parents) afin de s'assurer de l'accord passé avec eux.

L'aide octroyée est plafonnée à 500 € et ne pourra pas excéder 90% du coût global du projet.

Cependant, les actions d'autofinancement, la participation des familles et les co-financements sont vivement encouragés et font l'objet d'une plus-value lors de l'examen des dossiers.

La subvention ne comprend pas le coût ou une partie du coût de l'accompagnant qu'il soit professionnel ou non.

Deux projets ont été déposés et ont recueilli un avis positif du jury présidé par Madame Véronique CAMBON, vice-présidente déléguée à la jeunesse :

- **Un projet** de 8 jeunes de 11 à 15 ans du Conseil Municipal des Jeunes qui vont à Paris afin de se rendre à l'Assemblée Nationale et au Sénat Ils vont également raviver la flamme du soldat inconnu à l'Arc de Triomphe. La structure qui les accompagne dans le projet est la Mairie de Courcoury.
- **Un projet** du groupe de danse Hip Hop « Sassy's Crew ».
Il s'agit de 5 jeunes danseuses Hip HOP qui dans le cadre de leur pratique présentent des shows sur le territoire et participent à nombreux concours chorégraphiques à travers la France.
De plus, elles transmettent aussi leur discipline à d'autres jeunes, notamment du quartier Boiffiers Bellevue et accompagnent la compagnie de théâtre Tintamarre de Tonnay Charente pour intégrer des chorégraphies dans leurs productions artistiques.

Après avoir entendu le rapporteur,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu les statuts de Saintes - Grandes Rives - L'Agglo annexés à l'arrêté préfectoral du 31 octobre 2023, et notamment l'article 6, III, 2°), « Education Enfance Jeunesse »,

Vu la délibération n°2020-200 du Conseil Communautaire en date du 22 septembre 2020, transmise au contrôle de légalité le 30 septembre 2020, portant sur la validation du dispositif « Emancip'Action » comprenant notamment le dossier de demande ainsi que le règlement de fonctionnement,

Considérant les modalités de candidatures définies dans le règlement de fonctionnement du dispositif,

Considérant les critères d'examen des projets définis dans le règlement de fonctionnement du dispositif notamment :

- le sérieux et la présentation du dossier
- la faisabilité du projet
- le défi pour soi relevé par le groupe
- les compétences à mobiliser ou à acquérir à l'occasion de la mise en œuvre du projet
- la démarche participative et l'implication des jeunes
- l'impact en termes d'émancipation citoyenne des jeunes
- l'originalité de l'action, son caractère innovant

- les projets faisant l'objet de co-financement (autres subventions, participations des familles, actions d'autofinancement)
- la complémentarité des jeunes dans le groupe et le partage des rôles
- les éléments de valorisation proposés et la viabilité du plan d'action proposé pour le réaliser
- le potentiel de perfectibilité et de pérennisation du projet
- la volonté des jeunes à témoigner et à transmettre dans une optique d'effet multiplicateur auprès d'autres jeunes
- les jeunes sensibilisés à la dynamique associative

Considérant que les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2024 au compte 6574,

Il est proposé au Conseil Communautaire :

- **d'attribuer** une subvention de 500 € à la Mairie de Courcoury pour permettre à 8 jeunes de 11 à 15 ans de réaliser le projet du Conseil Municipal des Jeunes et une subvention de 500€ au groupe de danse Hip Hop « Sassy's Crew ».

- **d'autoriser** Monsieur le Président ou son représentant en charge des Finances à procéder au versement de ces subventions et à signer tout document y afférant.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

ADOpte à l'unanimité l'ensemble de ces propositions par :

- 53 Voix pour
- 0 Voix contre
- 0 Abstention
- 0 Ne prend pas part au vote

2024-103. Emancip'action - Modification du règlement de fonctionnement

Le rapporteur rappelle que Saintes - Grandes Rives - L'Agglo a décidé d'encourager les initiatives des jeunes de l'Agglomération Sainaise pour les aider à relever les défis qui s'offrent à eux en termes d'accès à l'autonomie, d'épanouissement personnel et collectif, d'engagement solidaire et citoyen.

Le dispositif "Emancip'action" permet de soutenir les projets portés par les jeunes de 11 à 17 ans, avec le soutien d'une association, d'une structure territoriale ou d'un établissement scolaire.

Le projet doit présenter un caractère de défi collectif pour le groupe de jeunes et marquer une étape décisive en matière de prise d'autonomie, de sorte à constituer un tremplin vers une citoyenneté active des jeunes. L'aide de Saintes - Grandes Rives - L'Agglo est actuellement plafonnée à 500 €.

Le règlement intérieur Emancip'action doit évoluer pour intégrer la dimension de développement durable, ainsi une bonification de 500 € pourra être envisagée si le projet a pour objectif un des axes du Plan Climat Air Energie Territorial de Saintes - Grandes Rives - L'Agglo, portant le plafond de la participation de 500 € à 1 000 € (sans excéder 80 % du coût global du projet).

Après avoir entendu le rapporteur,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu les statuts de Saintes - Grandes Rives - L'Agglo annexés à l'arrêté préfectoral du 31 octobre 2023, et notamment l'article 6, III, 2°) relatif à l'« Education, Enfance, Jeunesse »,

Vu la délibération n°2020-200 du Conseil Communautaire en date du 22 septembre 2020, transmise au contrôle de légalité le 30 septembre 2020, portant sur la validation du dispositif fonds initiatives jeunes « Emancip'action » comprenant notamment le dossier de demande ainsi que le règlement de fonctionnement,

Considérant la nécessaire modification du règlement de fonctionnement pour y introduire la notion de développement durable, et notamment une possible bonification de 500 € si le projet a pour objectif un des axes du Plan Climat Air Energie Territorial de Saintes - Grandes Rives - L'Agglo,

Considérant les crédits nécessaires inscrits au budget 2024 au chapitre 65,

Il est proposé au Conseil Communautaire :

- **de valider** la modification du règlement de fonctionnement joint à la présente délibération portant le plafond de participation de Saintes - Grandes Rives - L'Agglo de 500€ à 1 000 € et d'en **autoriser** la diffusion.
- **d'autoriser** Monsieur le Président, ou son représentant en charge de la Politique Jeunesse Communautaire à signer tout document y afférent.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

ADOpte à l'unanimité l'ensemble de ces propositions par :

- 53 Voix pour
- 0 Voix contre
- 0 Abstention
- 0 Ne prend pas part au vote

COHÉSION SOCIALE ET TERRITORIALE

2024-104. Attribution des subventions dans le cadre de l'appel à projets du contrat de ville 2024

Madame Véronique ABELIN-DRAPRON indique qu'il s'agit de la première année au cours de laquelle la nouvelle géographie prioritaire est appliquée. Le montant total des subventions attribuées s'élève à 20 540 euros. Les projets sont détaillés dans la délibération. L'association Coyote Minute s'est particulièrement orientée sur le volet emploi, et va utiliser le Festival sur la place comme un événement pouvant constituer un outil de redynamisation vers l'emploi, notamment autour du théâtre. La Mission Locale avait testé l'année précédente un projet de rallye entreprise dans le quartier, afin de rapprocher les jeunes et les entreprises. Enfin, un autre projet concerne le Conservatoire, qui a lancé Chant'école, qui touche des enfants du quartier, des jeunes du foyer de l'enfance et des gens du voyage. Le projet fonctionne très bien, et l'ARS souhaite l'intégrer dans un programme d'expérimentation sur les compétences psychosociales des jeunes enfants afin de pouvoir utiliser cette expérimentation sur d'autres écoles.

En l'absence d'interrogations, le Président soumet la délibération au vote.

Le rapporteur rappelle que le contrat de ville constitue le contrat unique de référence de la politique de la ville et des politiques menées en faveur des quartiers prioritaires.

La politique de la ville vise à réduire les écarts de développement entre les quartiers défavorisés et leurs unités urbaines et à améliorer les conditions de vie de leurs habitants, en luttant notamment contre toute forme de discrimination. Elle a donc pour but de :

- Lutter contre les inégalités de tous ordres, les concentrations de pauvreté et les fractures économiques, sociales, numériques et territoriales.
- Garantir aux habitants des quartiers défavorisés l'égalité réelle d'accès aux droits, à l'éducation, à la culture, aux services et aux équipements publics

La circulaire de la secrétaire d'Etat chargée de la ville datée du 31 août 2023 relative à l'élaboration des contrats de ville 2024-2030 dans les départements métropolitains fixe les modalités calendaires et méthodologiques d'élaboration de la nouvelle génération 2024-2030 des contrats de ville.

Les nouveaux contrats de ville ne seront par conséquent plus organisés en piliers, mais recentrés sur les enjeux locaux les plus prégnants identifiés en lien étroit avec les habitants. Le nombre de ces enjeux sera limité et ils devront être adaptés aux besoins et aux ressources de chaque territoire.

Le contrat de ville Engagements Quartiers 2030 a été signé le 27 mars 2024.

En ce qui concerne l'appel à projets du contrat de ville 2024, l'État et Saintes - Grandes Rives - L'Agglo ont décidé d'orienter leur action prioritairement vers :

- L'emploi ;
- La mobilité ;
- La réussite éducative ;
- L'accueil des nouveaux habitants ;
- L'animation de lieux d'échanges.

Les projets éligibles au titre de la politique de la ville devront bénéficier prioritairement aux habitants demeurant dans le périmètre de la nouvelle géographie prioritaire. Ils devront être en cohérence avec les axes stratégiques et objectifs du contrat de ville.

L'État et Saintes - Grandes Rives - L'Agglo souhaitent privilégier, d'une part, des projets présentant des actions innovantes ou expérimentales, d'autre part, dans un souci de cohérence et de complémentarité, des projets élaborés de manière collective regroupant des acteurs locaux dont le rôle et les missions devront être clairement identifiés.

Une attention particulière sera portée aux actions proposant une démarche d'aller au plus près des publics visés et à celles qui viseront à renforcer la présence d'adultes auprès des enfants et jeunes, en soirée, en week-end ou pendant les vacances scolaires.

La programmation de l'appel à projets du contrat de Ville a été présentée lors du comité de pilotage du contrat de ville du 27 mars 2024.

C'est dans ce cadre notamment qu'interviennent les partenaires suivants :

- **Ville de Saintes - Conservatoire** (Projet : « Dispositif d'éducation artistique et culturelle au cœur du QPV Boiffiers-Bellevue ») : Dispositif pluridisciplinaire (éveil, danse et chœur) du CP au CM2 à l'Ecole Roger Pérat, formation musicale complète par le chant choral du CP au CM2 à l'école Jean Jaurès et Classe à Horaire Aménagée Musique vocale au collège Edgar Quinet.
- **Association Boiffiers-Bellevue** (Projet : « Dynamique de projets, accès au numérique, mobilité, parentalité : pour l'insertion des personnes ») : Diverses et nombreuses actions pour accompagner les habitants du quartier prioritaire,
- **Association Ensemble pour une régie de quartier solidaire** (Projet « La Bretelle ») : Organiser des ateliers « couture » à la friperie La Bretelle, (Projet « Octobre rose ») : Organiser une marche et un village de prévention dans le cadre d'octobre rose, (Projet « Animation et fonctionnement du conseil citoyen ») : Mobiliser les habitants sur des actions à développer sur le quartier prioritaire,
- **Association Coyote Minute** (Projet « Sur (la) Place ou à Emporter ») : Organiser un festival avec une programmation culturelle professionnelle diversifiée, ouverte et accessible à tous,
- **Association Les Petits Débrouillards** (Projet « Les cités débrouillardes - La science en bas de chez toi à Saintes ») : Animation de "mini-stages scientifiques" gratuits dans les lieux publics.
- **Association Le peuple créateur** (Projet : « Education à l'image et cinéma plein-air ») : Organisation d'ateliers de création audiovisuelle et projections de cinéma plein-air.
- **Mission Locale de la Saintonge** (Projet : « 2 actions de "mises en situation du public" dont un Rallye découverte "en quête d'entreprises" ») : Mise en œuvre de 2 événements sur la thématique de l'emploi.

Il est donc proposé au Conseil Communautaire d'attribuer les subventions suivantes dans le cadre de l'appel à projets du Contrat de Ville 2024 pour un montant total de 20 540 euros :

- Ville de Saintes - Conservatoire	5 000 euros
- Association Boiffiers-Bellevue	1 740 euros
- Association Ensemble pour une régie de quartier solidaire	2 600 euros
- Association Coyote Minute	6 500 euros
- Association Les Petits Débrouillards	2 100 euros
- Association Le peuple créateur	2 000 euros
- Mission Locale de la Saintonge	600 euros

Après avoir entendu le rapporteur,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu les articles 9-1, 10 et 10-1 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations,

Vu la loi n°2014-173 du 21 février 2014 de programmation pour la ville et la cohésion urbaine,

Vu les statuts de Saintes – Grandes Rives – L’Agglo annexés à l’arrêté préfectoral du 31 octobre 2023, et notamment l’article 6, I, 4°) relatif à la « Politique de la ville dans la Communauté », et plus particulièrement aux programmes d’actions définis dans le contrat de ville,

Vu la délibération n°2023-227 du Conseil Communautaire en date du 15 décembre 2023, portant vote du budget primitif 2024 du Budget Principal,

Considérant la signature du Contrat de Ville Engagements Quartiers 2030 le 27 mars 2024,

Considérant l’appel à projet du 02 novembre 2023 émis conjointement par l’Etat et Saintes – Grandes Rives – L’Agglo,

Considérant que la programmation de l’appel à projets du contrat de ville 2024 a été présenté lors du comité de pilotage du Contrat de Ville du 27 mars 2024,

Considérant les crédits inscrits au Budget Principal 2024,

Considérant qu’en application de l’article 10-1 de la loi du 12 avril 2000 susvisée, « toute association ou fondation qui sollicite l’octroi d’une subvention au sens de l’article 9-1 auprès d’une autorité administrative ou d’un organisme chargé de la gestion d’un service public industriel et commercial s’engage, par la souscription d’un contrat d’engagement républicain :

1° A respecter les principes de liberté, d’égalité, de fraternité et de dignité de la personne humaine, ainsi que les symboles de la République au sens de l’article 2 de la Constitution ;

2° A ne pas remettre en cause le caractère laïque de la République ;

3° A s’abstenir de toute action portant atteinte à l’ordre public »,

Il est proposé au Conseil Communautaire :

- **d’attribuer** les subventions suivantes dans le cadre de l’appel à projets du Contrat de Ville 2024 pour un montant total de 20 540 euros :

- Ville de Saintes – Conservatoire	5 000 euros
- Association Boiffiers-Bellevue	1 740 euros
- Association Ensemble pour une régie de quartier solidaire	2 600 euros
- Association Coyote Minute	6 500 euros
- Association Les Petits Débrouillards	2 100 euros
- Association Le peuple créateur	2 000 euros
- Mission Locale de la Saintonge	600 euros

- **d’autoriser** Monsieur le Président, ou son représentant en charge des Finances, à signer tout document nécessaire à l’exécution de la présente délibération.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

ADOpte à l’unanimité l’ensemble de ces propositions par :

- 47 Voix pour
- 0 Voix contre
- 0 Abstention
- 6 élus ne prennent pas part au vote (Mmes et MM Gérard PERRIN en son nom et celui de Bernard COMBEAU, Bruno DRAPRON, Véronique ABELIN-DRAPRON, Véronique CAMBON et Amanda LESPINASSE).

2024-105. Approbation du rapport politique de la ville 2023

Madame Véronique ABELIN-DRAPRON précise que neuf projets ont été aidés dans le cadre de l'appel à projets en 2023, et 52 enfants ont été soutenus dans le cadre du programme de réussite éducative. En ce qui concerne le Point d'Accès aux Droits, 2 510 contacts ont eu lieu (contre 226 en 2019). Cette montée en puissance illustre un réel besoin, et le Point d'Accès aux Droits accueille des personnes venant de toute l'Agglomération, voire de l'extérieur. Dans le cadre de la politique de la ville, un travail a également été mené concernant les colos apprenantes et les quartiers d'été, ce qui a permis de proposer des solutions pour les vacances à 276 jeunes différents, et de recueillir près de 800 participations à des ateliers. Il s'agit d'un exemple de politique de la ville qui bénéficie à l'ensemble de l'Agglomération.

En l'absence d'interrogations, le Président soumet la délibération au vote.

Le rapporteur rappelle que le décret n°2015-1118 du 3 septembre 2015 a fixé les modalités de présentation du rapport annuel sur la situation des collectivités au regard de la politique de la ville. Il rappelle que les Etablissements Publics de Coopération Intercommunale (EPCI) signataires d'un contrat de ville sont tenus de présenter chaque année à leurs assemblées délibérantes un rapport détaillant les actions qu'ils mènent sur leurs territoires.

La politique de la ville vise à réduire les écarts de développement entre les quartiers défavorisés et leurs unités urbaines et à améliorer les conditions de vie de leurs habitants, en luttant notamment contre toute forme de discrimination. Elle a donc pour but de :

- Lutter contre les inégalités de tous ordres, les concentrations de pauvreté et les fractures économiques, sociales, numériques et territoriales.*
- Garantir aux habitants des quartiers défavorisés l'égalité réelle d'accès aux droits, à l'éducation, à la culture, aux services et aux équipements publics.*

Le contrat de ville constitue le contrat unique de référence de la politique de la ville et des politiques menées en faveur des quartiers prioritaires.

Le Contrat de Ville a été signé le 30 septembre 2015 pour la période 2015-2020 et prorogé par un protocole d'engagements renforcé et réciproque jusqu'en 2022. La loi de finances pour 2022 a acté la prorogation des contrats de ville en cours jusqu'au 31 décembre 2023.

Au titre de l'année 2023, les principales actions menées sont les suivantes :

- 9 projets ont été financés dans le cadre de l'appel à projets du contrat de ville 2023 pour un montant total de 20 000 €.*
- Le Programme de Réussite Educative a permis d'accompagner 52 enfants en difficulté à travers des parcours individualisés et des projets collectifs. L'ensemble du dispositif est financé à hauteur de 63 346 €.*
- Un Point Justice/Accès au Droit est également implanté au sein du quartier prioritaire. Il a été labélisé France Services et a été contacté par 2510 personnes dont 1657 ont pu consulter gratuitement un intervenant sur place.*
- A travers les dispositifs d'Etat « colos apprenantes » et « quartiers d'été », la communauté d'Agglomération a soutenu des actions éducatives pendant les vacances scolaires auprès des jeunes du quartier Boiffiers-Bellevue.*
- De nombreux investissements ont également été réalisés à travers l'achat d'un kit pédagogique « Espace ludique en milieu scolaire » et le financement d'aménagements urbains sur la plaine de Bellevue et devant la maison des jeunes. Le montant des investissements pour l'année 2023 s'élève à 48 425,20 €.*
- En vue de la conclusion du nouveau contrat de ville, Saintes - Grandes Rives - L'Agglo a fait le choix d'être accompagnée pour la rédaction du contrat « Engagements Quartiers 2030 » par les Cabinets Compotence et Place. La mission confiée s'est articulée autour de :*

- La concertation à partir du travail qui a été mené en 2022 autour de l'évaluation du contrat de ville et notamment les éléments stratégiques et opérationnels (cf. rapport final - évaluation du contrat de ville 2015-2023 ci-joint).
- La mise à plat des engagements des signataires
- Une démarche participative et collaborative
- L'identification d'actions « Totem »

Ces actions menées en 2023 sont complétées par d'autres actions dans les domaines de la santé, de la sécurité et de la prévention de la délinquance (Exemples : marche dans le cadre d'Octobre Rose ; exposition Moi, Jeune, Citoyen ; groupe de travail Gestion Urbaine et Sociale de Proximité...).

Enfin, pour rappel, les bailleurs sociaux bénéficient depuis 2016 de l'abattement de la Taxe Foncière sur les Propriétés Bâties (TFPB) pour les quartiers prioritaires. Le montant de l'abattement perçu en 2023 s'élève à 318 494 €.

Pour information, le contrat de ville Engagements Quartiers 2030 qui couvre la période 2024-2030 approuvé par délibération n°2024-26 du Conseil Communautaire en date du 15 février 2024 a été signé le 27 mars 2024. Pour rappel, celui-ci porte sur le quartier prioritaire Boiffiers-Bellevue.

Après avoir entendu le rapporteur,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la loi n°2014-173 du 21 février 2014 de programmation pour la ville et la cohésion urbaine,

Vu les statuts de Saintes - Grandes Rives - L'Agglo annexés à l'arrêté préfectoral du 31 octobre 2023, et notamment l'article 6, I, 4°) relatif à la « Politique de la ville dans la Communauté »,

Considérant la signature du Contrat de Ville de Saintes le 30 septembre 2015 et du protocole d'engagements renforcés et réciproques 2019-2022 du Contrat de Ville et les priorités retenues dans ces derniers,

Considérant que la loi de finances pour 2022 a acté la prorogation des contrats de ville en cours jusqu'au 31/12/2023,

Considérant la signature du contrat de ville Engagements Quartiers 2030 le 27 mars 2024,

Considérant la présentation du rapport sur la politique de la ville 2023 ci-joint,

Considérant le rapport final portant évaluation du contrat de ville 2015-2023 ci-joint,

Il est proposé au Conseil Communautaire :

- **de prendre acte** du rapport politique de la ville 2023 ci-joint ainsi que du rapport portant sur l'évaluation du contrat de ville qui a pris fin le 31 décembre 2023 ci-joint.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

PREND ACTE à l'unanimité l'ensemble du rapport politique de la ville 2023 par :

- 53 Voix pour
- 0 Voix contre
- 0 Abstention
- 0 Ne prend pas part au vote

* * * * *

QUESTIONS DIVERSES

Monsieur Alain MARGAT annonce une évolution de la composition du Conseil de Développement. Il avait été décidé qu'il serait composé de 44 membres en parité. Un homme et trois femmes ont intégré le Conseil de développement, il reste donc sept femmes et trois hommes à désigner.

Monsieur Jean-Michel ROUGER rappelle que la commune de Chermignac a terminé de rénover son gîte de groupe, qui va être opérationnel à partir du week-end de l'Ascension. L'inauguration est

organisée le samedi 20 avril en présence de Madame la sous-préfète. Il est important que les communes qui seront représentées confirment leur présence.

Monsieur Pierre TUAL déclare qu'il a fait transmettre un questionnaire par le pays de Saintonge Romane, en provenance de la fédération des SCOT, à la demande du Sénat et de l'Assemblée Nationale. Ce questionnaire a rapport avec le volet artificialisation des sols, la loi climat résilience ainsi que la loi ZAN du 20 juillet 2023. Une commission a été créée au niveau du Sénat, et les membres souhaiteraient pouvoir identifier les difficultés de mise en œuvre de ces deux textes à tous les échelons. Une réponse est attendue pour le 15 avril au plus tard.

Monsieur le Président lève la séance à 20h46.

Le secrétaire